



Assemblée générale

Soixante-dix-huitième session

10^e séance plénière

Vendredi 22 septembre 2023, à 9 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Francis (Trinité-et-Tobago)

*En l'absence du Président, M. Muhamad (Malaisie),
Vice-Président, assume la présidence.*

La séance est ouverte à 9 heures.

Allocution de M. Stevo Pendarovski, Président de la République de Macédoine du Nord

Le Président par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Macédoine du Nord.

M. Stevo Pendarovski, Président de la République de Macédoine du Nord, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Stevo Pendarovski, Président de la République de Macédoine du Nord, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Pendarovski (parle en langue macédonienne ; interprétation en anglais assurée par la délégation) : Je suis tout particulièrement honoré et ravi de pouvoir parler au nom des citoyens et citoyennes de la République de Macédoine du Nord ici, au cœur de l'Organisation des Nations Unies, à l'occasion du débat général de l'Assemblée générale.

Qu'il me soit permis d'emblée d'adresser tous mes vœux de réussite à M. Dennis Francis, Président de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session.

Tous les ans, à cette époque, les yeux du monde se tournent vers le plus grand rassemblement au cours duquel les dirigeants politiques des nations du monde exposent leur vision de l'avenir. Cette année, l'attention portée à chacun et chacune d'entre nous est peut-être plus grande que jamais, alors que l'état émotionnel de l'humanité est déterminé par le plus petit dénominateur commun : la peur, la peur des guerres, la peur de la famine, la peur de la pauvreté, la peur des catastrophes environnementales, la peur de l'avenir des êtres qui nous sont chers. Il est indéniable que l'ordre international a été ébranlé dans ses fondements dans diverses parties du monde.

L'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine se poursuit avec une inlassable férocité, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des principes du droit international. Il s'agit de la plus grande crise de sécurité depuis la Seconde Guerre mondiale, dont les conséquences affectent, à des degrés divers, tous les continents. Chaque jour, la souffrance du peuple ukrainien monte d'un cran, ses biens matériels sont mis en pièces et le risque d'escalade s'avère plus éminent que jamais.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté l'agression contre l'Ukraine, comme l'ont fait un grand nombre de Membres de l'Organisation. Nous préconisons le retrait inconditionnel des troupes d'occupation russes et le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. La Charte de notre instance mondiale est très claire à cet égard : toutes les questions en suspens, où que ce soit dans le monde, doivent être résolues par des moyens pacifiques, par la négociation et le dialogue, et en renonçant à l'usage de la force.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

23-27565 (F)



Document adapté

Merci de recycler



La guerre en Ukraine est l'exemple le plus flagrant, mais hélas pas le seul, de la menace qui pèse sur la paix et la sécurité mondiales. L'architecture de sécurité de la planète, dont la base est l'Organisation des Nations Unies, est particulièrement ébranlée lorsqu'un État, membre permanent du Conseil de sécurité, attaque illégalement un autre État Membre de cette même organisation. Ce n'est pas un hasard si le Secrétaire général a récemment averti que le risque de catastrophe nucléaire était aujourd'hui à son plus haut niveau depuis la fin de la guerre froide. Cette alerte, émanant du plus haut échelon de l'Organisation, doit être un signal d'alarme envoyé à tous les responsables politiques raisonnables et un appel à la mobilisation lancé à la communauté mondiale pour préserver la paix, qui est sans doute le bien le plus précieux dont jouit l'humanité. Il est grand temps de faire taire les tambours de guerre, de respecter la Charte des Nations Unies, guidés par le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États, comme principes fondamentaux et principale raison d'être de l'Organisation des Nations Unies.

La paix est le fondement de toute chose. Or, le monde est confronté à des défis de différentes natures et pour les relever, il faut non seulement que la paix règne entre les États, mais aussi la confiance mutuelle et la coopération. Il est certain que la confiance, bâtie au fil des décennies, principalement dans ce bâtiment, a été sérieusement ébranlée. Il nous faudra du temps, des efforts et, surtout, de la volonté politique pour la rétablir. Indépendamment de toutes les différences qui nous séparent, qu'elles soient d'ordre politique, économique ou culturel, nous devons agir ensemble dans l'intérêt de la paix, de la stabilité et de la prospérité des générations actuelles et futures. Toute solution autre que le dialogue entre les nations fait très peur, et tout retard pris dans le processus de résolution du conflit nous conduira irrémédiablement à la même menace, à la différence que le prix à payer sera bien plus élevé.

La guerre en Ukraine crée un état d'imprévisibilité générale et une succession de crises, notamment en matière d'approvisionnement en nourriture et en énergie. La pénurie de denrées alimentaires met en danger les plus pauvres et menace de provoquer des catastrophes humanitaires d'une ampleur sans précédent dans de nombreuses régions du monde. Nous soutenons pleinement les efforts du Secrétaire général visant à rétablir l'accord sur l'exportation des céréales ukrainiennes par la mer Noire, car nous estimons qu'il est tout à fait inacceptable d'utiliser les denrées alimentaires et l'énergie comme des armes pour atteindre des objectifs militaires ou politiques.

Parallèlement aux efforts déployés pour parvenir à un règlement pacifique des conflits, il est nécessaire de

redoubler d'efforts pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Si le Sommet sur les objectifs de développement durable qui s'est tenu il y a quelques jours en marge du débat général de cette année est un pas dans la bonne direction, il est crucial de passer des paroles aux actes. Il est incompréhensible qu'en cette troisième décennie du XXI^e siècle, des millions de personnes ne puissent subvenir à leurs besoins humains fondamentaux. Quelle autorité aurons-nous encore, dirigeants et dirigeantes politiques, lorsque nous parlerons de démocratie, de droits humains et de prospérité, alors que des millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable, à la nourriture ou à l'éducation ?

La solidarité mondiale n'est pas une idée nouvelle ou un concept qui nécessite une élaboration particulière. Je viens moi-même de Skopje, la capitale de la Macédoine du Nord, qui, il y a exactement 60 ans, a été frappée par un tremblement de terre dévastateur. Skopje a pu renaître de ses cendres, entre autres, grâce à la solidarité mondiale. Nous avons appris au prix fort à quel point une main tendue, dans les moments difficiles, peut être précieuse. Le tremblement de terre dévastateur qui a frappé la Türkiye en février nous a ramenés à l'essence même de l'humanisme : la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles, mais aussi le besoin primordial des êtres humains d'aider les faibles et ceux qui souffrent.

Aucun d'entre nous ne sait de quoi demain sera fait, mais nous savons que nous relèverons les défis qui se poseront avec plus d'efficacité en ayant recours aux mécanismes que nous avons déjà mis en place. Dans cette optique, il est nécessaire d'aborder la question des changements climatiques avec beaucoup plus de détermination. Ces changements ne reconnaissent pas les frontières, si bien qu'une réponse efficace nécessite sans le moindre doute une action commune.

La région du sud-est de l'Europe, d'où je viens, est confrontée à des phénomènes inconnus à ce jour : des supercellules orageuses qui frôlent la tornade, conséquence directe des changements climatiques. La planète, comme l'a indiqué le Secrétaire général, n'en est plus à l'ère du réchauffement climatique, mais à celle de l'ébullition. Il ne fait aucun doute que le monde est confronté à un problème existentiel et que pour trouver une solution efficace, nous devons nous rassembler autour d'une seule plateforme mondiale.

Les instruments dont nous avons besoin, tels que le pacte de solidarité climatique, au titre duquel les économies développées fournissent un appui financier et technique aux pays en développement, existent

déjà ; une transition équitable vers une économie verte est possible, mais à condition que ces instruments soient utilisés adéquatement. Selon le Programme d'accélération de l'action climatique, les pays développés doivent non seulement réduire à zéro leurs émissions nettes d'ici à 2040, mais également tenir les promesses qu'ils ont faites aux pays en développement en multipliant par deux les ressources consacrées aux mesures d'adaptation et au financement du Fonds vert pour le climat.

Les principales menaces actuelles, à savoir les turbulences géopolitiques, les guerres, le terrorisme, les changements climatiques et des vagues migratoires massives, apparaissent à un moment où les organisations internationales et l'ensemble du système multilatéral connaissent une crise identitaire ou institutionnelle, et le plus souvent, les deux à la fois. La seule véritable réponse à cette situation est un multilatéralisme renouvelé et renforcé qui tient compte des besoins individuels de chaque pays, mais qui offre également une vision claire de la situation dans son ensemble, de ce qui nous unit et de l'intérêt général. Il n'y a pas de meilleur cadre pour mener cette entreprise commune que l'ONU.

L'un des impératifs urgents de l'humanité aujourd'hui est de rétablir la prévisibilité, les alertes rapides et la prévention dans les relations internationales. Il est évident que les réformes internes du système des Nations Unies, menées dans le respect du principe d'une plus grande représentativité et d'une plus grande inclusion, sont une condition préalable pour refléter la réalité du monde d'aujourd'hui. De plus, il faut élaborer des mécanismes qui permettent à l'Organisation de mieux fonctionner tout en réduisant les options qui permettent de paralyser son action. Dans ce contexte, nous appuyons pleinement la réunion ministérielle convoquée en préparation du Sommet de l'avenir, qui se tiendra en 2024.

Bien entendu, il faut régler d'anciens problèmes tout en relevant de nouveaux défis, même si certains d'entre eux, tels que les infox et les cybermenaces, font déjà partie de notre quotidien. D'autres, bien que plus récents, tels que l'intelligence artificielle, provoquent déjà des changements profonds dans nos vies. Nous devons clairement comprendre qu'en l'absence d'un pacte commun pour l'avenir, aucun pays ou groupe de pays n'aura la capacité de trouver des solutions à ces défis ou de les mettre en œuvre.

Depuis le premier jour de notre indépendance, il y a plus de 30 ans, mon pays a donné la preuve, de la meilleure manière possible, de son attachement aux principes de paix, au renforcement de la coopération régionale et

au règlement des questions en suspens par le dialogue. En 1991, nous avons entamé un processus de maturation démocratique interne en défendant au plus haut niveau possible les droits des communautés ethniques et en promouvant une culture du dialogue pour régler les problèmes internes, mais aussi en ce qui concerne les relations avec nos voisins. Nous avons accepté le compromis comme un moyen de régler les différends, non pas comme un signe de faiblesse mais, au contraire, comme l'expression d'une confiance en notre capacité de protéger nos intérêts sans nuire à ceux des autres.

Nous continuons de contribuer activement à la paix, à la stabilité, aux valeurs démocratiques, au développement durable et à la prospérité économique, tout respectant les principes auxquels nous sommes attachés. Cette année, nous assurons la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, la plus grande organisation régionale de sécurité, en cette période de défis sans précédent. Même dans de ces conditions, nous nous employons à préserver la pertinence de l'organisation, guidés par les principes fondamentaux inscrits dans la Charte des Nations Unies et dans l'Acte final d'Helsinki.

Nous restons l'un des principaux promoteurs de la coopération régionale en Europe du Sud-Est, et en même temps, nous mettons tout en œuvre pour satisfaire aux critères d'adhésion à l'Union européenne, que nous espérons intégrer au plus tard en 2030. Il est clair pour nous que le renforcement des institutions démocratiques en permanence et en garantissant l'équité pour tous les citoyens est la seule voie possible vers une société multithnique plus unie.

Au début de mon allocution, j'ai dit que la peur de l'avenir est peut-être le sentiment prédominant aujourd'hui. Cependant, cela ne doit pas devenir la norme. Il nous incombe à nous, les responsables politiques réunis ici aujourd'hui, de remplacer ce sentiment de peur par un sentiment d'espoir et de foi en un monde plus juste. Pour ce faire, nous devons conclure, au plus tôt, un nouvel accord sur le respect des valeurs fondamentales et des idéaux humanistes pour lesquels l'Organisation a été créée il y a 78 ans.

Le Président par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la Macédoine du Nord de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Stevo Pendarovski, Président de la République de Macédoine du Nord, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Point 8 de l'ordre du jour (suite)

Débat général

Allocution de M. Benjamin Netanyahu, Premier Ministre de l'État d'Israël

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de l'État d'Israël.

M. Benjamin Netanyahu, Premier Ministre de l'État d'Israël, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (parle en anglais) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Benjamin Netanyahu, Premier Ministre de l'État d'Israël, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Netanyahu (Israël) (parle en anglais) : Il y a plus de trois millénaires, notre grand leader Moïse s'est adressé au peuple d'Israël, alors qu'il était sur le point d'entrer dans la Terre promise. Il a dit à ce peuple qu'il allait voir deux montagnes, l'une face à l'autre : la montagne de Garizim, sur laquelle il proclamerait une grande bénédiction, et la montagne d'Ébal, sur laquelle il prononcerait une grande malédiction. Moïse a dit que le sort du peuple dépendrait du choix qu'il fera : la bénédiction ou la malédiction.

Ce choix s'est répercuté au fil des siècles, non seulement pour le peuple d'Israël, mais aussi pour l'humanité dans son ensemble. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à un tel choix. Un choix dont dépendra si nous allons bénéficier de la bénédiction d'une paix historique, d'une prospérité et d'un espoir sans fin, ou si nous allons subir la malédiction d'une guerre ignoble, du terrorisme et du désespoir.

La dernière fois que j'ai pris la parole à cette tribune, il y a cinq ans (voir A/73/PV.10), j'ai mis en garde contre les tyrans de Téhéran. Ils n'ont été qu'une malédiction, une malédiction pour leur population, pour notre région et pour le monde entier. Mais à l'époque, j'ai également parlé d'une grande bénédiction que je voyais poindre à l'horizon. J'ai affirmé que la menace collective que représentait l'Iran :

« a permis un rapprochement sans précédent entre Israël et de nombreux États arabes, dans [...] une amitié que je n'avais jamais vu[e] de toute mon existence » (A/73/PV.10, pp. 42-43).

J'ai ajouté que le jour « viendra bientôt où Israël sera en mesure d'étendre la paix [...] au-delà de l'Égypte et de la Jordanie, à d'autres voisins arabes » (*ibid.*). À l'occasion

de nombreuses réunions avec des dirigeants du monde, j'ai fait valoir qu'Israël et les États arabes avaient beaucoup d'intérêts communs et que ces nombreux intérêts communs pouvaient favoriser des progrès vers la paix dans l'ensemble de notre région.

D'aucuns applaudissent aujourd'hui, mais à l'époque, nombreux étaient ceux qui considéraient mon optimisme comme un vœu pieux. Leur pessimisme était fondé sur 25 ans de bonnes intentions et d'échecs en matière de rétablissement de la paix. Pourquoi ces bonnes intentions ? Pourquoi se sont-elles toujours soldées par un échec ? Parce qu'elles reposaient sur une idée fausse, l'idée selon laquelle il nous fallait d'abord conclure un accord de paix avec les Palestiniens, sans quoi aucun autre État arabe ne normaliserait ses relations avec Israël.

Je cherche depuis longtemps à faire la paix avec les Palestiniens, mais je considère également que nous ne devons pas donner aux Palestiniens un droit de veto sur les nouveaux traités de paix avec les États arabes. Les Palestiniens auraient beaucoup à gagner d'une paix plus large. Ils doivent faire partie du processus, mais ils ne doivent pas avoir un droit de veto sur celui-ci. Je pense également que faire la paix avec un plus grand nombre d'États arabes augmenterait les chances de paix entre Israël et les Palestiniens. Les Palestiniens ne représentent que 2 % du monde arabe. Tant qu'ils considéreront que les 98 % restants resteront en état de guerre avec Israël, ils auront tout lieu de croire que cet ensemble plus large, ce monde arabe plus vaste, pourrait finir par étouffer, dissoudre et détruire l'État juif. Par conséquent, lorsque les Palestiniens verront que la majeure partie du monde arabe s'est réconciliée avec l'État juif, ils seront eux aussi plus enclins à renoncer au fantasme de la destruction d'Israël et à s'engager enfin sur la voie d'une paix véritable avec lui.

Pendant des années, mon approche de la paix a été rejetée par les soi-disant experts. Eh bien, ils avaient tort. Leur approche n'a pas permis de conclure un seul traité de paix en un quart de siècle. En revanche, en 2020, dans le cadre de l'approche que je préconise, nous avons essayé quelque chose de différent et avons réalisé en un rien de temps une percée remarquable. Nous avons conclu quatre traités de paix, en collaboration avec les États-Unis. Israël a conclu quatre accords de paix en quatre mois avec quatre pays arabes : les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Soudan et le Maroc. Les Accords d'Abraham ont été un tournant dans l'histoire.

Et aujourd'hui, nous récoltons tous les fruits de ces accords. Le commerce et les investissements avec nos nouveaux partenaires de paix sont en plein essor.

Nos nations coopèrent dans les domaines du commerce, de l'énergie, de l'eau, de l'agriculture, de la médecine, du climat et bien d'autres encore. Près d'un million d'Israéliens ont visité les Émirats arabes unis au cours des trois dernières années. Chaque jour, les Israéliens gagnent du temps et de l'argent en faisant quelque chose qu'ils n'ont pas pu faire pendant 70 ans. Ils survolent la péninsule arabique pour se rendre dans le Golfe, en Inde, en Extrême-Orient et en Australie.

Les Accords d'Abraham ont entraîné un autre changement radical. Ils ont rapproché les Arabes et les Juifs. Ce rapprochement se voit dans les nombreux mariages juifs célébrés à Doubaï, dans la cérémonie d'écriture d'un rouleau de la Torah dans une synagogue de Bahreïn, dans le nombre de visiteurs qui affluent au Musée du Judaïsme marocain de Casablanca. Il se voit dans les cours sur l'Holocauste dispensés aux étudiants arabes aux Émirats arabes unis.

Les Accords d'Abraham ont indéniablement marqué l'avènement d'une nouvelle ère de paix. Mais je crois que nous sommes à l'aube d'une avancée encore plus spectaculaire : une paix historique entre Israël et l'Arabie saoudite. Cette paix contribuera grandement à mettre fin au conflit israélo-arabe. Elle encouragera d'autres États arabes à normaliser leurs relations avec Israël. Elle améliorera les perspectives de paix avec les Palestiniens. Elle favorisera une réconciliation plus large entre le judaïsme et l'islam, entre Jérusalem et La Mecque, entre les descendants d'Isaac et les descendants d'Ismaël. Ce sont là autant de bénédictions formidables.

Il y a deux semaines, nous avons été témoins de la concrétisation d'une autre bénédiction déjà en vue. Au cours du sommet du Groupe des Vingt, le Président Biden, le Premier Ministre Modi et les dirigeants européens et arabes ont annoncé des plans relatifs à la mise en place d'un corridor visionnaire qui s'étendra à travers la péninsule arabique et Israël. Ce corridor reliera l'Inde à l'Europe par des liaisons maritimes et ferroviaires, des pipelines d'énergie et des câbles à fibres optiques. Il permettra de contourner les goulets d'étranglement maritimes et de réduire considérablement les coûts des marchandises, des communications et de l'énergie pour plus de 2 milliards de personnes.

C'est un changement historique pour mon pays. La terre d'Israël est située au carrefour de l'Afrique, de l'Asie et de l'Europe, et pendant des siècles, mon pays a été envahi à maintes reprises par les empires qui le traversaient à la faveur des campagnes de pillage et de conquête qu'ils menaient ailleurs. Mais aujourd'hui, alors que nous abattons les murs de l'inimitié, Israël peut devenir une

passerelle de paix et de prospérité entre ces continents. La paix entre Israël et l'Arabie saoudite marquera réellement l'avènement d'un nouveau Moyen-Orient. Il faut donc que tout le monde comprenne l'ampleur de la transformation que nous cherchons à opérer.

J'affiche ici une carte du Moyen-Orient en 1948, année de la création d'Israël. Voici Israël en 1948. C'est un tout petit pays, isolé et entouré d'un monde arabe hostile. Au cours de nos 70 premières années d'existence, nous avons fait la paix avec l'Égypte et la Jordanie. Puis, en 2020, nous avons conclu les Accords d'Abraham, c'est-à-dire fait la paix avec quatre autres États arabes. Voyons maintenant ce qui se passe lorsque la paix est instaurée entre Israël et l'Arabie saoudite. Tout le Moyen-Orient change. Nous abattons les murs de l'inimitié. Nous ouvrons la voie à la possibilité de la paix dans toute la région.

Mais il y a autre chose aussi. Il y a quelques années, je me tenais ici avec un marqueur rouge pour signaler une malédiction, et quelle malédiction, celle d'une puissance nucléaire iranienne. Mais aujourd'hui, j'apporte ce marqueur pour montrer une grande bénédiction, la bénédiction d'un nouveau Moyen-Orient réunissant Israël, l'Arabie saoudite et nos autres voisins. Nous ne nous contenterons pas de faire tomber les barrières entre Israël et nos voisins ; nous bâtirons un nouveau corridor de paix et de prospérité qui reliera l'Asie à l'Europe en passant par les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, la Jordanie et Israël. Il s'agit là d'un changement extraordinaire, monumental, d'un nouveau tournant dans l'histoire. À mesure que le cercle de la paix s'élargit, je pense qu'il est enfin possible de tracer une véritable voie vers une paix authentique avec nos voisins palestiniens.

Il y a toutefois une condition. Il faut le dire ici avec fermeté. La paix ne peut être atteinte que si elle est fondée sur la vérité. Elle ne peut pas être fondée sur le mensonge. Elle ne peut être fondée sur le dénigrement sans fin du peuple juif. Le dirigeant palestinien Mahmoud Abbas doit cesser de propager les horribles conspirations antisémites contre le peuple et l'État juifs. Il a récemment déclaré qu'Hitler n'était pas antisémite. Cela ne s'invente pas. Mais il l'a fait. Il l'a dit. L'Autorité palestinienne doit cesser de glorifier des terroristes. Elle doit cesser sa politique macabre qui consiste à rémunérer les terroristes palestiniens qui assassinent des Juifs. Tout cela est scandaleux. Pour que la paix l'emporte, il faut que cela cesse.

L'antisémitisme doit être rejeté partout où il se manifeste, que ce soit à gauche ou à droite, dans les amphithéâtres des universités ou dans les salles de l'ONU. Pour que la paix l'emporte, les Palestiniens doivent cesser de

propager cette haine des Juifs et se réconcilier enfin avec l'État juif. J'entends par là non seulement l'existence de l'État juif, mais aussi le droit du peuple juif à disposer de son propre État dans sa patrie historique, la terre d'Israël.

Je le dis, le peuple israélien aspire à une telle paix. J'aspire à une telle paix. Quand j'étais un jeune soldat, il y a plus d'un demi-siècle, avec mes camarades des Forces spéciales d'Israël, nous avons vu la mort en face sur de nombreux fronts et maints champs de bataille. Des eaux chaudes du canal de Suez aux pentes gelées du mont Hermon, des rives du Jourdain au tarmac de l'aéroport de Beyrouth, ces expériences et d'autres m'ont appris le coût de la guerre. Un frère d'armes a été tué à côté de moi. Un autre est mort dans mes bras. J'ai enterré mon grand frère. Ceux qui ont personnellement souffert de la malédiction de la guerre sont les mieux placés pour apprécier à sa juste valeur la bénédiction de la paix.

La voie qui mène à la paix est semée d'embûches. Il y a de nombreux obstacles sur le chemin qui aboutit à la paix, comme je viens de le décrire. Toutefois, je suis déterminé à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour surmonter ces difficultés, de manière à forger un avenir meilleur pour Israël et tous les peuples de notre région. Il y a deux jours, je me suis entretenu avec le Président Biden au sujet de cette vision de la paix. Nous partageons le même optimisme à propos de ce qui peut être accompli, et je me félicite vivement de son engagement à saisir cette occasion historique. Les États-Unis sont indispensables dans cette entreprise. Tout comme nous sommes parvenus aux Accords d'Abraham grâce à la médiation du Président Trump, je pense que nous pouvons faire la paix avec l'Arabie saoudite grâce à celle du Président Biden. En œuvrant ensemble avec le Prince héritier Mohammed bin Salman, nous pouvons façonner un avenir radieux au profit de tous nos peuples.

Nous savons néanmoins qu'il y a une ombre au tableau, car nous pouvons être certains que les fanatiques qui sont au pouvoir en Iran mettront tout en œuvre pour empêcher cette paix historique. L'Iran continue de dépenser des milliards pour armer ses supplétifs terroristes. Il continue d'étendre les tentacules de sa terreur au Moyen-Orient, en Europe, en Asie, en Amérique du Sud et même en Amérique du Nord. Il a même tenté d'assassiner le Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique. Il a même tenté d'assassiner le Conseiller à la sécurité nationale des États-Unis d'Amérique. Cela nous dit tout ce que nous avons besoin de savoir sur les intentions et la nature meurtrières de l'Iran.

L'Iran persiste à menacer les voies de navigation internationales, à exiger des rançons pour la libération de nationaux étrangers et à se livrer au chantage nucléaire.

L'an dernier, ses brigades criminelles ont tué des centaines et arrêté des milliers de courageux citoyens iraniens. Son programme de drones et de missiles met en péril à la fois Israël et nos voisins arabes. Par ailleurs, les drones iraniens attaquent des innocents et sèment la mort et le chaos en Ukraine.

Pourtant, la communauté internationale reste largement indifférente à l'attitude agressive du régime. Il y a huit ans, les puissances occidentales avaient promis que si l'Iran violait l'accord sur le nucléaire, les sanctions seraient instantanément rétablies. Sauf qu'aujourd'hui, l'Iran viole l'accord, mais les sanctions n'ont pas été rétablies pour autant. Si nous voulons porter un coup d'arrêt à ses ambitions nucléaires, cette politique doit changer. Il faut que les sanctions soient rétablies, et surtout que l'Iran se heurte à une menace militaire crédible. Tant que je serai Premier Ministre d'Israël, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour empêcher l'Iran de se doter d'armes nucléaires. De même, nous devons soutenir les Iraniennes et les Iraniens courageux qui méprisent le régime et aspirent à la liberté, qui manifestent courageusement dans les rues de Téhéran et d'autres villes iraniennes au péril de leur vie. C'est le peuple iranien, et non le régime qui l'opprime, qui est notre véritable partenaire pour un avenir meilleur.

La question de savoir si notre avenir sera une bénédiction ou une malédiction dépendra aussi de la manière dont nous aborderons ce qui est peut-être l'évolution la plus déterminante de notre temps, à savoir l'essor de l'intelligence artificielle (IA). La révolution de l'IA progresse à la vitesse de l'éclair. Il a fallu des siècles à l'humanité pour s'adapter à la révolution agricole. Il lui a fallu des décennies pour s'adapter à la révolution industrielle. Nous n'avons peut-être que quelques années pour nous adapter à la révolution de l'IA.

Les dangers sont grands et nous les avons devant nous : la subversion de la démocratie, la manipulation des esprits, la décimation de l'emploi, la prolifération de la criminalité et le piratage de tous les systèmes qui facilitent la vie moderne. Il y a pourtant plus préoccupant, avec la possible éruption de guerres menées au moyen de l'IA, qui pourraient prendre des proportions inimaginables. Derrière cela rôde sans doute une menace encore plus terrible, qui relevait jusqu'à présent de la science-fiction, à savoir que des machines autonomes puissent en arriver à contrôler les humains au lieu de l'inverse.

Quelles que soient leurs divergences, les grandes nations du monde doivent s'attaquer à ces dangers. Il nous faut le faire rapidement et ensemble. Nous devons veiller à ce que la promesse de l'IA ne vire pas de l'utopie à la

dystopie. Nous avons tant à gagner. Imaginons comme il serait heureux de décrypter le code génétique, d'ajouter des décennies à la vie humaine et d'atténuer considérablement les ravages de la vieillesse. Imaginons des soins de santé adaptés sur mesure à la composition génétique de chaque individu, et une médecine prédictive qui prévienne les maladies bien avant qu'elles ne se déclarent. Imaginons des robots aidant aux soins dispensés aux personnes âgées. Imaginons la fin des embouteillages avec des véhicules autonomes sur terre, sous terre et dans les airs. Imaginons un enseignement personnalisé qui cultive le plein potentiel de chaque personne tout au long de sa vie. Imaginons un monde aux réserves illimitées d'énergie propre et de ressources naturelles pour toutes les nations. Imaginons une agriculture de précision et des usines automatisées qui produisent des denrées alimentaires et des biens en abondance au point d'éliminer la faim et la misère. Je sais que cela sonne comme une chanson de John Lennon, mais c'est du domaine du possible. Imaginons que nous puissions en finir avec les pénuries, cet écueil auquel l'humanité n'a jamais cessé de se heurter depuis qu'elle existe. Tout cela est à notre portée. Il y a d'ailleurs autre chose qui est à notre portée. Avec l'IA, nous pouvons explorer les cieux comme jamais auparavant et projeter l'humanité au-delà de notre planète bleue.

Pour le meilleur ou pour le pire, l'évolution de l'IA se fera sous l'impulsion d'une poignée de nations, et mon pays, Israël, en fait partie. De la même façon que la révolution technologique israélienne a donné au monde des innovations époustouflantes, je suis convaincu que l'IA développée par Israël aidera une fois encore toute l'humanité. J'appelle les dirigeants mondiaux à se rassembler pour façonner les grands changements qui nous attendent, mais à le faire de manière éthique et responsable. Notre objectif doit être de faire en sorte que l'intelligence artificielle apporte plus de liberté et non moins, qu'elle prévienne les guerres au lieu de les déclencher et qu'elle permette de vivre plus longtemps, en meilleure santé, et de mener des vies plus productives et plus paisibles. Cet objectif est à notre portée.

Alors que nous exploitons la puissance de l'intelligence artificielle, n'oublions jamais la valeur irremplaçable de l'intuition et de la sagesse humaines. Chérissons et préservons la capacité humaine d'empathie, qu'aucune machine ne peut remplacer. Il y a des milliers d'années, Moïse a présenté aux enfants d'Israël un choix intemporel et universel : « Regarde, je mets aujourd'hui devant vous la bénédiction et la malédiction » (*La Sainte Bible, Deutéronome, II-26*). Puissions-nous avoir la sagesse de choisir entre la malédiction et les bénédictions qui se présentent à nous aujourd'hui. Mettons à profit notre détermination et notre courage pour arrêter

la malédiction d'un Iran nucléaire et faire reculer son fanatisme et son agression. Faisons naître les bénédictions d'un nouveau Moyen-Orient qui transformera des terres autrefois déchirées par les conflits et le chaos en champs de prospérité et de paix. Puissions-nous éviter les dangers de l'intelligence artificielle en combinant les forces de l'intelligence humaine et de l'intelligence de la machine afin d'ouvrir la voie à un avenir radieux pour notre monde, de notre vivant et pour toujours.

Le Président par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de l'État d'Israël de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Benjamin Netanyahu, Premier Ministre de l'État d'Israël, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Pravind Kumar Jugnauth, Premier Ministre, Ministre de la défense, de l'intérieur et des communications extérieures et Ministre de Rodrigues, des Îles extérieures et de l'intégrité territoriale de la République de Maurice

Le Président par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre, Ministre de la défense, de l'intérieur et des communications extérieures et Ministre de Rodrigues, des Îles extérieures et de l'intégrité territoriale de la République de Maurice.

M. Pravind Kumar Jugnauth, Premier Ministre, Ministre de la défense, de l'intérieur et des communications extérieures et Ministre de Rodrigues, des Îles extérieures et de l'intégrité territoriale de la République de Maurice, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (parle en anglais) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Pravind Kumar Jugnauth, Premier Ministre, Ministre de la défense, de l'intérieur et des communications extérieures et Ministre de Rodrigues, des Îles extérieures et de l'intégrité territoriale de la République de Maurice, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Jugnauth (Maurice) (parle en anglais) : Je tiens tout d'abord à féliciter M. Dennis Francis de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session. Je tiens également à remercier M. Csaba Kőrösi de son excellente conduite des travaux de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale. Le Secrétaire général António Guterres mérite aussi notre gratitude pour ses initiatives motivantes et louables en faveur des objectifs de l'Organisation.

C'est une grande fierté de voir un frère insulaire présider les travaux de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, en particulier à un moment où le monde est face à une myriade de défis interdépendants dans un contexte marqué par les conflits, le chaos climatique, les inégalités et la faim. Je tiens à l'assurer de l'engagement de Maurice à l'égard des principes que défend l'ONU, ainsi que des espoirs et des aspirations que nous avons tous au sein de l'Organisation. Maurice est fermement déterminée à assumer ses responsabilités de Membre de l'ONU.

Qu'il me soit en outre permis de saisir cette occasion pour exprimer aux Gouvernements et aux peuples du Royaume du Maroc et de l'État de Libye notre solidarité en ce moment tragique.

Le thème du débat général de cette année ne pourrait être plus opportun. Il s'agit de savoir comment nous pouvons ensemble restaurer la confiance dans notre avenir commun : la confiance entre les populations et leurs dirigeants, la confiance dans nos institutions et entre les pays. Si nous ne commençons pas d'urgence à rétablir cette confiance, il sera impossible de relever les défis auxquels nous sommes confrontés. Aucun pays, quelle que soit sa puissance ou sa richesse, ne peut réussir à relever seul les défis actuels. Nos destins et nos sorts n'ont jamais été aussi étroitement liés.

Le monde se trouve en effet à un tournant décisif alors qu'il est en proie à des crises sans précédent et interdépendantes et que le système multilatéral est soumis à des pressions accrues. La révolution des technologies de l'information et des communications a multiplié les interactions et les complexités dans notre vie quotidienne. La liste des problèmes est impressionnante : persistance de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), changements climatiques, déclin de la biodiversité, insécurité alimentaire et énergétique, cybercriminalité, terrorisme, migrations à grande échelle, inégalités de genre et recul général des droits humains, insuffisance du financement du développement, alourdissement du fardeau de la dette et crises géopolitiques.

Nos frontières nationales ne sont pas à la hauteur de ces défis. Une réponse multilatérale efficace est le seul moyen de relever les défis géopolitiques et de sauver notre programme commun. Nous devons donner une nouvelle orientation au multilatéralisme et à l'ONU. Nous devons rétablir la confiance dans le multilatéralisme. En tant que dirigeants du monde, nous devons montrer l'exemple, faire preuve d'un engagement sans faille et honorer les promesses faites. Plus important encore, nous devons défendre l'équité et la justice.

À cet égard, il est primordial de trouver un consensus sur des priorités aussi essentielles que l'élimination de la pauvreté, les énergies renouvelables, l'éducation et l'autonomisation des femmes. Les objectifs de développement durable nous servent de boussole pour nous guider dans cette voie. Dans un monde marqué par les inégalités, notre engagement à améliorer la situation des personnes marginalisées et à renforcer les capacités des personnes vulnérables doit rester inébranlable. Nous devons veiller à une ouverture qui permette à chaque personne de se sentir en sécurité. La force de notre société réside dans sa diversité.

Un système éducatif efficace est essentiel pour parvenir à une telle ouverture. Chaque personne doit disposer d'un ensemble évolutif de connaissances, de compétences et de capacités, faute de quoi nous aurons un monde à deux vitesses qui accentuera les inégalités et exacerbera l'instabilité mondiale. Nous devons mettre en place un système intégré d'apprentissage tout au long de la vie et garantir l'équité, l'accès et l'inclusion dans les programmes d'études pertinents. Nous devons œuvrer de concert pour exploiter les outils numériques et accroître les investissements dans l'éducation afin qu'elle soit reconnue comme un bien public mondial.

La multiplication des problèmes de santé, allant des maladies non transmissibles aux pandémies telles que la COVID-19, souligne l'importance de l'unité mondiale. En encourageant la coopération et le partage des ressources et des compétences, nous pouvons garantir l'accès universel à des soins de santé de la plus haute qualité en vue de protéger les personnes vulnérables et de renforcer notre résilience au niveau mondial.

Il devient impératif de prendre des mesures à plus grande échelle pour réduire les émissions afin de s'aligner sur les objectifs énoncés dans l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Même en respectant l'objectif de 1,5 °C, les petits États insulaires en développement (PEID) sont confrontés à une menace existentielle. Dépasser ce seuil serait catastrophique. Pour assurer notre avenir, nous devons mettre collectivement fin à l'utilisation des combustibles fossiles et accélérer la transition vers des sources d'énergie durables, en visant des émissions nettes nulles à l'échelle mondiale d'ici 2050.

Le sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a déjà averti que « tout retard supplémentaire dans l'action mondiale concertée et anticipée manquera une brève fenêtre d'opportunité, qui se referme rapidement, de garantir un avenir viable et durable pour tous. » Les PEID comme Maurice luttent contre l'érosion du littoral, la pollution marine et le

blanchissement des coraux. L'élévation du niveau de la mer et les catastrophes liées au climat menacent. Maurice est confrontée à une élévation du niveau de la mer de 5,6 millimètres par an, soit près de deux fois la moyenne mondiale de 3,3 millimètres. Ces défis croissants augmentent nos vulnérabilités inhérentes et mettent en péril nos objectifs de développement durable.

Il est de notre devoir et de notre responsabilité, en tant que dirigeants, de sauver la planète pour les générations futures. Maurice consacre environ 2 % de son produit intérieur brut (PIB) aux politiques liées à l'environnement et aux changements climatiques. Notre loi sur les changements climatiques constitue la pierre angulaire de notre engagement à remplir nos obligations au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, du Protocole de Kyoto, de l'Accord de Paris et d'autres instruments connexes. Afin de renforcer sa résilience, Maurice a mis en œuvre une série de mesures d'adaptation telles que des programmes de réhabilitation des côtes, de propagation des mangroves et de gestion des inondations. Nous avons également formulé des mesures d'atténuation appropriées au niveau national pour une stratégie à faible émission de carbone.

Maurice s'est également engagée à mettre en œuvre une série de mesures d'adaptation et d'atténuation visant à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40 % et à produire 60 % de son énergie à partir de sources renouvelables d'ici à 2030. Afin d'assurer une mise en œuvre réussie de nos contributions déterminées au niveau national, un total de 6,5 milliards de dollars est nécessaire. Malgré les contraintes économiques, nous avons déjà pu engager 2,5 milliards de dollars. Notre défi est d'obtenir les 4 milliards de dollars restants.

Tous les PEID ont à l'évidence besoin d'un soutien adéquat et prévisible de la communauté internationale, y compris sur le plan du financement de l'action climatique. Nous appelons les institutions financières internationales et les partenaires du développement à veiller à ce que l'accès des PEID au financement de l'action climatique soit simplifié et facilité. Nous attendons avec impatience la mise en œuvre rapide du fonds pour les pertes et les préjudices, convenue lors de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Ce mécanisme représente un espoir pour ceux qui ont des besoins urgents et cette promesse ne peut rester sans suite. Les pays développés doivent de toute urgence tenir la promesse qu'ils ont faite il y a 14 ans, lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à

Copenhague, de fournir un financement de 100 milliards de dollars par an pour financer l'action climatique. En l'état actuel des choses, ce montant n'est plus suffisant, et il est donc nécessaire de faire en sorte que l'ampleur du financement soit à la hauteur du défi à relever, par l'entremise du nouvel objectif collectif quantifié.

Nous demandons instamment aux institutions financières internationales de reconnaître que le PIB par habitant n'est pas la seule mesure du développement d'un pays. Nous appelons les institutions financières internationales et les partenaires du développement à utiliser l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle mis au point par l'ONU comme un outil permettant d'intégrer davantage la vulnérabilité des PEID dans leurs prises de décision. Les PEID espèrent que la quatrième Conférence internationale sur les PEID, qui se tiendra à Antigua-et-Barbuda, débouchera sur un programme d'action mieux ciblé, davantage mesurable et doté de ressources suffisantes, adapté à la situation des PEID.

Nous attendons du Sommet de l'avenir de 2024 qu'il aborde les questions de stabilité financière, qu'il promeuve l'inclusion financière et la viabilité de la dette et qu'il s'engage sur la voie du développement durable. Nous appelons à une gouvernance mondiale inclusive et équitable et non à une fracture financière. Maurice est convaincue que le plan de relance des objectifs de développement durable et l'Initiative de Bridgetown sont de nature à accélérer les progrès vis-à-vis de l'atteinte de ces objectifs et de l'Accord de Paris.

Le rapport des Nations Unies intitulé « *SIDS in Numbers: Biodiversity and Oceans* » (Les PEID en chiffres : biodiversité et océans) prévoit que Maurice deviendra un pays soumis au stress hydrique d'ici 2025, c'est-à-dire dans deux ans à peine. La priorité absolue de mon gouvernement est d'assurer l'approvisionnement continu de chaque citoyen en eau propre, ne présentant aucun risque sanitaire. Nous continuerons à investir dans des systèmes de stockage d'eau afin de faire face aux effets des changements climatiques et d'assurer la sécurité hydrique à long terme.

L'océan, dont nous dépendons tous et toutes, est un réservoir essentiel de biodiversité marine. Maurice se félicite de l'adoption récente de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, et j'ai le plaisir d'informer l'Assemblée que Maurice fait partie des signataires de cet accord. Cet instrument historique juridiquement contraignant est une victoire pour le multilatéralisme et le droit international et

change la donne en matière de conservation et d'utilisation durable des ressources marines. Nous encourageons tous les pays à signer et à ratifier cet accord afin qu'il puisse entrer en vigueur le plus rapidement possible.

Dans le même ordre d'idées, Maurice invite à nouveau les États, les organisations non gouvernementales et les autres parties prenantes à soutenir l'aire marine protégée qu'elle va créer autour de l'archipel des Chagos. Nous attendons également avec intérêt le parachèvement de l'instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans le milieu marin, et la garantie de sa mise en œuvre effective.

La démocratie, l'état de droit et le respect des droits humains sont des valeurs fondamentales que chaque pays doit respecter et appliquer. L'instabilité qui règne dans certaines parties de l'Afrique est préjudiciable au progrès. Le respect de l'état de droit est essentiel pour restaurer la confiance dans la gouvernance, favoriser la stabilité et permettre un progrès durable sur le continent. La transition du pouvoir par des moyens pacifiques et démocratiques est le seul moyen de garantir la paix, le développement et la prospérité.

Nous saluons avec fierté l'admission de l'Union africaine en tant que membre du Groupe des Vingt.

Nous réaffirmons notre solidarité avec le peuple palestinien et exprimons à nouveau notre soutien indéfectible à la solution des deux États, car nous reconnaissons qu'elle est susceptible d'apporter une paix et une stabilité durables à la région. Nous saluons également la mesure prise récemment afin de solliciter un avis consultatif de la Cour internationale de Justice et espérons que le peuple palestinien pourra vivre librement dans son propre État.

Alors que nous naviguons sur une voie de plus en plus complexe, il est essentiel que nous adaptions nos institutions mondiales pour relever efficacement les défis du XXI^e siècle. Le Conseil de sécurité a un rôle essentiel à jouer dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cependant, cet organe ne reflète plus les réalités du monde moderne. Une réforme urgente du Conseil de sécurité et la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale sont essentielles pour renforcer l'ONU pour les générations futures.

Dans le cadre du conflit entre l'Ukraine et la Russie, la communauté internationale doit impérativement rechercher un dialogue pacifique. Nous félicitons les nations africaines et les autres médiateurs pour le rôle crucial qu'ils jouent à cet égard.

Il y a maintenant quatre ans que la Cour internationale de Justice a rendu son avis consultatif sur les

conséquences juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice avant son indépendance. La Cour a clairement indiqué que l'archipel des Chagos faisait partie intégrante du territoire de Maurice et a invité la puissance coloniale à retirer son administration de l'archipel le plus rapidement possible. Depuis lors, le Gouvernement mauricien s'est fermement engagé à mettre en œuvre un programme de réinstallation dans l'archipel des Chagos pour les ressortissants mauriciens, en particulier ceux d'origine chagossienne, qui ont subi une injustice historique en étant déplacés de force de leur lieu de naissance. Nous espérons qu'ils pourront bientôt se réinstaller dans l'archipel des Chagos. En effet, Maurice et le Royaume-Uni ont entamé des négociations sur l'exercice de la souveraineté sur l'archipel des Chagos, sur la base du droit international. Nous espérons que ces discussions aboutiront à l'achèvement du processus de décolonisation de Maurice et lui permettront de mettre en œuvre son programme de réinstallation.

Nous appelons également la France à résoudre le litige relatif à l'île Tromelin, qui fait partie intégrante du territoire de Maurice, dans l'esprit d'amitié qui caractérise les relations entre nos deux pays.

Nous sommes à la croisée des chemins. Nous ne voulons pas être jugés par la prochaine génération comme ayant été complaisants. Saisissons cette occasion pour nous réengager à forger l'avenir que nous voulons, pour nous et pour les générations futures. Je reste persuadé que nous finirons par y voir notre intérêt commun, condition nécessaire à la restauration de la confiance en notre avenir à toutes et tous.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre, Ministre de la défense, de l'intérieur et des communications extérieures et Ministre de Rodrigues, des Îles extérieures et de l'intégrité territoriale de la République de Maurice de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Pravind Kumar Jugnauth, Premier Ministre, Ministre de la défense, de l'intérieure et des communications extérieures et Ministre de Rodrigues, des Îles extérieures et de l'intégrité territoriale de la République de Maurice est escorté de la tribune.

Allocution de M. Anwar Ibrahim, Premier Ministre et Ministre des finances de la Malaisie

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre et Ministre des finances de la Malaisie.

M. Anwar Ibrahim, Premier Ministre et Ministre des finances de la Malaisie, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Anwar Ibrahim, Premier Ministre et Ministre des finances de la Malaisie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Ibrahim (Malaisie) (*parle en anglais*) : Lorsque l'Assemblée a été créée il y a près de 80 ans, le monde était encore sous le choc d'un effroyable carnage, une catastrophe dont nos nations décidèrent que jamais elle ne devait se reproduire. Cette décision, pleine de sagesse, magnanime dans ses intentions et audacieuse dans ses ambitions, a été prise pour que l'Assemblée générale devienne le principal organe délibérant, directeur et représentatif de l'Organisation des Nations Unies. Cette décision n'était rien d'autre que la manifestation de la force et du courage de nos convictions. En donnant une voix égale aux nations souveraines du monde, les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies ont cherché à concrétiser la vision d'un monde plus démocratique, fondé sur les principes d'équité et de justice. Cette vision entendait reléguer au passé les comportements prédateurs des forts à l'égard des faibles, des riches et des puissants à l'encontre des pauvres et des marginaux, des grandes puissances sur le reste du monde. De cette vision, il ne reste à mes yeux aujourd'hui que des fragments épars.

Nous constatons aujourd'hui que les grandes puissances, comme celles qui aspirent à ce statut à l'échelle internationale, délaissent de plus en plus souvent l'ONU au profit d'instances plus petites et prétendument plus efficaces. Alors que ces puissances continuent d'affirmer du bout des lèvres l'impératif du multilatéralisme, nous assistons à l'émergence d'un « minilatéralisme », qui se traduit par des configurations de pouvoir fragmentées. Nous vivons dans un monde profondément polarisé. Nous assistons à une rivalité entre grandes puissances dont les conséquences auront des répercussions négatives sur les nations, en particulier les plus petites, dans les régions en conflit. Aussi sommes-nous confrontés à un dilemme géopolitique et géostratégique. Alors que les grandes puissances continuent de nous assurer que nous n'avons pas à choisir notre camp, la réalité pour beaucoup est qu'il s'agit du seul choix offert. Si l'on n'y prend garde, ce choix binaire conduira de nouveau à un monde où les masses ne sont plus représentées, où une minorité domine la majorité, ce qui provoquera un ressentiment.

Les nobles idéaux et beaux principes inscrits dans la Charte des Nations Unies appellent les nations à régler leurs différends par des moyens pacifiques et à s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale, la souveraineté ou l'indépendance politique de tout État.

Nous condamnons sans équivoque l'invasion russe de l'Ukraine. Le conflit en Ukraine, par exemple, souligne l'impératif de faire la paix et de régler les différends à l'amiable par la négociation. Néanmoins, le temps ne joue pas en notre faveur et, en raison de l'échec prolongé de la gestion de la crise entre la Russie et l'Ukraine, j'appelle à un effort multilatéral concerté, sous l'égide de l'ONU, pour la résoudre. Nous ne pouvons pas choisir nos voisins, mais nous pouvons choisir de vivre en paix avec eux. Et la paix ne peut exister sans la cessation des hostilités par toutes les parties. Il est impératif que toutes les parties reprennent le dialogue et règlent leurs différends à la table de négociation. L'ampleur du conflit ukrainien a eu des répercussions dans le monde entier : les prix des denrées alimentaires ont grimpé en flèche, entraînant des pénuries et la faim, ainsi qu'une aggravation de la malnutrition et du désespoir. Comme dans d'autres conflits, que ce soit au Moyen-Orient ou en Asie du Sud-Est, des migrations forcées ont lieu, aggravant les problèmes de réfugiés et d'apatridie.

Au Moyen-Orient, la politique de dépossession se poursuit sans relâche : de nouvelles colonies illégales sont construites, privant les Palestiniens de terres qui leur appartiennent légitimement. Cette politique constitue une violation flagrante du droit international. Elle constitue également un obstacle insurmontable à la solution des deux États, sans parler de la poursuite des massacres. Il y a également une hypocrisie flagrante dans le traitement de la question de la Palestine. La communauté internationale doit dénoncer les atrocités commises contre les Palestiniens, tout comme elle le fait avec véhémence s'agissant des violations des droits humains, de l'injustice et des régimes abusifs.

En ce qui concerne l'Afghanistan, la Malaisie reste profondément préoccupée par la situation humanitaire dans le pays. Cette situation est d'autant plus désastreuse que le pays est confronté à sa troisième année de sécheresse consécutive et est aux prises avec une invasion dévastatrice de criquets pèlerins qui a gravement compromis les récoltes de blé. Pour sa part, la Malaisie est résolue à poursuivre ses relations interpersonnelles avec l'Afghanistan, notamment par la fourniture d'une aide humanitaire. Cependant, nous restons déterminés et fermes dans notre appel aux autorités afghanes pour qu'elles reviennent sur leurs politiques d'exclusion et de discrimination à l'égard des femmes et des jeunes filles. Leur refuser le droit d'aller à l'école est une violation des enseignements de l'islam, sans parler de la Charte des Nations Unies et du cadre multilatéral des droits humains. Ces agissements sont également très préjudiciables à l'avenir de l'Afghanistan.

Nous sommes par ailleurs profondément horrifiés par la poursuite des violences et de l'instabilité consécutives au coup d'État au Myanmar. La situation dans ce pays est actuellement l'un des plus grands défis stratégiques et humanitaires de l'Asie du Sud-Est de ces dernières années. La barbarie et la dépravation infligées au peuple du Myanmar sont indéfendables et vont à l'encontre des valeurs et des principes partagés par les peuples de la région et du monde. Le soutien de la communauté internationale, y compris l'ONU, est essentiel pour maintenir la pression nécessaire sur les autorités militaires et les inciter en permanence à revenir sur leur décision. Le principe de centralité de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) imposant de mettre fin aux atrocités, la Malaisie engage le Myanmar à mettre immédiatement en œuvre le consensus en cinq points de l'ASEAN en vue d'instaurer la paix et la stabilité dans le pays.

L'ASEAN tente de naviguer entre les rivalités des grandes puissances dans la région de l'Asie-Pacifique. Quelle que soit la stratégie adoptée, elle ne doit ni déclencher ni exacerber une course à la domination. Au contraire, ces stratégies doivent contribuer à la paix et à la stabilité, à la sécurité et à la prospérité dans la région.

La communauté scientifique a confirmé que le monde vient de connaître l'été le plus chaud de son histoire. Nous avons entendu le Secrétaire général Guterres déclarer avec gravité que l'effondrement du climat a commencé. Même la Malaisie constate une augmentation des effets néfastes des changements climatiques, avec la hausse des températures, l'élévation du niveau de la mer, l'intensification des moussons et les phénomènes météorologiques erratiques qui perturbent les moyens de subsistance et dégradent les écosystèmes locaux. Nous n'avons donc pas un instant à perdre.

La Malaisie fait sa part en élaborant des feuilles de route pour les énergies renouvelables et à faible teneur en carbone afin de mettre en œuvre des stratégies d'atténuation et d'adaptation. La nouvelle feuille de route nationale pour la transition énergétique devrait nous aider à atteindre nos contributions déterminées au niveau national, et à ouvrir la voie à réalisation de nos aspirations à atteindre zéro émission nette.

Néanmoins, en l'absence d'équité, de justice et des moyens nécessaires pour aider et habiliter les pays à entreprendre une action climatique de grande envergure, les discussions sur les changements climatiques resteront un exercice futile. Nous exhortons également les pays développés à respecter leur engagement de mobiliser 100 milliards de dollars par an pour soutenir les efforts des pays en

développement en matière d'ambition climatique, tout en reconnaissant que des milliers de milliards de dollars par an seront nécessaires dans un avenir proche.

Le Rapport sur les objectifs de développement durable 2023 a confirmé que nous prenons du retard, près d'un tiers des objectifs n'ayant enregistré aucun progrès ou, pire encore, ayant régressé. D'après les prévisions, l'économie mondiale devrait également continuer à souffrir des incertitudes géopolitiques, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, de l'augmentation des prix des produits de base et des conditions financières difficiles. Cette situation a creusé l'écart entre la croissance économique et les revenus, accroissant ainsi les disparités. Comme l'augmentation des revenus ne suit pas la croissance économique, les ménages sont criblés de dettes. Aujourd'hui, les super-riches côtoient les ultra-pauvres. Le contraste est saisissant, en particulier pour les besoins de première nécessité : la nourriture, le logement, l'accès à une éducation et à des soins de santé de qualité. Ces facteurs exigent une réforme radicale et structurelle – une remise à zéro totale des institutions internationales qui influencent nos vies –, sans quoi nous continuerons à être confrontés aux inégalités croissantes qui séparent les nations et les peuples.

Nous sommes préoccupés par l'émergence d'une nouvelle forme de racisme caractérisée par la xénophobie, le profilage négatif et les stéréotypes contre les musulmans. Cela se traduit par une tendance alarmante à la haine, à l'intolérance et aux actes de violence contre les musulmans et leurs valeurs sacrées. Nous sommes consternés par la légitimation de ces actes et par la faiblesse des mesures visant à défendre les droits humains. L'autodafé du Coran n'est rien d'autre qu'un acte islamophobe destiné à inciter à la haine. L'inaction face à une provocation aussi flagrante à l'égard d'une religion est tout simplement irresponsable et envoie un dangereux message à l'humanité.

Nous devons incarner les valeurs d'acceptation, de tolérance et de respect mutuel. Nous devons promouvoir la compréhension et la coopération entre les cultures, les civilisations et les religions. Nous devons unir nos croyances dans des causes communes pour promouvoir la compréhension et la bienveillance entre nos peuples et renforcer la paix et l'harmonie entre les nations. Il s'agit certes d'un défi de taille, mais c'est la raison même de notre présence ici. Je crois sincèrement qu'aucun défi, aussi grand soit-il, n'est insurmontable si nous obtenons l'engagement collectif de la communauté mondiale, des États Membres de cette institution. Ce dont nous avons besoin, c'est de confiance, de la conviction de rendre le monde meilleur et de la volonté de travailler ensemble au sein d'une instance où régnerait la culture du consensus et la solidarité.

Au début de cette année, j'ai présenté le cadre politique intitulé « Malaysia Madani », une vision ancrée dans les valeurs fondamentales que nous estimons indispensables à toute société harmonieuse, prospère et pacifique : la compassion, le respect, la confiance, l'innovation, la prospérité et la durabilité. Ces principes fondamentaux et ces valeurs morales s'appliquent également dans le cadre de nos relations avec d'autres pays. Qu'il s'agisse du Groupe des Sept, du Groupe des Vingt, du Groupe des 77, de la Coopération économique Asie-Pacifique ou de la plus grande zone de libre-échange du monde, il est indéniable que la collaboration multilatérale est la condition *sine qua non* de tout règlement efficace et durable des crises qui assaillent le monde. À cet égard, il convient de souligner que l'attachement de la Malaisie à l'Organisation des Nations Unies et au système multilatéral est né de notre ferme conviction que tous les pays, quelles que soient leur taille, leur richesse, leur puissance, ont une responsabilité commune dans la création d'un monde meilleur.

Nous ne pouvons envisager le monde sans construire simultanément l'avenir qu'il comporte en son sein. La Malaisie estime que nous pouvons y parvenir en renforçant à la fois la confiance et le multilatéralisme. L'ONU peut être le vaisseau qui nous fera passer de l'abattement à la foi en un avenir plus clément, de l'incertitude à l'optimisme, et de la vulnérabilité à la résilience.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre et Ministre des finances de la Malaisie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Anwar Ibrahim, Premier Ministre et Ministre des finances de la Malaisie, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Robert Abela, Premier Ministre de la République de Malte

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République de Malte.

M. Robert Abela, Premier Ministre de la République de Malte, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (parle en anglais) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Robert Abela, Premier Ministre de la République de Malte, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Abela (Malte) (parle en anglais) : C'est pour moi un grand honneur de prendre une nouvelle fois la parole devant l'Assemblée générale au nom du peuple maltais.

En préparant cette allocution, je me suis souvenu de ces vers intemporels du poète John Donne : « Aucun

homme n'est une île, un tout, complet en soi ; tout homme est un fragment du continent, une partie de l'ensemble. » Malte est une fière nation insulaire, mais nous ne sommes certainement pas une île vivant en autarcie, bien au contraire. Tout au long de notre histoire, nous nous sommes tournés vers le monde, conscients de notre position géographique à nulle autre pareille, au carrefour de l'Europe et de l'Afrique, et nous avons en toute conscience assumé un rôle singulier, en jetant des ponts et en favorisant la compréhension entre les différentes traditions. De fait, au début du mois, nous avons été très fiers d'être ce pont, car les deux parties nous ont fait confiance pour accueillir des entretiens privés entre le Conseiller à la sécurité nationale des États-Unis et le Ministre des affaires étrangères de la Chine. Malte a ainsi offert un espace sûr afin que des discussions clefs puissent se tenir entre les deux plus grandes puissances du monde.

Et c'est pour construire des ponts comme celui-ci qu'il y a près de 60 ans, la République de Malte a été admise en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Le fait que nos homologues aient élu notre pays pour siéger au Conseil de sécurité cette année et l'année prochaine témoigne de la confiance qu'ils placent dans l'engagement de Malte à œuvrer au bien commun. C'est pourquoi la recherche active de la paix, de la sécurité et du progrès social entre toutes les nations est inscrite au cœur de la Constitution du pays. Malte sera toujours ouverte sur le monde. Malte ne tournera jamais le dos à ses voisins. Malte continuera à travailler sans relâche avec ses partenaires en Europe et au-delà pour défendre la paix et l'état de droit.

Malheureusement, la nécessité de défendre ces valeurs a rarement été plus pressante et importante qu'aujourd'hui. Nous sommes témoins de la violation du droit international par la Russie, qui poursuit son assaut contre l'Ukraine. La réponse de Malte à la situation en Ukraine et à d'autres crises dans le monde est guidée par les valeurs de neutralité inscrites dans notre constitution. La neutralité de Malte signifie que nous continuerons à nous opposer directement aux agressions militaires et aux actions unilatérales entreprises contre les membres de la communauté mondiale et contre l'ordre fondé sur des règles, mais la neutralité de Malte ne signifie pas que nous sommes indifférents à ce qui se passe autour de nous. Nous ne serons jamais et ne pourrions jamais être neutres face à la douleur et à la souffrance causées par une invasion illégale.

Dans cet esprit de paix, nous appelons la Russie à retirer ses forces du territoire souverain de l'Ukraine, et nous exhortons toutes les nations réunies ici à s'unir pour mettre fin à la guerre. La tragédie de la guerre ne réside pas seulement dans le fait que les personnes directement

concernées souffrent, mais aussi dans le fait que les conséquences se répercutent dans le monde entier. La situation déjà précaire de la sécurité alimentaire dans le monde a été considérablement aggravée par l'invasion de l'Ukraine. On estime que 122 millions de personnes supplémentaires dans le monde ont basculé dans la faim depuis 2019. Malte exhorte la Russie à rejoindre à nouveau l'Initiative de la mer Noire et à cesser d'entraver l'acheminement des denrées alimentaires vitales qui quittent l'Ukraine pour nourrir les personnes qui en ont le plus besoin dans le monde.

La neutralité n'a jamais signifié que Malte feint d'ignorer les problèmes de ses voisins. Nous sommes tout à fait conscients qu'un grand nombre des défis auxquels nous sommes confrontés chez nous peuvent être mieux relevés avec nos voisins méditerranéens. C'est pourquoi je suis très fier que notre capitale, La Valette, accueille dans quelques jours le prochain sommet Med9 des pays du Sud de l'Union européenne.

La question la plus urgente en Méditerranée, c'est sans aucun doute celle de la Libye. La paix de toute notre région dépend d'un règlement durable dans ce pays. Malte souhaite voir une Libye pacifique, stable et prospère grâce à un processus politique mené par les Libyens. Il est essentiel que l'ensemble de la communauté internationale encourage le processus et apporte au peuple libyen le soutien dont il a besoin pour surmonter l'instabilité, à laquelle il a déjà payé un si lourd tribut. La nécessité de se relever et de reconstruire après la dévastation tragique de la tempête Daniel souligne l'urgence et l'importance d'un règlement durable qui offre à tous les Libyens et toutes les Libyennes le Gouvernement qu'ils méritent.

Pour Malte, être un bon voisin signifie offrir une aide pragmatique. Dans les heures qui ont suivi la catastrophe, une équipe de notre armée et de notre service de protection civile était en route pour la Libye afin de participer à l'effort de sauvetage. Les soldats maltais restent également en service actif auprès des Nations Unies au Liban, portant fièrement le béret bleu dans le cadre de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban et soulignant l'importance que Malte attache au maintien et à la consolidation de la paix dans la région méditerranéenne. En tant que nation située au carrefour de l'Europe et de l'Afrique, notre voisinage s'étend au-delà de la côte méditerranéenne. Notre objectif est d'être un véritable pont entre les continents. Mon gouvernement a souligné l'engagement de Malte envers l'Afrique en ouvrant de nouvelles missions diplomatiques au Ghana et en Éthiopie et en mettant en œuvre notre première stratégie nationale pour l'Afrique.

Mais renforcer les liens ne signifie pas uniquement renforcer les relations diplomatiques. Nous avons déjà

conclu des accords avec des pays comme l'Éthiopie pour faciliter la connectivité des entreprises et des personnes entre les continents. Malte reste profondément préoccupée par la situation désastreuse sur le plan de la sécurité au Sahel, y compris les troubles politiques, la migration irrégulière, les attaques jihadistes contre la population et l'insécurité alimentaire. Nous sommes particulièrement préoccupés par la situation actuelle au Niger, et soulignons l'urgence d'un règlement pacifique de la crise.

De l'Ukraine au Mali, de la Libye au Niger, nous avons trop souvent l'impression de vivre dans une ère de désespoir. Les problèmes auxquels le monde est confronté sont en effet profonds. Il serait très facile, et même compréhensible, de tomber dans le découragement et de penser qu'il n'y a rien à faire. J'entends néanmoins montrer, dans le reste de mon allocution, qu'il est possible d'agir, que nous pouvons faire bouger les choses et que si une petite nation comme Malte peut jouer son rôle dans le règlement des problèmes les plus urgents auxquels notre monde est confronté, alors les Nations Unies peuvent mettre en place des solutions réelles et efficaces à l'échelle mondiale.

J'ai commencé mon allocution par une célèbre citation, selon laquelle « aucun homme n'est une île ». Les dirigeants du monde ne le sont pas non plus. Les belles paroles que nous adressons à l'Assemblée ne doivent pas être isolées ; elles doivent être directement liées à nos actions au niveau national et aux priorités de nos peuples. Nous devons montrer par des actes, et pas seulement par des mots, que nous pouvons répondre aux craintes, ainsi qu'aux espoirs et aux aspirations de celles et ceux que nous représentons.

L'un des avantages d'être Premier Ministre d'un pays de petite taille est que l'on est très proche des gens que l'on représente. Vous entendez clairement ce qui les préoccupe. L'une des inquiétudes persistantes que j'entends est que les gens ressentent un sentiment d'insécurité. Après la pandémie, ils ont l'impression que le monde est moins stable, qu'il est de plus en plus effrayant, et avec les grandes forces mondiales en jeu, les citoyens ont trop souvent l'impression de ne pas contrôler leur avenir. Je comprends l'origine de ces préoccupations. C'est pour répondre à ces questions que je fais de la politique. C'est pourquoi j'insiste sur le fait que chaque politique mondiale que nous mettons en place doit faire bouger les choses au niveau local et que nous pouvons montrer qu'en travaillant ensemble au niveau international, nous pouvons apporter des solutions au niveau national. De cette manière, nous pouvons faire face à ce que les pessimistes appellent la « nouvelle ère de l'insécurité » en construisant une nouvelle ère de sécurité.

Cependant, nous devons aussi être réalistes. Il n'y a pas de baguette magique. Je suis réaliste quant à ce que chaque nation peut faire, et je suis tout à fait conscient qu'une petite nation ne peut pas faire grand-chose. Mais si nous apportons tous notre pierre à l'édifice, nous pouvons changer la donne. En d'autres termes, nous sommes plus forts ensemble. Personne ne peut être rassuré sur l'avenir de sa famille s'il n'est pas rassuré sur l'avenir de la planète sur laquelle nous vivons tous et du monde naturel dont nous dépendons toutes et tous.

La plus grande menace qui pèse sur notre planète, c'est sans conteste le changement climatique. Le changement climatique n'est pas une sorte de problème abstrait ; il s'agit d'une urgence bien réelle dont les conséquences se font sentir dans toutes les régions du monde. Les engagements et les objectifs actuels ne sont pas suffisants pour se donner une chance d'atteindre l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C fixé dans l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Malte salue sans réserve l'initiative du Secrétaire général visant à aider les États à accélérer les efforts au niveau mondial. Nous devons tous y contribuer et travailler ensemble. Le temps des excuses est révolu.

Malte est une fière nation maritime. La mer joue un rôle essentiel dans la vie nationale de Malte et occupe une place particulière dans le cœur des Maltais. L'élévation du niveau des mers constitue une grave menace pour la sécurité, pour les moyens de subsistance et, en fait, pour l'existence même des pays insulaires comme le nôtre. Assurer l'avenir de nos mers et océans est un impératif urgent pour le Gouvernement maltais. C'est pourquoi nous avons fait du climat et des océans la priorité numéro un de notre mandat au Conseil de sécurité. Pour donner un nouvel élan au débat, nous avons fait d'une séance de haut niveau sur l'élévation du niveau de la mer et ses conséquences sur la paix et la sécurité l'événement phare de notre présidence du Conseil de sécurité en février dernier (voir S/PV.9260). Et c'est avec enthousiasme que nous apportons notre soutien à la coalition nouvellement créée pour faire face à l'élévation du niveau de la mer et aux menaces existentielles.

Les conséquences directes de l'élévation du niveau de la mer ne sont pas les seules à nous préoccuper. La dégradation des terres, les pénuries d'eau douce, les déplacements de population et l'insécurité alimentaire risquent de compromettre la sécurité mondiale, de générer de nouveaux conflits et d'exacerber ceux qui existent déjà. L'élévation du niveau de la mer menace également l'intégrité territoriale même des États en raison de l'inondation des côtes, avec le risque de différends et de conflits qui en découle. Je tiens donc à réaffirmer dans les termes les plus énergiques, comme je l'ai fait

à la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qu'aucun État côtier ne doit perdre aucun de ses droits existants sur ses zones maritimes en raison de l'élévation du niveau de la mer. En tant que Nations Unies, nous devons préserver la souveraineté des États côtiers, quels que soient les ravages de la mer. En tant que nations insulaires, nous nous tournons vers le monde, mais nous ne nous tournons pas le dos. La solidarité entre les petits pays insulaires est une valeur clef pour Malte et une valeur que nous transmettons en soutien pratique.

Comme la majorité des nations composant les Nations Unies, Malte s'est développée tardivement et a connu bon nombre des défis auxquels sont actuellement confrontés les pays en développement. C'est pourquoi nous avons fait de la sensibilisation aux vulnérabilités singulières des petits États insulaires en développement (PEID) une priorité absolue. C'est aussi pourquoi le soutien au développement durable des PEID est une pierre angulaire de notre politique étrangère. Pour ce faire, nous nous sommes engagés dans notre initiative *Island for Islands* (« Une île pour les îles »), qui apporte un appui concret et pratique aux petites nations insulaires, pays les plus exposés aux effets des changements climatiques. Nous partageons les meilleures pratiques et concourons au renforcement des capacités. Nous sommes ravis que le programme de bourses de Malte pour les étudiants des petits États insulaires en développement ait été récompensé par un prix des partenariats des Nations Unies pour les PEID.

Protéger notre planète est une tâche titanesque, mais en prenant des mesures visibles et mesurables, nous pouvons et nous devons montrer à nos concitoyens qu'ils ont des raisons de croire en la sécurité de l'avenir de la Terre. D'aucuns affirment que la protection de la planète ne peut se faire qu'au détriment de la croissance économique. Je rejette fermement cette idée. En fait, je pense que l'inverse est vrai. La sécurité environnementale ne peut être atteinte que si les citoyens se sentent en sécurité économique. Ce n'est que si vous êtes sûr du bien-être économique de votre famille que vous pouvez vous préoccuper du bien-être de la Terre. Et ce n'est qu'en assurant une croissance économique durable que nous pourrions assurer une protection durable de l'environnement.

Du point de vue d'une nation commerçante tournée vers l'extérieur comme Malte, il existe un danger évident pour la sécurité économique : la perspective d'une nouvelle ère de protectionnisme. Si le protectionnisme se développe de manière incontrôlée, il pourrait causer des dommages incalculables à une économie insulaire orientée vers l'exportation comme la nôtre. Le peuple maltais

a largement bénéficié de l'ouverture de l'économie mondiale. Les intérêts particuliers ayant cédé la place à l'innovation, les Maltais ont saisi les nouvelles possibilités qui se présentaient à eux. Comme beaucoup de jeunes économies, Malte a tiré parti de la technologie numérique et de la suppression des barrières commerciales et tarifaires pour se développer dans des secteurs qui étaient auparavant interdits aux petites nations comme la nôtre.

Ce dont l'économie mondiale et les citoyens du monde ont besoin, ce n'est pas une nouvelle ère de protectionnisme. En revanche, nous avons besoin d'une nouvelle ère de protection sociale, qui ne consiste pas à ériger des barrières commerciales, mais à mettre en place des normes et à défendre les droits de nos travailleurs. Je comprends que certains puissent se sentir mis à l'écart par le rythme effréné auquel les changements économiques se sont produits au cours de ce siècle. La pandémie a montré la nécessité de réfléchir aux risques géopolitiques des chaînes d'approvisionnement, mais la réponse à apporter n'est pas un retour en arrière. La réponse consiste à mieux préparer l'avenir. L'un des thèmes de l'Assemblée générale de cette année est de rétablir la confiance afin de parvenir à la durabilité pour tout le monde, et c'est exactement ce que nous devons faire.

Trop souvent, les petits pays et les pays en développement ont été exclus du processus décisionnel et en ont souffert. Malte le dit clairement : la confiance dans le commerce ne peut être instaurée qu'en préservant une véritable solidarité entre tous les États Membres. Le commerce ouvert doit être un commerce équitable. Les économies ouvertes doivent être des économies équitables. Ce n'est qu'à travers l'équité que sera rétabli un sentiment de sécurité chez nos citoyens. Je suis entré en politique avec la passion de construire un pays où les décisions se prennent en fonction des occasions à saisir et du principe d'équité, et fort d'un engagement en faveur de l'égalité qui est aussi un engagement en faveur de la compétitivité.

Prenons l'exemple de l'égalité des sexes. L'autonomisation des femmes est le moteur de la croissance économique. L'une des réalisations dont notre gouvernement est le plus fier est l'introduction de la gratuité des services de garde d'enfants, qui a permis à un plus grand nombre de parents de réintégrer le marché du travail, renforçant ainsi le pouvoir économique des femmes et la croissance de l'économie dans son ensemble. Je suis fier de prendre la parole le mois même où Malte a accueilli une EuroPride extrêmement réussie, qui vient couronner la transformation de l'approche de notre nation en matière de droits des personnes LGBTIQ+ depuis que mon parti est revenu au gouvernement, et qui a donné un énorme coup de pouce à l'image et à l'économie de notre île.

Nous devons également nous efforcer de réduire la fracture numérique. En dotant un plus grand nombre de citoyens de tous âges et de tous horizons des compétences numériques dont ils ont besoin, nous augmenterons leur capacité de gain individuelle et pourrions accroître la productivité de la nation. C'est pourquoi nous avons fait de la maîtrise des technologies de l'information et des communications une matière obligatoire dans tous nos établissements d'enseignement secondaire supérieur. Malte appelle donc la communauté internationale à redoubler d'efforts pour réduire la fracture numérique, non seulement au sein de chaque nation, mais aussi à l'échelle mondiale.

De même, la défense des droits de l'enfant, tels qu'ils sont inscrits dans la Convention des Nations Unies relatives aux droits de l'enfant, est d'une importance capitale pour Malte. Nous travaillons d'arrache-pied pour que chaque enfant ait les chances qu'il ou elle mérite, quelles que soient les circonstances de sa naissance. En luttant contre la pauvreté des enfants et en garantissant l'égalité d'accès à l'éducation et aux soins de santé, nous cherchons à nous assurer qu'aucun enfant n'est laissé pour compte. Il s'agit à juste titre d'un impératif moral, mais aussi d'un impératif économique. Laisser une partie de la prochaine génération de travailleurs sans les compétences dont elle a besoin n'est pas seulement préjudiciable aux personnes exclues de la prospérité, c'est aussi préjudiciable à la croissance économique. Aucun d'entre nous ne peut se sentir en sécurité si tous les enfants de nos sociétés ne sont pas en sécurité.

Le nombre croissant de personnes confrontées à des problèmes de santé mentale est une manifestation significative du sentiment d'insécurité. Aucun d'entre nous ne peut se sentir en sécurité s'il ne sait pas que la santé mentale est prise au sérieux au même titre que la santé physique par nos systèmes de soins de santé. Même si nous ne souffrons pas nous-mêmes de problèmes de santé mentale, savoir que des soins et un soutien sont disponibles si nous ou nos proches en avons besoin fait partie de l'assurance qu'un État agissant devrait fournir. Pour offrir cette assurance à la population, Malte a mis en œuvre une stratégie globale en matière de santé mentale afin de renforcer les capacités, de s'attaquer aux causes et d'offrir un soutien continu aux personnes ayant des besoins en matière de santé mentale et à leurs familles, par le biais d'initiatives telles que le service national d'assistance téléphonique en matière de santé mentale lancé l'année dernière, qui offre une ressource unique, 24 heures sur 24 et sept jours sur sept, pour mettre les patients en contact avec les services dont ils ont besoin.

La peur de l'avenir est un des principaux facteurs d'inquiétude en matière de santé mentale. En effet, aucun d'entre nous ne peut se sentir en sécurité dans sa vie s'il

n'est pas sûr de ce qui l'attend demain. À l'heure actuelle, la technologie est l'une des plus grandes craintes de beaucoup. Nous avons vécu deux décennies de changements sans précédent, depuis le premier téléphone portable et la messagerie par SMS jusqu'aux téléphones intelligents et à la reconnaissance faciale. On a souvent l'impression que la société a perdu le contrôle, que c'est la technologie elle-même qui est désormais aux commandes. Et aujourd'hui, avec l'avènement de l'intelligence artificielle (IA) générative, le risque semble plus présent que jamais. La façon dont nous envisageons notre avenir n'est hélas pas facilitée par les médias, qui aiment à relayer dans leurs gros titres que les machines prendront bientôt le pouvoir, semant ainsi la peur de l'IA, qui vole nos emplois et nous rendra bientôt inutiles. Soyons clairs : l'IA aura des répercussions considérables sur tous les aspects de la société. Mais n'oublions pas ceci : si nous prenons les bonnes décisions, les effets de l'IA sur nos sociétés peuvent être extrêmement positifs.

Une fois encore, comme pour le commerce, la réponse ne consiste pas à essayer de revenir en arrière, à nier l'inéluctable en espérant que le risque disparaisse. La réponse consiste plutôt à préparer l'avenir, à prendre dès maintenant les décisions qui nous permettront d'exploiter la puissance de l'IA pour le bien commun, et non pas à la craindre comme une catastrophe à venir. À Malte, c'est ce que nous faisons déjà. Nous voyons comment l'IA peut renforcer les services publics et améliorer la vie de tous nos concitoyens. Six projets pilotes couvrent des domaines allant des soins de santé à la gestion de la circulation routière. Nous assumons notre responsabilité en prenant les devants, et nous n'essayons pas d'ignorer l'avenir. Naturellement, il y a une limite à ce qu'un pays, surtout de notre taille, peut faire. Pour faire de l'IA un bien qui profite à toutes et tous, une action mondiale s'impose. Malte soutient résolument les efforts visant à accroître et à renforcer la coopération internationale en matière d'IA. La technologie évolue trop rapidement et son potentiel est si vaste qu'il n'est plus possible de ne pas travailler ensemble.

Bien sûr, ce n'est pas seulement dans le domaine de la technologie que nous devons collaborer. L'esprit de collaboration n'est pas seulement une valeur clef pour Malte, il est au cœur même de la tradition politique que je représente fièrement. En d'autres termes, l'union fait la force. Nous pouvons obtenir, par la collaboration, bien plus que si nous travaillons seuls. Non, aucune nation, aucun dirigeant, aucune société n'est une île isolée des autres. Nous sommes toutes et tous connectés, de multiples façons. Nous vivons dans un nouvel âge – un âge où on peut envoyer une vidéo à l'autre bout du monde plus vite qu'on ne peut marcher jusqu'à l'autre bout de la pièce dans laquelle on se trouve ; un âge où les décisions sur la manière de produire de

l'énergie dans un pays peuvent avoir un effet sur la survie même d'un autre pays à l'autre bout de la planète ; un âge où l'agression d'un pays contre un autre peut conduire à la famine sur un autre continent. Dans ce nouvel âge, l'importance de travailler ensemble ne fera que se renforcer.

Le mot qui désigne cela, « multilatéralisme », n'est peut-être pas évident à prononcer, mais il est plus important que jamais. Pour que le multilatéralisme fonctionne en cette ère d'insécurité, nous devons veiller à ce qu'un concert de voix beaucoup plus large se fasse entendre au sein de l'ONU et dans le monde entier ; les voix de tous les pays, grands et petits, riches et pauvres, développés et en développement, les voix de toutes les composantes de la société civile, les femmes, et pas seulement les hommes, les jeunes comme les vieux, les homosexuels comme les hétérosexuels, les voix de toutes les origines et de toutes les appartenances ethniques.

Je refuse de croire, et Malte refuse de croire, qu'une nouvelle ère d'insécurité est inéluctable. Je sais, et Malte sait, que nous devons construire une nouvelle ère de sécurité, non pas en tentant de revenir en arrière, mais en préparant l'avenir. Si nous travaillons ensemble ; si nous nous écoutons et apprenons les uns des autres ; si nous comprenons et reconnaissons le désir de nos citoyens de reprendre le contrôle de leur vie, alors nous pouvons préparer un avenir meilleur et nous y parviendrons.

Le Président par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la République de Malte de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Robert Abela, Premier Ministre de la République de Malte, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Mark Rutte, Premier Ministre et Ministre des affaires générales du Royaume des Pays-Bas

Le Président par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre et Ministre des affaires générales du Royaume des Pays-Bas.

M. Mark Rutte, Premier Ministre et Ministre des affaires générales du Royaume des Pays-Bas, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (parle en anglais) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Mark Rutte, Premier Ministre et Ministre des affaires générales du Royaume des Pays-Bas, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Rutte (Royaume des Pays-Bas) (*parle en anglais*) : En 1864, Abraham Lincoln a écrit une lettre à Edwin Stanton, son ministre de la guerre. Il y faisait observer : « Vous ne pouvez échapper à la responsabilité de demain en l'évitant aujourd'hui ». C'était une autre époque, avec d'autres problèmes et d'autres façons de les régler.

Beaucoup de choses ont changé depuis, mais les mots de Lincoln restent plus que jamais d'actualité. Ils montrent que la « responsabilité » est un maître-mot depuis toujours, car notre avenir dépend de notre choix d'accepter ou de refuser de prendre nos responsabilités. Aujourd'hui, il n'y a pas de temps à perdre. Jamais nous n'avons été confrontés à autant d'enjeux en même temps. Nous devons lutter contre les changements climatiques, combattre la faim et la pauvreté, et protéger la paix et la sécurité dans de nombreux endroits du monde.

Il est dans la nature humaine d'accorder la priorité aux questions qui nous touchent le plus directement. Soyons honnêtes, cela vaut pour nous tous ici aujourd'hui. Chacun d'entre nous est venu ici pour débattre des problèmes auxquels il fait face dans son propre pays, mais si nous regardons au-delà de nos frontières, nous voyons qu'aucun de ces problèmes n'est isolé. Toutes les grandes questions de notre époque s'entrecroisent. Leurs répercussions sont mondiales. Prenons l'exemple des changements climatiques, de la pauvreté ou des conflits. Ces questions sont toutes liées et nous sommes tous concernés, même si nous ne le sommes pas toujours de la même manière.

En Europe, l'agression russe a fait voler en éclats la paix. Et oui, je demande une fois de plus un appui pour que cette terrible guerre prenne fin. Dans le même temps, je me rends compte que certains ici se disent : « Qu'en est-il de nos propres problèmes ? Qu'en est-il de notre propre sécurité ? Est-ce que vous nous aiderez dans ces domaines aussi ? » Je comprends ce qu'ils ressentent et ils ont raison. Comme l'a dit l'ancien Secrétaire général Kofi Annan, « si les Nations Unies ne sont pas aussi unies qu'elles devraient l'être, c'est parce qu'elles sont le reflet du monde dans lequel nous vivons ». Et il avait, lui aussi, raison. Depuis trop longtemps, au sein de l'ONU, certains intérêts pèsent plus lourd que d'autres. L'ONU est structurée comme si nous étions encore en 1945, mais le monde a changé. Nous avons mis longtemps à l'accepter, mais une fois que cette prise de conscience a lieu, on ne peut plus s'en défaire.

Dans le monde actuel, nous, l'ensemble de nos 193 pays, avons tous besoin les uns des autres parce que nous sommes tous confrontés à une tâche commune. Prenons l'exemple de la répartition mondiale des richesses. Le Royaume des Pays-Bas n'est pas seulement l'un des plus

fidèles donateurs de l'ONU en matière de développement ; nous appuyons également les plans de réforme d'institutions telles que la Banque mondiale. Ou prenons l'exemple des changements climatiques. Nous devons réduire notre empreinte, une empreinte qui laisse des traces dans des pays situés bien au-delà de nos frontières. C'est donc ce que nous faisons, en mettant en place une économie circulaire à l'horizon 2050, en rendant notre secteur financier plus durable et en luttant contre la déforestation et la perte de biodiversité. Dans chacun de ces domaines, les partenariats sont essentiels, surtout avec les pays les plus durement frappés par les changements climatiques.

Aujourd'hui, je parlerai avec les représentants de plusieurs petits États insulaires en développement de l'adaptation aux changements climatiques et des moyens d'échanger des connaissances, des compétences et des solutions innovantes. Et certes, de tels partenariats commencent par des discussions, mais ils doivent dépasser les mots et les promesses. Le Royaume des Pays-Bas augmente sa contribution annuelle au financement international de la lutte contre les changements climatiques pour la porter à 1,8 milliard d'euros d'ici à 2025, dont plus de la moitié sera consacrée à l'adaptation à ces changements. Tout le monde comprend à quel point c'est important.

Dans deux mois, nous nous réunirons à Doubaï pour faire le point sur les progrès que nous avons accomplis dans la réalisation des objectifs climatiques de Paris, mais nous savons déjà que nous sommes loin du compte et qu'il faut agir dès maintenant. Le Royaume des Pays-Bas assumera ses responsabilités en permettant à 100 millions de personnes habitant dans les pays en développement d'avoir accès à des énergies renouvelables d'ici à 2030, en augmentant massivement ses investissements dans les énergies renouvelables et en contribuant à la mise en place et au développement de couloirs d'hydrogène vert, en collaboration avec l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Maroc, la Namibie et d'autres pays. Actuellement, seuls 2 % des investissements mondiaux sont destinés à l'Afrique, malgré l'énorme potentiel qu'elle recèle. Il est dans notre intérêt collectif que ce potentiel puisse être exploité, car si nous n'aidons pas l'Afrique à se développer de manière durable, nous échouons tous à atteindre nos objectifs climatiques. La vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques doit marquer un changement de trajectoire. Nous devons y trouver un accord et expliquer comment le monde fera pour atteindre l'objectif de 1,5 °C. Si nous n'y parvenons pas, les conséquences seront désastreuses.

Les exemples que j'ai donnés de l'action néerlandaise, à savoir notre collaboration avec nos partenaires du Royaume dans les Caraïbes, montrent que nous sommes

prêts à assumer nos responsabilités, que nous sommes prêts à décrocher le téléphone et à répondre à ceux qui frappent à la porte. La vérité la plus saisissante est aussi la plus évidente : nous ne sommes pas aussi différents que nous le pensons. Ce qui nous unit est plus grand et plus fort que ce qui nous divise. Je le constate au cours de mes discussions bilatérales. Je le vois au sein de l'Union européenne et je le vois ici à l'Organisation des Nations Unies. Si différentes que soient nos origines, si différents que soient nos pays, nous partageons les mêmes valeurs universelles : la paix, la liberté et la justice.

Le 17 juillet 2014, ces valeurs, si chères aux Pays-Bas, ont été foulées aux pieds. C'est le jour où le vol MH17 a été abattu par la Russie, le jour où le peuple néerlandais et les peuples du monde entier se sont rappelés, d'une manière très douloureuse, que la paix, la liberté et la justice ne sont pas des acquis, mais qu'elles requièrent des efforts constants de notre part. Ces valeurs, ces objectifs collectifs, constituent la base de l'ONU. Ils sont la raison pour laquelle nous sommes ici aujourd'hui.

Dans ce contexte, je voudrais évoquer l'Ukraine. Chaque jour, des millions de personnes subissent les conséquences de l'agression russe, et plus particulièrement le peuple ukrainien, qui est victime de crimes horribles. Chaque jour, il vit dans la peur. Suis-je toujours en sécurité chez moi ? Dans ma ville ? Reverrai-je un jour ma famille en vie ? Ce sont des questions que personne ne devrait jamais avoir à se poser. En Europe, nous pensions que nous n'aurions plus jamais à nous les poser, mais nous nous sommes trompés et c'est maintenant à nous de réagir, de décrocher le téléphone et de répondre à ceux qui frappent à la porte. Nous ne pouvons pas laisser un pays se débrouiller seul.

Je sais que certains pays hésitent et se demandent pourquoi ils devraient se mêler de la guerre d'un autre. Je leur dis : cette guerre est aussi la vôtre, parce que même si vos villes ne subissent pas de tirs ou de bombardement, cette guerre touche tout le monde. Les habitants des pays vulnérables savent très bien de quoi je parle. Les disponibilités alimentaires mondiales sont utilisées comme armes de guerre et les cours des denrées alimentaires montent en flèche. Des millions de personnes sont replongées dans la pauvreté et la faim. Et ce sont précisément les pays les plus vulnérables qui sont les plus durement touchés. Ils ne figureront pas sur la liste officielle des victimes, mais ces pays et leurs habitants sont également victimes de l'agression de Poutine.

Le comportement de la Russie va à l'encontre de tout ce que nous défendons à l'ONU. Cette raison, à elle seule, suffit pour agir. La Charte des Nations Unies, notre

acte fondateur commun, est très claire à ce sujet. Quand la situation se gâte, nous ne pouvons pas manquer à notre devoir au prétexte que cela nous gêne, que nous avons d'autres choses en tête ou que cela semble trop difficile. Non ! Non ! Non ! La Charte est prévue pour des moments comme ceux-ci, pour une époque et pour un lieu comme ceux-ci. L'Assemblée générale en est le lieu par excellence et le moment est venu de nous demander mutuellement des comptes et de nous rappeler mutuellement à nos responsabilités. Cela vaut pour nous tous, y compris pour moi. J'ai expliqué comment les Pays-Bas s'acquitteront de leurs responsabilités. Les Membres peuvent veiller à ce que nous tenions cette promesse et nous demander des comptes. De la même manière, j'appelle tout le monde à s'élever contre Poutine et la violation par la Russie de la Charte des Nations Unies, à appuyer le plan de paix, à soutenir l'Ukraine même si cela prend du temps et s'il y a des revers, surtout si cela prend du temps et s'il y a des revers, et à dire à la Russie de rendre les enfants volés d'Ukraine.

Certains pays estiment qu'ils appuient la paix en Ukraine juste en appelant à un cessez-le-feu immédiat. Ils pensent que cela contribuera à mettre fin à la guerre et que la paix, la liberté et la sécurité reviendront automatiquement. Ils y voient l'expression d'une nuance. Ils veulent voir ce qu'il y a de bon dans les autres. Ils ne veulent pas pointer du doigt les responsables. Dans le cas de la guerre en Ukraine, les torts ne sont pas partagés. L'identité de l'auteur et celle de la victime ne font aucun doute. La Russie a attaqué l'Ukraine, un pays souverain, et non l'inverse. En conséquence, il ne peut y avoir de solution partagée. La Russie est l'agresseur dans ce cas, et ce ne sont pas les alliés de l'Ukraine qui prolongent la guerre, mais bien la Russie. Poutine a occupé 20 % du territoire ukrainien. Un cessez-le-feu immédiat serait synonyme de victoire pour la Russie. Telle est la réalité, et on ne peut instaurer une paix juste et durable qu'en reconnaissant cette réalité.

L'enjeu est de taille. Poutine compte sur notre division. Il compte sur le fait que nous cessions d'appuyer l'Ukraine car la guerre dure plus longtemps et coûte plus cher que nous ne l'avions imaginé. Il compte sur le fait que nous nous désintéressions de la question et que nous revenions à nos propres problèmes. Telle est la stratégie de Poutine. Et maintenant que la situation se gâte, nous devons montrer que nous avons tiré des enseignements du passé, que nous décrocherons tous le téléphone, que nous répondrons tous à ceux qui frappent à la porte et que nous assumerons tous nos responsabilités.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre et Ministre des affaires générales du Royaume des Pays-Bas de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Mark Rutte, Premier Ministre et Ministre des affaires générales du Royaume des Pays-Bas, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Anwaar-ul-Haq Kakar, Premier Ministre de la République islamique du Pakistan

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République islamique du Pakistan.

M. Anwaar-ul-Haq Kakar, Premier Ministre de la République islamique du Pakistan, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (parle en anglais) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Anwaar-ul-Haq Kakar, Premier Ministre de la République islamique du Pakistan, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Kakar (Pakistan) : Au nom du Gouvernement et du peuple pakistanais, je transmets à M. Dennis Francis nos chaleureuses félicitations pour son élection à la tête des travaux de cette session historique de l'Assemblée générale. Je suis certain que sa longue expérience diplomatique et le caractère ensoleillé de son magnifique pays insulaire lui permettront de faire en sorte que cette session soit couronnée de succès.

Nous nous réunissons à un moment tendu et charnière de l'histoire moderne. Des conflits font rage en Ukraine et dans 50 autres régions du monde. Les tensions entre les puissances mondiales ont continué de s'intensifier. Nous assistons à la montée en puissance d'anciens et de nouveaux blocs militaires et politiques. La géopolitique refait surface alors que la géoéconomie devrait primer dans le monde. Le monde ne peut pas se permettre une seconde guerre froide. L'humanité est confrontée à des défis bien plus importants qui exigent une coopération mondiale et une action collective.

Les perspectives économiques mondiales paraissent également sombres. La croissance mondiale est lente. Les taux d'intérêt élevés pourraient déclencher une récession. Une succession de chocs exogènes, à savoir la maladie à coronavirus (COVID-19), les conflits et les changements climatiques, a ravagé les économies de nombreux pays en développement. Beaucoup de pays du Sud sont tout juste parvenus à éviter un défaut de paiement. La pauvreté et la faim se sont aggravées, faisant reculer les progrès réalisés en matière de développement pendant les trois dernières décennies.

Au Sommet sur les objectifs de développement durable qui s'est tenu hier, des engagements de grande envergure ont été pris pour mettre en œuvre lesdits objectifs. Nous devons veiller à appliquer le plan de relance des objectifs de développement durable, à réorienter les droits de tirage spéciaux inutilisés vers le développement, à étendre les prêts à conditions favorables des banques multilatérales de développement et à régler les problèmes d'endettement des 59 pays en situation de surendettement.

Le Pakistan attend avec impatience que les pays développés mettent en œuvre les engagements qu'ils ont pris à la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et qu'ils fournissent plus de 100 milliards de dollars par an pour le financement de l'action climatique ; qu'ils allouent au moins la moitié de cette somme à l'adaptation dans les pays en développement ; qu'ils rendent opérationnels le fonds pour les pertes et préjudices et ses modalités de financement ; et qu'ils accélèrent leurs efforts pour atteindre leurs cibles en matière d'atténuation des émissions de carbone afin de préserver l'objectif de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C. Il faut s'opposer aux tentatives de fournir ces fonds de manière sélective sur la base de considérations géopolitiques.

Le triple défi alimentaire, énergétique et financier auquel fait face le Pakistan illustre parfaitement les conséquences de la COVID-19, des conflits et des changements climatiques pour les pays en développement. Le Pakistan fait partie des pays les plus exposés aux conséquences des changements climatiques. Les inondations dramatiques de l'été dernier ont submergé un tiers de notre pays, tué 1 700 personnes et déplacé plus de 8 millions d'autres, détruit des infrastructures vitales et causé plus de 30 milliards de dollars de préjudices à l'économie pakistanaise. Le Pakistan se félicite que plus de 10,5 milliards de dollars aient été promis en faveur du plan global de relèvement, de remise en état et de reconstruction résiliente – le plan « Resilient Recovery, Rehabilitation, and Reconstruction Framework » (plan 4RF) – à la Conférence de Genève en janvier. Des projets spécifiques sont actuellement déposés afin de garantir le financement et l'exécution rapides du plan 4RF. J'espère que nos partenaires de développement accorderont la priorité à l'affectation de fonds pour notre plan de relèvement résilient, dont le coût a été évalué à 13 milliards de dollars.

Le Gouvernement pakistanais est déterminé à assurer un relèvement économique rapide. Nous stabiliserons nos réserves en devises et notre monnaie, nous augmenterons nos recettes intérieures et, surtout, nous mobiliserons d'importants investissements nationaux et internationaux. À cette fin, nous avons créé un Conseil

spécial de facilitation des investissements en vue d'accélérer les décisions d'investissement. Vingt-huit projets ont été identifiés dans les secteurs prioritaires, à savoir l'agriculture, l'exploitation minière, l'énergie et les technologies de l'information, pour exécution en collaboration avec les partenaires du Pakistan.

Le passage durable du Pakistan à la géoéconomie est en bonne voie. La deuxième phase du couloir économique Chine-Pakistan a été lancée, avec des projets ferroviaires, d'infrastructure et manufacturiers. Le Pakistan attend également avec intérêt la concrétisation rapide des projets de connectivité avec l'Asie centrale.

Le développement dépend de la paix. Le Pakistan se situe dans l'une des régions du monde les moins intégrées économiquement. Il a la conviction que les régions se développent ensemble. Il souhaite donc entretenir des relations pacifiques et fécondes avec tous ses voisins, y compris l'Inde. Le Cachemire est la clef de la paix entre le Pakistan et l'Inde. Le conflit du Jammu-et-Cachemire est l'une des plus anciennes questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. L'Inde s'est soustraite à l'application des résolutions du Conseil de sécurité, qui appelaient à confier le sort final du Jammu-et-Cachemire à son peuple, au moyen d'un plébiscite supervisé par l'ONU.

Depuis le 5 août 2019, l'Inde a déployé 900 000 soldats dans le Jammu-et-Cachemire illégalement occupé afin d'imposer une « solution finale » pour le Cachemire. À cette fin, l'Inde a instauré des confinements et des couvre-feux prolongés, emprisonné tous les dirigeants authentiques du Cachemire, réprimé violemment les manifestations pacifiques, recouru à des assassinats extrajudiciaires d'innocents Cachemiriens maquillés en accrochages et à des opérations de bouclage et de fouille, et infligé des châtiments collectifs, détruisant des villages entiers. L'accès au Cachemire occupé, demandé par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et par plus d'une dizaine de rapporteurs spéciaux, a été refusé par New Delhi.

Le Conseil de sécurité doit veiller à l'application de ses résolutions relatives au Cachemire. Le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan doit être renforcé. Les puissances mondiales doivent convaincre New Delhi d'accepter l'offre de restriction mutuelle en matière d'armes stratégiques et classiques, émise par le Pakistan.

La paix en Afghanistan est un impératif stratégique pour le Pakistan. Le Pakistan partage les préoccupations de la communauté internationale à l'égard de l'Afghanistan, notamment en ce qui concerne les droits des femmes et des filles. Nous préconisons cependant de continuer à fournir

une aide humanitaire à une population afghane démunie, au sein de laquelle les filles et les femmes afghanes sont les plus vulnérables, ainsi que de relancer l'économie afghane et de mettre en œuvre les projets de connectivité avec l'Asie centrale. La priorité absolue du Pakistan est de prévenir et de contrer tout terrorisme en provenance d'Afghanistan et au sein de ce pays. Le Pakistan condamne les attaques terroristes transfrontières menées contre le Pakistan par le Tehrik-e-Taliban Pakistan, Daech et d'autres groupes agissant depuis l'Afghanistan. Nous avons sollicité l'appui et la coopération de Kaboul pour prévenir ces attaques. Toutefois, nous prenons également les mesures nécessaires pour mettre fin à ce terrorisme encouragé de l'extérieur.

Le Pakistan salue les progrès réalisés en vue de mettre fin aux conflits en Syrie et au Yémen. Nous nous félicitons en particulier de la normalisation des relations entre le Royaume d'Arabie saoudite et la République islamique d'Iran. Malheureusement, la tragédie palestinienne se poursuit, avec des raids militaires israéliens, des frappes aériennes israéliennes, l'expansion des colonies de peuplement israéliennes et des expulsions de Palestiniens. Une paix durable ne peut advenir que par la solution des deux États, qui pourvoie à la création d'un État palestinien viable et d'un seul tenant dans les frontières d'avant juin 1967, avec Al-Qods al-Charif pour capitale.

Les activités de maintien de la paix des Nations Unies sont une réussite. Depuis plus de six décennies, le Pakistan a envoyé 230 000 soldats de la paix dans le cadre de 47 missions à travers le monde. Aujourd'hui, les soldats de la paix des Nations Unies sont confrontés à des défis complexes et sans précédent, notamment du fait de groupes criminels et terroristes, comme au Sahel. Nous devons garantir la sûreté et la sécurité des soldats de la paix. Le Pakistan continuera de collaborer avec l'ONU afin de développer les capacités et renforcer les mandats qui sont nécessaires pour le succès des actions répressives menées, le cas échéant, par les forces des Nations Unies et les forces internationales.

Nous devons lutter contre tous les terroristes sans discrimination, y compris la menace croissante que représentent les groupes d'extrême droite et les groupes fascistes, tels que les extrémistes d'inspiration hindouiste (Hindutva) qui menacent de génocide les musulmans et les chrétiens de l'Inde. Nous devons également nous opposer au terrorisme d'État ; nous attaquer aux causes profondes du terrorisme, telles que la pauvreté, l'injustice et l'occupation étrangère ; et faire la distinction entre de véritables luttes pour la liberté et le terrorisme. Le Pakistan propose de créer un comité de l'Assemblée générale chargé de superviser la mise en œuvre équilibrée des quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

Nos progrès, qui reposent sur une riche histoire marquée par la coopération, la compréhension, l'échange et la synthèse des idées entre les civilisations, sont aujourd'hui en péril. Les discours prônant un choc des civilisations ont porté un coup considérable aux progrès accomplis par l'humanité. Ces idées ont alimenté l'extrémisme, la haine et l'intolérance religieuse, y compris l'islamophobie. Ne nous y trompons pas ; il s'agit d'une menace latente qui risque de mettre en péril des millénaires de progrès. Nous devons chérir et célébrer notre diversité et nos différents modes de vie. Il faut garantir le respect mutuel et le caractère sacré des symboles, des écrits et des personnages religieux. Si l'islamophobie est un phénomène ancien, elle a pris des proportions épidémiques après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, comme en témoignent le profilage négatif des musulmans et les attaques contre des sites et des symboles islamiques, tels que les actes récents d'autodafé public du Saint Coran.

L'année dernière, l'Assemblée a adopté la résolution 76/254, proposée par le Pakistan au nom de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui proclame le 15 mars Journée internationale de lutte contre l'islamophobie. Cette année, le Conseil des droits de l'homme a adopté la résolution 53/1 de l'OCI, déposée par le Pakistan, qui exhorte les États à interdire les actes d'autodafé du Saint Coran et d'autres provocations similaires. Nous saluons la législation adoptée par le Danemark et envisagée par la Suède en ce sens. Le Pakistan et les pays membres de l'OCI proposeront d'autres mesures pour lutter contre l'islamophobie, notamment la nomination d'un envoyé spécial ou d'une envoyée spéciale, la création d'un centre de données sur l'islamophobie, une assistance juridique aux victimes et un processus d'établissement des responsabilités pour réprimer les crimes liés à l'islamophobie.

Un multilatéralisme efficace dans le cadre de l'ONU est le meilleur moyen de relever les défis mondiaux et régionaux complexes auxquels le monde est confronté aujourd'hui. Toutefois, le multilatéralisme est mis de côté en raison des politiques unilatérales menées par les puissances mondiales et des rivalités et tensions stratégiques entre celles-ci. Le Pakistan continuera de contribuer activement au renforcement des institutions multilatérales et de la coopération mondiale.

Le Pakistan attend avec intérêt la poursuite des négociations relatives à la portée et aux éléments constitutifs du Sommet de l'avenir et du Pacte pour l'avenir, sur la base des convergences qui se sont dégagées lors des consultations précédentes. Le processus préparatoire du Sommet ne doit pas perturber les processus de négociation en cours, tels que les négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité.

Le Pakistan ne croit pas à l'élitisme au sein de la communauté des nations. Les principes d'égalité et de souveraineté inscrits dans la Charte des Nations Unies doivent être préservés dans l'intérêt de la paix et de la prospérité mondiales. Le Pakistan considère qu'ajouter de nouveaux membres permanents au sein du Conseil de sécurité ne ferait qu'affaiblir davantage encore la crédibilité et la légitimité de cet organe. Pour aboutir à un accord le plus large possible, il convient de faire fond sur la proposition du Groupe du consensus, qui consiste à augmenter uniquement le nombre des membres non permanents du Conseil, en prévoyant un nombre limité de sièges à mandat plus long.

Le Pakistan estime que pour instaurer, préserver et promouvoir la paix et la prospérité aujourd'hui et à l'avenir, il est essentiel de réduire les rivalités et les tensions entre les grandes puissances, de veiller au strict respect de la Charte des Nations Unies, d'appliquer de manière cohérente les résolutions du Conseil de sécurité, d'éliminer les causes profondes des conflits et de respecter les principes de non-recours à la force, d'autodétermination, de souveraineté et d'intégrité territoriale, de non-ingérence dans les affaires intérieures des États et de coexistence pacifique. Le Pakistan travaillera diligemment et activement en collaboration avec tous les États Membres pour concrétiser ces éléments essentiels d'un nouvel ordre mondial équitable et pacifique.

Le Président par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la République islamique du Pakistan de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Anwaar-ul-Haq Kakar, Premier Ministre de la République islamique du Pakistan, est escorté de la tribune.

Allocution de M^{me} Mia Amor Mottley, Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et de la fonction publique et Ministre des finances, des affaires économiques et des investissements de la Barbade

Le Président par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et de la fonction publique et Ministre des finances, des affaires économiques et des investissements de la Barbade.

M^{me} Mia Amor Mottley, Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et de la fonction publique et Ministre des finances, des affaires économiques et des investissements de la Barbade, est escortée à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M^{me} Mia Amor Mottley, Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et de la fonction publique et Ministre des finances, des affaires économiques et des investissements de la Barbade, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M^{me} Mottley (Barbade) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord féliciter mon cher frère de la Trinité-et-Tobago de son accession à la présidence de l'Assemblée générale.

Je tiens également à remercier le Secrétaire général de son engagement sans faille et de ses efforts pour veiller à ce que nous et le reste du monde respections les principes qui sont sacrés pour cette institution. En vérité, le Gouvernement et le peuple de la Barbade peuvent reprendre à leur compte l'ensemble de l'allocution qu'il a prononcée au début de cette session de l'Assemblée générale (voir A/78/PV.4), car elle reflète nos aspirations et notre vision de l'état actuel du monde.

Lundi soir, durant notre réunion à mi-parcours de l'échéance fixée pour la réalisation des objectifs de développement durable, je me suis posé la question suivante : combien d'autres voies allons-nous emprunter, pour entendre dire que la porte est fermée ? Ces mots ne sont pas les miens. Ce sont les mots de Rocky Dawuni, un célèbre artiste de reggae ghanéen, plusieurs fois récompensé. Mais ses mots sonnent juste car, au vrai sens de ces termes, allons-nous parcourir ces voies pour nous entendre dire qu'il est trop tard ? Trop tard pour sauver le plus grand nombre de personnes possible de la crise climatique ? Trop tard pour sauver le plus grand nombre de personnes possible des conflits et de la guerre ? Trop tard pour être en mesure de fournir la nourriture dont tant de personnes ont besoin, alors que nous savons que davantage de personnes souffriront de la faim dans le monde en 2030 qu'en 2015 ? Ou, si l'on s'en tient tout simplement aux chiffres, que 735 millions de personnes ont souffert de faim chronique l'année dernière, alors que beaucoup d'autres avaient tant à jeter et à utiliser ? Sera-t-il trop tard pour les objectifs de développement durable, qui portent réellement la promesse du développement et la promesse de donner la dignité à nos peuples ?

Nous devons aujourd'hui décider ce que veut cet organe, composé des États Membres, pour effectuer les changements de fond en matière de gouvernance qui permettront d'obtenir les résultats voulus durant la troisième décennie du XXI^e siècle. Notre monde, comme tout le monde le sait, déborde de problèmes et je n'ai pas besoin de les énumérer en détail ici, car nous les avons

entendus dans presque tous les discours prononcés à cette tribune. Mais la question est de savoir si nous pouvons faire preuve de la détermination nécessaire pour opérer les changements qui s'imposent à notre époque. Notre démocratie ne peut pas survivre si nous ne disposons pas des mêmes faits, or nous vivons dans un monde où des informations fallacieuses sont diffusées presque quotidiennement et où les gens fondent leurs actions sur ces informations sans se demander si elles sont vraies ou non.

Le rôle que l'intelligence artificielle et l'intelligence artificielle générative joueront dans notre monde doit être bénéfique et non néfaste, mais si nous voulons nous en assurer, nous devons mettre en place un cadre pertinent pour les mesures de réglementation. Par conséquent, nous appuyons les efforts du Secrétaire général, en étant conscients que certains se demanderont un jour si nous avons cherché à préserver notre démocratie ou si nous l'avons laissée s'effondrer et si nous avons failli à nos devoirs en tant que citoyens du monde. Nous posons cette question en ayant bien conscience que l'intelligence artificielle n'est pas au cœur des préoccupations immédiates de beaucoup, car les drames et les crises qui entourent les changements climatiques absorbent, littéralement, tout l'oxygène du monde.

Les personnes qui sont mortes récemment en Libye vauquaient à leurs occupations. Elles avaient des aspirations. Elles espéraient mener à bien leurs affaires, elles essayaient de protéger leur famille. Et en un battement de cil, tout cela a pris fin, non pas parce que nous ne nous y attendions pas ou que nous ne l'avions pas anticipé. Les archives des sociétés multinationales qui exploitent les combustibles fossiles montreront qu'elles avaient depuis longtemps connaissance des conséquences de leurs actes. Et bien qu'elles ne soient pas la cause immédiate de la situation, l'absence de technologie permettant de limiter leurs émissions l'est. Voilà pourquoi elles doivent prendre leurs responsabilités. Nous ne pouvons pas aller plus loin sans une participation véritable et crédible de la part des entreprises pétrolières et gazières. Nous devons cesser d'en parler et veiller, tout simplement, à ce que ces conversations puissent avoir lieu.

Mais il ne s'agit pas uniquement des entreprises pétrolières et gazières. Nous n'avons rien contre elles. Nous ne voulons pas les mettre en faillite, mais leurs activités continuent d'avoir des répercussions sur un trop grand nombre de nos concitoyens. Leurs activités sont également soutenues par ce que j'appelle le « groupe des FAT » : les établissements financiers, les compagnies d'assurance et les entreprises de transport. Ils profitent d'une forme de laissez-passer car ils sont invisibles dans les transactions et activités qui conduisent aux problèmes auxquels le monde

est confronté. Mais ils sont eux aussi responsables et ils doivent monter au créneau. L'idée que nous puissions préserver les biens publics mondiaux rien qu'avec de l'argent public ne tient pas compte du fait que nous avons vu, au cours des 50 dernières années, la domination absolue des marchés capitalistes aboutir à une concentration des richesses. C'est pourquoi nous devons examiner la capacité de ces acteurs à jouer le rôle qui leur revient dans ce domaine.

Nous ne pouvons pas continuer à faire passer les intérêts de quelques-uns avant la vie du plus grand nombre. Aujourd'hui, je nous demande vraiment de marquer une pause, car cette petite phrase résonne encore et toujours dans ma tête : « Ne nous abandonnez pas maintenant. Ne nous abandonnez pas maintenant ». Cette phrase peut venir d'un petit garçon ou d'une petite fille victime de la faim, l'une des 575 millions de personnes qui ont souffert de la faim l'année dernière. Cette supplique peut également émaner de ceux et celles qui ont perdu leur famille dans les multiples crises survenues à travers le monde ces dernières années. Cette supplique peut provenir de petits États qui n'existeront peut-être plus à l'avenir. Je demande donc à mes amis de veiller à ce que nous mobilisions la volonté nécessaire. Nous venons d'entendre le Premier Ministre du Royaume des Pays-Bas, et il nous a rappelé à juste titre que le temps ne joue pas en notre faveur. Et si le temps ne joue pas en notre faveur, que devons-nous faire ?

En vérité, nous avons accompli quelques progrès. Il y a deux ans, le Fonds monétaire international ne disposait pas d'un mécanisme permettant de se concentrer sur la cause des problèmes qui ont conduit à une instabilité macroéconomique massive. Nous avons maintenant le Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité qui, pour la première fois, mettra des fonds à la disposition de pays à revenu intermédiaire qui sont vulnérables, sous la forme de prêts à 20 ans assortis d'une période de grâce de 10 ans et demi. Il y a un an, le Président de la Banque mondiale s'interrogeait sur l'existence d'une crise climatique. Aujourd'hui, nous avons une Banque mondiale qui reconnaît, pour la première fois, qu'il devrait exister des clauses de suspension de la dette ou « clauses de pause dans le remboursement de la dette », comme elle les appelle. Notre bataille consiste maintenant à faire en sorte que ces dispositions, ces clauses de pause, ne s'appliquent pas uniquement aux instruments futurs, mais aussi aux instruments existants. Dans le cas contraire, elles n'aideront pas grand monde.

Nous avons donc accompli des progrès, mais il reste beaucoup à faire. La question de la soutenabilité de la dette ne peut être laissée de côté, surtout si l'on considère le nombre de pays, à savoir plus de 60, qui font actuellement

face à une crise de la dette en raison des polycrises, mais aussi parce qu'ils sont contraints de choisir entre le développement et le renforcement de la résilience dans la lutte contre les changements climatiques. Dans nos petits États insulaires, nous accordons une grande importance à l'éducation, aux soins de santé et à la dignité de la vie, et ce serait un anathème de dire à nos citoyens que nous ne disposons pas des ressources pour les leur fournir, alors qu'ils leur avaient été promis à l'indépendance. Cette situation est aggravée par l'incapacité des pays développés à accepter le fait que la justice réparatrice est une obligation solennelle à laquelle nous devons nous atteler. Les propos que le Roi Charles III a tenus à l'ouverture de la Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, lorsqu'il était encore le Prince Charles, arrivaient à point nommé, à savoir celui de la justice réparatrice. Mais il ne peut s'agir d'une conversation lente, qui n'a lieu que lorsque les interlocuteurs en ont envie, il doit s'agir d'une conversation d'égal à égal. Il ne peut s'agir d'un acte de charité de la part de ceux qui ressentent le besoin de laver leur conscience.

L'année dernière, nous étions sur le point d'écrire aux dirigeants de l'Union européenne sur la question de la justice réparatrice. Nous avons marqué une pause en raison de l'incursion russe en Ukraine, mais il semble que certains ne veulent pas la paix, ici ou ailleurs dans le monde, raison pour laquelle nous devons mettre un terme à cette pause et reprendre les discussions car le déficit de développement causé par des siècles d'exploitation compromet maintenant notre capacité à construire la résilience nécessaire dans nos pays.

De même, je tiens à exprimer mes remerciements, car il y a un an, nous ne disposions pas du Pacte de Paris pour les peuples et la planète. Nous avons l'Initiative de Bridgetown, qui nous a permis de poursuivre le débat car, comme je l'indiquais lundi matin dans cette même salle, nous devons faire évoluer la croyance selon laquelle des capitaux de court terme peuvent financer le développement et renforcer la résilience. Je n'entrerai pas dans les détails car nous n'en avons pas le temps, mais je me contenterai de dire que nous sommes déterminés à mener la double bataille consistant à sauver les êtres humains et la planète, et que nous demander de faire quoi que ce soit d'autre relève d'une conception erronée qui ne fonctionne pas. Il faut expliquer aux marchés pourquoi les capitaux à long terme sont la seule planche de salut pour les pays en développement et, au bout du compte, pour les êtres humains et pour la planète.

Année après année, nous évoquons la nécessité d'un leadership stratégique moral mondial. Sans entrer dans les détails, il y a dans ma propre région, en Afrique, en Amérique latine et dans le Pacifique trop d'exemples où nous n'avons

pas été à la hauteur. Je parle ici avant tout d'Haïti. Le monde se doit de trouver une solution pour Haïti. Nous n'avons pas le choix. Le monde se doit de trouver une solution pour Haïti. Il y a un an, nous savions que les émeutes liées au gaz avaient conduit à une grave instabilité, et 12 mois plus tard, nous ne pouvons pas sortir de ce bâtiment et apporter l'appui dont le peuple haïtien a besoin. Il ne fait aucun doute que le Gouvernement haïtien doit être légitime et, par conséquent, un gouvernement d'unité nationale pourrait bien être le seul moyen d'arriver à bon port.

La Communauté des Caraïbes a nommé trois anciens premiers ministres au sein d'un groupe de personnalités éminentes. Comme l'a dit le Secrétaire général dans cette salle, la politique, c'est l'art du compromis. La diplomatie, c'est l'art du compromis. Je dis simplement à ceux qui agissent au nom du peuple haïtien qu'il doit y avoir un compromis dans la constitution de ce gouvernement d'unité nationale si nous voulons trouver une solution qui garantira la sécurité, afin d'éviter que des femmes soient violées, que des personnes soient tuées et que des gens soient contaminés par le choléra et d'autres maladies de santé publique.

Je tiens à remercier les Gouvernements kényan et rwandais qui, il y a 12 mois déjà, se sont engagés à fournir le type d'appui institutionnel et de leadership dont la police haïtienne a besoin. Mais même lorsque nous apportons à Haïti l'appui institutionnel dont il a besoin, nous n'avons pas nécessairement pris en compte la réduction continue des effectifs de police, due en grande partie au fait que des personnes fuient le pays pour améliorer leurs perspectives d'avenir, et qu'elles y sont aidées. Le temps presse, et j'espère que les membres du Conseil de sécurité prendront conscience qu'ils ne peuvent pas utiliser Haïti comme un pion car le peuple haïtien souffre depuis trop longtemps et aux mains de trop de personnes.

J'en viens maintenant à l'histoire de Cuba. Le fait que Cuba puisse venir en aide à tant de personnes dans le monde tout en étant victime d'un blocus depuis plus de 60 ans et, pire encore, en étant désignée comme un État parrainant le terrorisme, est tellement, tellement injuste. Nous avons quitté Cuba la semaine dernière, et les efforts demandés à la population cubaine au quotidien, en raison d'une désignation par une présidence en fin de course, ne sont pas justes. Les voix de la communauté internationale, dont de nombreux membres ont bénéficié de l'aide cubaine, doivent s'unir et dire que nous ne pouvons pas mener ce type de bataille au moment où nous avons besoin de tout le monde sur le pont pour sauver la planète. La division artificielle entre ceux qui ont raison et ceux qui ont tort, ceux qui sont bons et ceux qui sont mauvais

aux yeux des puissants, ne peut continuer à être le mode de fonctionnement de ce monde.

Venons-en au Venezuela. Les prix du baril de pétrole risquent de dépasser les 100 dollars, et les petits pays qui ne produisent pas de pétrole en seront les victimes, tout comme le seront nos populations, y compris dans les grands pays comme les États-Unis d'Amérique. Nous devons régler ces questions, qui ne sont pas insolubles. Lorsque les États-Unis d'Amérique et de nombreux pays d'Europe ont décidé de reconnaître le Président Guaidó, alors même qu'il n'avait aucune présidence à assumer puisqu'il ne s'était présenté à aucune élection, les membres de la Communauté des Caraïbes se sont tournés vers l'Organisation et ont rencontré le Secrétaire général et les représentants d'un certain nombre de pays. Peu à peu, nous avons vu nos interlocuteurs se ranger à la raison et reconnaître que la Charte des Nations Unies ne permettait pas de conférer à quiconque une présidence de manière anticonstitutionnelle.

J'affirme aujourd'hui qu'il faut de la transparence. Il n'est pas admissible que la Communauté des Caraïbes, qui a besoin d'un mécanisme de stabilisation en cas de crise énergétique, ne puisse pas avoir accès aux prix à conditions avantageuses que le Gouvernement et le peuple vénézuéliens sont prêts à accorder à leurs voisins pour atténuer leurs souffrances. Comment est-il possible que Chevron et l'Union européenne puissent acquérir du pétrole et du gaz auprès du Venezuela, alors que les habitants des Caraïbes ne peuvent pas le faire avec la remise de 35 % offerte par le peuple vénézuélien ? Comment est-il possible que nous devions supporter un coût supplémentaire représentant 4 % du produit intérieur brut de mon propre pays, simplement parce que les règles qui s'appliquent à certains ne s'appliquent pas à d'autres ? Il faut de la transparence et un leadership stratégique moral si nous voulons former l'équipe qui sauvera la planète et qui préservera et atteindra les objectifs de développement durable dans le monde d'aujourd'hui.

Nous pouvons débattre de beaucoup d'autres choses. Nous sommes favorables à ce que l'ONU assume une responsabilité fiscale. Pourquoi ? Parce que, bien que le monde ait été capable de déterminer rapidement un mécanisme concernant le taux minimum mondial d'imposition des sociétés, il n'a pas trouvé de mécanisme permettant d'accroître les possibilités de financement offertes aux pays en développement. Nous ne pouvons pas en rester là. Nous savons comment aller vite dans certaines circonstances, quand cela convient à un groupe de personnes donné, mais nous allons très lentement lorsqu'il s'agit de milliards de personnes et de leur accès à la vie et aux moyens de subsistance.

Je ne veux pas abuser du temps de l'Assemblée ; je me contenterai donc de dire que nous sommes arrivés à un point où nous devons nous féliciter des progrès accomplis, mais aussi nous réengager. La mission n'a jamais été uniquement de faire des progrès ; la mission est de pouvoir sauver la planète et de donner aux peuples du monde les meilleures possibilités de vie dont ils ont besoin en tant qu'êtres humains ; de pouvoir sauver la biodiversité de ce monde ; de pouvoir préserver les sols de ce monde, qui doivent faire pousser les aliments que nous mangeons ; et de pouvoir avoir accès à une eau sans risque sanitaire.

Si nous ne changeons pas notre façon de travailler ; si nous ne reconnaissons pas que le Conseil de sécurité doit se mettre en position non pas de parler des changements climatiques, mais de nous protéger contre la crise climatique, car il s'agit bien d'une crise au même titre que la guerre en Ukraine, les guerres en Afrique ou l'instabilité et les conflits ailleurs dans le monde ; et si nous n'adoptons pas une approche entreprenante, alors nous en serons vraiment les victimes.

J'estime qu'une réforme est essentielle à ce stade. Mais ce que je pense n'a pas d'importance. Ce qui compte, c'est l'action de tous les pays, sans exception, dans ce domaine. Serons-nous toujours en situation de flux ? Non. Il y a de l'espoir parce que les êtres humains veulent survivre, mais le problème est que ceux que nous avons le plus besoin de voir agir peuvent être tellement certains de leur survie qu'ils n'agiront pas assez tôt pour nous. C'est pourquoi je pose la question suivante : allons-nous emprunter ces voies jusqu'à ce que, à l'arrivée, nous nous entendions dire qu'il est trop tard et que la porte est fermée ? Elle sera ouverte pour certains, mais fermée pour beaucoup.

Nelson Mandela nous a dit qu'une vision sans action n'est qu'un rêve, qu'une action sans vision ne fait que passer le temps, mais qu'une vision accompagnée d'une action peut changer le monde. Nos concitoyens pensent que nous nous rendons dans un club de discussion lorsque nous venons ici. Nous savons ici que tel n'est pas nécessairement le cas, mais cela ne changera que lorsque ceux d'entre nous qui ont la responsabilité d'agir au nom des gouvernements pourront demander à ceux-ci de prendre les décisions qui s'imposent afin de fournir le financement, les outils et la solidarité nécessaires pour rétablir la confiance, comme le thème de ce débat y appelle.

Si nous y parvenons, nous ne sauverons pas tout le monde, mais nous pourrions sauver la majorité des personnes qui sont actuellement en première ligne. Ceux d'entre nous qui s'emploient à réaliser les objectifs de développement durable estiment que nous devons redoubler

d'efforts pour sauver la planète. Je laisserai les Membres sur une réflexion. Les efforts déployés pour éduquer, pour sauver les gens de la faim et pour éliminer la discrimination fondée sur le genre ne sont pas simplement l'apanage des gouvernements. Ils doivent désormais aussi être portés par les citoyens individuels. Mais les gouvernements doivent aider à personnaliser ces objectifs de développement durable pour leurs citoyens. Si nous y parvenons, si nous continuons à plaider en faveur du financement et si nous restons concentrés sur la crise climatique, alors oui, nous verrons advenir un monde meilleur et nous pourrions améliorer l'avenir d'un grand nombre de personnes.

Le Président par intérim (parle en anglais) :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et de la fonction publique et Ministre des finances, des affaires économiques et de l'investissement de la Barbade de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

Mme Mia Amor Mottley, Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et de la fonction publique et Ministre des finances, des affaires économiques et des investissements de la Barbade, est escortée de la tribune.

Allocution de M. Srettha Thavisin, Premier Ministre et Ministre des finances du Royaume de Thaïlande

Le Président par intérim (parle en anglais) :

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre et Ministre des finances du Royaume de Thaïlande.

M. Srettha Thavisin, Premier Ministre et Ministre des finances du Royaume de Thaïlande, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (parle en anglais) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Srettha Thavisin, Premier Ministre et Ministre des finances du Royaume de Thaïlande, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Thavisin (Thaïlande) (parle en anglais) : Au nom de la délégation du Royaume de Thaïlande, je tiens à féliciter M. Dennis Francis de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session.

La Thaïlande a ouvert un nouveau chapitre de son histoire démocratique. J'ai pris mes fonctions il y a seulement quelques jours, fort du mandat, confié par le peuple, de renforcer les institutions et les valeurs démocratiques en Thaïlande et d'améliorer le bien-être du peuple

thaïlandais, qui a traversé des moments difficiles au cours des dernières années. Dans nos relations étrangères, nous jouerons un rôle dynamique et constructif en partenariat avec la communauté internationale. Mon gouvernement tendra également la main à nos amis et partenaires du monde entier pour resserrer nos liens par la conclusion d'accords dans les domaines du commerce, des investissements et des échanges.

Nous sommes réunis aujourd'hui alors que le monde est en proie à des défis multiples, qui concernent notamment la fragilité de la paix à l'échelle planétaire, le déclin du développement humain et la viabilité de notre planète. Nous avons besoin du multilatéralisme et de l'esprit de la coopération internationale pour nous y attaquer de front, et la Thaïlande entend collaborer de près avec toutes les nations à cet effet.

C'est au nom de cette quête de la paix que l'ONU a été créée il y a presque huit décennies. Plus que jamais, nous devons continuer d'établir des bases sûres pour la prospérité de nos peuples en œuvrant résolument au profit d'une paix durable. À cet égard, la Thaïlande se félicite des efforts déployés par le Secrétaire général en vue d'établir un Nouvel Agenda pour la paix. Nous y voyons ce qui guidera l'action à mener afin de relancer le multilatéralisme et de renforcer le rôle de l'ONU comme plateforme pour la réalisation de la paix mondiale. Aux yeux de la Thaïlande, un multilatéralisme efficace est nécessairement inclusif, résilient et axé sur les résultats. Dans un monde marqué par la multiplication des conflits internationaux, la violence et la mutation de l'ordre mondial, nous réaffirmons notre attachement à la paix et à l'inclusivité. La Thaïlande compte maintenir des rapports pacifiques et ancrés dans un esprit de collaboration avec tous les membres de la communauté internationale. Nous estimons qu'une paix durable est possible si nous parvenons à consolider nos relations multilatérales, qui sont fondées sur la confiance, la compréhension et le respect mutuels.

La paix et le développement durables sont indissociables du respect des droits de l'homme, de la dignité humaine et des libertés. Par conséquent, le Gouvernement thaïlandais s'efforce de promouvoir l'égalité et la justice, en particulier pour les plus vulnérables et les plus marginalisés. Nous nous sommes donné pour objectifs de renforcer l'état de droit et d'accroître la transparence au sein du Gouvernement. Nous veillerons à ce que la loi soit équitable, appliquée strictement et valable pour tous sur un pied d'égalité. La Thaïlande est la candidate de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) au Conseil des droits de l'homme pour la période 2025-2027. Cela souligne

une fois de plus notre engagement sincère à promouvoir les droits humains chez nous et à l'étranger. Nous œuvrerons à ce que le Conseil des droits de l'homme dispose des moyens adéquats pour remédier aux problèmes nouveaux et émergents en matière de droits humains et apporte une contribution concrète à la communauté internationale.

Depuis son lancement en 2002, la couverture sanitaire universelle garantit à tous les citoyens thaïlandais le bénéfice de services de santé préventive et curative essentiels à tous les stades de la vie. Dans les années qui viennent, nous prévoyons d'investir encore davantage afin de rehausser notre couverture sanitaire universelle pour améliorer la qualité du programme et donner à tous les patients la possibilité de choisir le prestataire de santé qui leur convient le mieux. Ainsi, l'accès à des services de santé de grande qualité restera un droit universel pour tous. Si la récente pandémie mondiale nous a appris quelque chose, c'est bien que l'accès aux soins de santé constitue l'un des services les plus fondamentaux qu'un gouvernement peut fournir à ses administrés. La lutte contre les maladies contagieuses n'est pas le problème de tel ou tel pays, mais la responsabilité partagée du monde. L'architecture sanitaire mondiale doit être réformée et consolidée. Nous espérons que le traité sur les pandémies pourra être élaboré, de telle sorte que nous puissions compter sur des infrastructures de santé publique mondiale plus résilientes, plus réactives et mieux préparées pour l'avenir.

La Thaïlande salue le Sommet sur les objectifs de développement durable, qui a réaffirmé que la durabilité constituait l'unique option pour protéger notre planète et le bien-être de nos peuples. Cependant, d'après la plupart des indicateurs, la concrétisation des objectifs continue de nous échapper, sachant que seuls 12 % d'entre eux sont en voie d'être atteints. Nous devons donc accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Pour arriver au développement durable, il nous faut d'abord prendre soin des gens. Mon gouvernement prévoit de promulguer des politiques afin de stimuler la création d'emplois et d'apporter une aide financière aux foyers à faible revenu et aux autres groupes vulnérables. Cela contribuera à l'égalité des chances et à l'avènement d'une société plus juste.

Depuis des années, la Thaïlande plaide avec force pour une croissance plus équilibrée, plus axée sur l'humain et plus durable. La philosophie économique de la suffisance, notre approche de longue date du développement, axée sur l'échelon local, continue de promouvoir l'équilibre à tous égards. Elle sert de base à un modèle d'économie biologique,

circulaire et verte, qui s'appuie sur la science, la technologie et l'innovation pour favoriser la croissance économique tout en préservant l'environnement et les écosystèmes.

Il ne s'agit pas de purs concepts, mais d'idées qui sont suivies d'effet en Thaïlande. Par exemple, nous exploitons un modèle d'agronomie durable, qui réinvente la manière dont les agriculteurs cultivent leurs terres et gèrent leurs stocks d'eau. Cela permettra de réduire non seulement l'impact sur l'environnement, mais aussi la vulnérabilité aux changements climatiques, et d'améliorer le bien-être des agriculteurs de tout le pays. La Thaïlande est prête à nouer des partenariats régionaux et mondiaux au service du développement durable, y compris dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire. En tant que coordonnatrice de l'ASEAN pour la coopération en matière de développement durable, elle est déterminée à forger des partenariats plus étroits entre les pays de l'ASEAN et au-delà en vue de progresser sur la voie du développement durable et de renforcer la résilience.

Juillet a été le mois le plus chaud jamais enregistré dans l'histoire humaine. Cela illustre bien la déclaration du Secrétaire général : « L'ère du réchauffement de la planète est terminée : nous entrons aujourd'hui dans l'ère de l'ébullition ». La crise climatique est parmi les plus urgentes des menaces qui appellent de notre part une action collective et immédiate. La Thaïlande accueille donc avec satisfaction la tenue du Sommet sur l'ambition climatique pour accélérer l'action climatique et atténuer les effets destructeurs de la crise climatique en cours. Ensemble, nous devons trouver le moyen de nous adapter et d'améliorer la résilience face aux changements climatiques.

À mesure que la crise des changements climatiques à l'échelle mondiale continuera de s'aggraver, il en ira de même de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Exportatrice de premier plan de produits alimentaires et agricoles, la Thaïlande souffre de l'évolution du climat et des effets d'El Niño. Afin de contribuer à la sécurité alimentaire du monde, nous travaillons sans relâche à l'amélioration de nos systèmes de gestion de l'eau et de nos techniques agricoles. Nous faisons notre part pour que la sécurité alimentaire puisse devenir une réalité.

Pour parvenir à un avenir plus durable, nous devons investir dans la planète. La Thaïlande met en œuvre un mécanisme de financement vert, qui prévoit l'émission d'obligations liées à la durabilité et la taxonomie verte thaïlandaise, afin de stimuler la croissance et les investissements dans des projets environnementaux et sociaux, tout en contribuant aux efforts déployés pour relever les défis liés aux changements climatiques. À cette fin, la

Thaïlande est déterminée à tenir sa promesse d'une réduction de 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2040, d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 et des émissions nettes de gaz à effet de serre nulles d'ici à 2065, en intégrant l'action climatique dans toutes nos activités économiques. Notre plan énergétique national a intégré nos objectifs climatiques en améliorant l'efficacité énergétique, en augmentant la part des énergies renouvelables et en opérant un transfert modal dans le secteur des transports grâce à la production nationale de véhicules électriques.

L'ONU représente l'aspiration commune de la communauté internationale. Nous devons redoubler d'efforts pour que l'Organisation demeure la meilleure représentation de notre humanité et de notre solidarité collectives. C'est pourquoi la Thaïlande attend du Sommet de l'avenir qu'il favorise un avenir meilleur pour tous en se basant sur l'esprit du multilatéralisme, avec l'ONU à la barre, dans le cadre des efforts mondiaux en faveur d'une paix et d'un développement durables. La Thaïlande estime que le moment est venu de poursuivre notre programme commun pour la paix, la prospérité et la durabilité pour tous. Nous invitons chaque nation à définir des objectifs plus ambitieux, à accélérer ses actions et à œuvrer davantage ensemble pour relever ces défis. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons construire un avenir meilleur.

Le Président par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre et Ministre des finances du Royaume de Thaïlande de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Srettha Thavisin, Premier Ministre et Ministre des finances du Royaume de Thaïlande, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Xavier Espot Zamora, Chef du Gouvernement de la Principauté d'Andorre

Le Président par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Chef du Gouvernement de la Principauté d'Andorre.

M. Xavier Espot Zamora, Chef du Gouvernement de la Principauté d'Andorre, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (parle en anglais) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Xavier Espot Zamora, Chef du Gouvernement de la Principauté d'Andorre, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Espot Zamora (Andorre) (parle en catalan ; texte français fourni par la délégation) : Je voudrais débiter cette intervention en félicitant l'Ambassadeur de la

Trinité-et-Tobago, S. E. M. Dennis Francis, pour son élection en tant que Président de l'Assemblée générale, ainsi que S. E. M. Çsaba Körösi, qui, dans un contexte international troublé, a maintenu avec rigueur et efficacité l'activité de l'Assemblée au cours de la soixante-dix-septième session.

Nous remercions le Président pour le thème choisi, à savoir « Rétablir la confiance et raviver la solidarité : accélérer l'action menée pour réaliser le Programme 2030 et ses objectifs de développement durable en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tout le monde ». Nous le faisons nôtre, parce qu'il répond pleinement aux principes avec lesquels l'Andorre travaille, tant du point de vue de la politique intérieure que de la perspective de la politique internationale. Le Président peut compter sur le soutien loyal de notre pays durant la présente soixante-dix-huitième session, et nous lui souhaitons de nombreuses réussites.

Quelques semaines avant la tenue de ce débat général, le Secrétaire général, António Guterres, lançait un nouvel appel aux pays afin qu'ils agissent de manière radicale et urgente, car, comme il nous alerte,

« [L]'ère du réchauffement de la planète est terminée ; nous entrons aujourd'hui dans l'ère de l'ébullition [...] Le changement climatique est déjà une réalité. Elle est accablante. Et ce n'est qu'un début ».

Il ne faut plus chercher de subterfuges ou nier l'évidence : les émissions de gaz à effet de serre causées par la consommation sans limites des ressources naturelles ont mené notre planète à l'épuisement, ce qui n'a jamais été aussi évident que cet été. Les températures extrêmes qui ont provoqué plus de 61 000 morts en Europe en 2022, la vague d'incendies sur le continent nord-américain et la côte méditerranéenne ou El Niño constituent des phénomènes habituels qui assèchent le monde, rendent les terres moins cultivables et poussent des populations à abandonner leur lieu d'origine parce que la dégradation de l'environnement en a fait des réfugiés climatiques et les a condamnées à vivre loin de chez elles. Nous, les humains, sommes les coupables des changements climatiques, et c'est pourquoi les solutions pour les arrêter ne viendront pas de la nature elle-même, que nous dégradons, mais de notre capacité à faire changer le modèle de production et d'organisation de nos sociétés.

Il est trop tard pour éviter certaines conséquences, qui sont déjà malheureusement irréversibles, mais pas pour en freiner d'autres, et empêcher que la température mondiale n'augmente de plus de 1,5 °C d'ici la fin du siècle. À cet effet, il faut de grandes transformations et

des mutations sociales et économiques, car lutter contre les changements climatiques et en prendre conscience ne constituent pas une question purement scientifique ou technocratique devant être laissée dans les mains d'experts, c'est plutôt un problème politique, social, économique, éthique, voire philosophique, qui laisse entrevoir les énormes inégalités de notre monde. Et ainsi, notre conviction que les solutions se trouvent dans une nouvelle forme de multilatéralisme plus orienté vers l'action collective est plus forte que jamais. Ces solutions doivent renforcer et contribuer à reconstruire la coopération internationale afin de fournir les ressources adéquates dans les régions et promouvoir une gouvernance inclusive et des politiques coordonnées et solidaires.

Et c'est ici, à l'ONU, que nous devons identifier les crises et avoir des positions, des actions et des engagements clairs, en faveur du bien commun. Nous devons, plus que jamais, nous souvenir des valeurs originelles de l'Organisation, qui est née sur les ruines de la guerre la plus dévastatrice de l'histoire, une Organisation au service de la paix, du dialogue et du multilatéralisme, destinée à nous préserver du fléau de la guerre.

Pourtant, la guerre est là. L'Europe s'inquiète d'un conflit qui a fini par devenir une guerre d'usure, avec des conséquences énormes sur la population civile ukrainienne. Depuis notre pays, nous condamnons énergiquement cette violation de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine. Nous avons soutenu, en outre, les déclarations de l'Assemblée générale, les positions exprimées par d'autres organismes tels que le Conseil de l'Europe, et les sanctions internationales, en particulier celles imposées par l'Union européenne.

Le Yémen, le Pakistan, l'Éthiopie, le Sahel et d'autres territoires ne font plus la une des médias, pourtant ce sont des zones de conflit gelé, dans lesquelles les populations les plus fragiles sont les principales victimes. L'Andorre contribue au soutien des plus vulnérables, notamment des femmes et des enfants, à travers des programmes de l'UNICEF et du Comité international de la Croix-Rouge et leur travail courageux sur le terrain. Durant toutes ces années, le continent africain n'a jamais cessé non plus d'être une source d'inquiétude, avec des ruptures de démocratie dans de nombreux États de l'ouest, souvent sous la menace terroriste.

Au mois de juillet passé, nous commémorons le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption du Statut de Rome, acte de naissance de la Cour pénale internationale. Cette éphéméride nous sert de puissant rappel du besoin impérieux de promouvoir la justice pour toutes les victimes de crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocides

et violations des droits humains. C'est avec cette conviction que l'Andorre a été, avec d'autres micro-États européens et la société civile, regroupés autour d'organisations non gouvernementales, une pièce maîtresse de la création de la Cour pénale internationale, et veut continuer à l'être afin de renforcer encore plus cet organisme.

Cette année, représenter mon pays au sein de l'Assemblée prend pour moi un sens plus particulier que jamais. Le 28 juillet dernier, l'Andorre fêtait le trentième anniversaire de son admission à l'ONU en tant que cent quatre-vingt-quatrième État Membre de l'Organisation. L'adoption de la Constitution andorrane en 1993 nous a permis d'obtenir la reconnaissance internationale, de faire entendre notre voix en dehors de nos frontières et de nous aligner sur le droit international. Et je me permets, dans le cadre de la commémoration de cette éphéméride si importante pour tous les citoyens et les citoyennes d'Andorre, de rappeler les paroles que le Chef du Gouvernement, Òscar Ribas Reig, avait prononcées à cette tribune il y a maintenant trois décennies sur la manière dont un pays de petite dimension territoriale comme l'Andorre peut contribuer à améliorer ce monde. Il a déclaré :

« Nous sommes un petit pays, mais nous sommes conscients de la valeur de ce qui est vrai et de ce que, dans un monde parfois démesuré, quelque chose de petit peut signifier une contribution positive d'équilibre et de convivialité. Quelles devraient être les dimensions idéales d'un État ? De toute évidence, ni l'économie ni les sciences politiques ne peuvent fournir la bonne réponse à cette question. Dans son ouvrage intitulé *Politique*, Aristote déclare que les dimensions de la *polis* doivent permettre à tout le monde de connaître le caractère des autres. Il ajoute qu'il devrait être possible d'observer la totalité du territoire du sommet d'une montagne. Andorre répond à ces critères humains et géographiques. » (A/47/PV.108, pp. 17-18).

Et c'est depuis cette perspective humaine de la valeur de ce qui est authentique, de la liberté et de ce qui vaut la peine d'être aimé et préservé, et qui nous a fait bénéficier de plus de 750 ans d'histoire de paix, que nous pouvons apporter nos connaissances et nos engagements face aux défis communs, et tout cela dans le cadre du multilatéralisme.

Dans les écoles et les espaces réservés aux enfants de la Principauté d'Andorre, se trouvent des affiches qui nous rappellent les 17 objectifs de développement durable du Programme de développement durable à l'horizon

2030, et ces affiches sont placées à la vue des adultes. C'est une métaphore de notre société, un appel des enfants aux adultes, un rappel que le temps passe et que le futur est entre nos mains. Une dernière alerte sur notre responsabilité et notre crédibilité devrait permettre d'accélérer le processus, pour aller plus loin et reformuler les structures actuelles et avancer vers une nouvelle gouvernance financière, technologique et environnementale, avec une croissance reposant sur la durabilité, la coopération et l'égalité, afin d'asseoir les bases futures pour nos enfants et nos jeunes. Le Programme 2030 est une feuille de route universelle qui achemine le futur de la planète vers des sociétés de paix durables, résistantes et intégratrices. L'engagement de l'Andorre dans l'accomplissement de ces objectifs est ferme, comme l'a démontré la présentation des deux rapports nationaux volontaires de suivi de l'application des objectifs de développement durable.

C'est pour cette raison que l'Andorre a adopté un plan stratégique national sur la mise en œuvre du Programme 2030, dans lequel est montrée l'implication du Gouvernement, des institutions et de la société andorrane dans son ensemble pour travailler au développement durable de notre planète, pour construire des sociétés plus justes et ne semer personne en route. De ce point de vue, nous reconnaissons et nous applaudissons le travail sans faille du Secrétaire général Guterres et de la présidence de l'Assemblée générale pour unir les efforts, car nous avons encore une fenêtre ouverte pour assurer un futur viable et durable pour toutes et pour tous. Et nous saluons concrètement l'organisation récente du Sommet sur les objectifs de développement durable, auquel l'Andorre a participé de façon active.

Pour atteindre ces objectifs, l'éducation est indubitablement l'un des meilleurs outils. Elle est la base du progrès, l'axe articulateur des sociétés et l'élément fondamental de la croissance personnelle et collective, en tant que garantie de l'égalité des chances, du respect, du civisme, de la démocratie et du futur. L'Andorre a pris une part active au Sommet sur la transformation de l'éducation qui a eu lieu l'an dernier, avec la conviction que nous pouvons contribuer en partageant notre expérience concernant la mise en œuvre de l'objectif 4 de développement durable pour garantir une éducation de qualité, inclusive, équitable et multilingue, et promouvoir des possibilités d'apprentissage durant toute la vie, et ce pour tous les enfants et tous les jeunes. L'Andorre accorde une importance particulière à l'éducation, ce qui nous permet de proposer une formation élémentaire d'excellence pour que des enfants et des jeunes de 65 nationalités différentes grandissent dans un contexte d'apprentissage des valeurs

fondamentales de la démocratie et des droits humains, avec un degré élevé de cohésion sociale et de diversité et un fort sentiment d'appartenance.

Avec l'éducation, l'accès à la santé est un autre pilier fondamental de toute société. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a constitué un test de résistance et de stress pour le système de santé que l'Andorre a pu surmonter, parce que nous possédons un système solide et grâce aux professionnels qui le composent, qui ont honoré leur profession en faisant un effort considérable pour sauver la population. Il faut souligner le rôle de l'Organisation mondiale de la Santé, qui cette année fête son soixante-quinzième anniversaire – 75 ans à se consacrer à la lutte contre les maladies qui menacent en permanence certains pays, contre les épidémies et les pandémies, parce qu'elles ne portent pas toutes le nom de COVID-19, et à la lutte contre les inégalités structurelles d'accès aux services de santé, physique ou mentale, subies par la population.

L'égalité des genres est un sujet d'injustice sociale historique. Nous ne pouvons évidemment pas changer le passé, mais nous pouvons agir pour avancer vers une société plus égalitaire, parce que si nous voulons obtenir la transformation nécessaire à la durabilité de la planète, nous ne pouvons pas laisser la moitié de l'humanité derrière nous. Dans ce sens, au cours des dernières années, notre pays a fait de l'égalité des genres et de la non-discrimination des valeurs essentielles et a articulé des lois pionnières et ambitieuses pour leur défense, transmises également dans les écoles. L'éducation des filles et la formation des femmes constituent une priorité interne et s'inscrivent dans le cadre de notre coopération internationale.

L'Andorre est un pays de haute montagne, particulièrement sensible aux changements climatiques, qui menacent sérieusement notre biodiversité, notre cycle hydrique, voire même, finalement, notre mode de vie. Étant donné les spécificités géographiques de notre territoire, enclavé dans les Pyrénées, nous sommes des membres très actifs du Partenariat de la montagne, et nous avons milité pour que la Déclaration d'Aspen inclue une mention spécifique sur les Pyrénées, comme cela avait déjà été fait pour d'autres régions montagneuses. Nous avons plaidé pour que la vulnérabilité particulière des régions de montagne partout dans le monde jouisse d'une attention spécifique dans les forums internationaux de lutte contre les changements climatiques. C'est une lutte qui ne peut être gagnée sans miser clairement sur la transition énergétique, un des défis mondiaux que doit également relever notre pays, et qui répond clairement à l'engagement international et national, envers nos citoyennes et nos citoyens, pour nous diriger vers la neutralité carbone.

L'adhésion de l'Andorre en tant que membre de la Coalition mondiale pour parvenir à la neutralité carbone nous permet d'apprendre et de partager des expériences avec les autres États Membres. Nous avons été pionniers dans la mise en place d'une taxe verte moyennant l'établissement d'un prix du carbone de 30 euros par tonne, qui nous permet d'avancer vers une modalité plus durable. Nous avons adopté une loi d'économie circulaire qui fixe l'année 2035 comme horizon pour atteindre un modèle de production dans lequel la plupart des déchets seront transformés en sous-produits qui seront réintroduits dans la chaîne de production, avec une mention spéciale pour la lutte contre le gaspillage des ressources, et concrètement des aliments. Nous avons mis en place également la gratuité généralisée des transports publics pour aider les familles avec moins de ressources, mais également pour limiter les trajets en véhicules particuliers.

Nous sommes un État qui cherche à s'adapter à l'Union européenne parce que, pour avancer, nous ne pouvons pas contourner cette certitude : l'interdépendance géographique et démographique de notre pays avec l'Europe est totale. L'eupéanisation des valeurs de notre société ; de notre législation, qui s'inspire fortement du droit communautaire ; ou des aspirations professionnelles de nos jeunes, qui chaque jour affrontent un marché du travail plus exigeant, sont des raisons plus que suffisantes qui nous poussent à ne pas tourner le dos à l'Europe. De la même manière, il est essentiel de continuer à travailler à la défense des valeurs du multilatéralisme, telles que les droits humains, la démocratie et l'état de droit. Elles nous ont aidés à promouvoir la paix et la sécurité sur le continent européen comme dans le reste du monde.

Nous avons soumis cette planète à des pressions considérables. Comme je le disais avant, la fenêtre est encore ouverte, mais une chose est sûre : elle peut se refermer brutalement. Nous devons profiter de l'ère de la connaissance scientifique et, dans ce sens, je voudrais mettre en relief l'importance de la science, qui nous a tant aidés à améliorer nos conditions de vie.

Aujourd'hui, nous en savons beaucoup plus sur le comportement de l'atmosphère terrestre, sur son interaction avec la terre et les océans, ainsi que sur ses effets sur les ressources hydriques et sur la survie des espèces. Le scénario à suivre ne peut pas être un monologue, mais doit être un dialogue entre tous les peuples et pour tous les peuples. C'est pour cette raison que dans notre pays, nous sommes préparés à rechercher, plus que jamais, les points de convergence nécessaires pour rétablir la confiance et raviver la solidarité, accélérer l'action menée

pour réaliser le Programme 2030 et ses objectifs de développement durable, comme je l'ai déjà annoncé, et œuvrer pour préparer au mieux le Sommet de l'avenir, qui aura lieu en 2024, en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tout le monde.

M. Pieris (Sri Lanka), Vice-Président, assume la présidence.

Après presque huit décennies d'existence, l'Organisation des Nations Unies nous permet de tirer de nombreux enseignements dans de multiples domaines, du maintien de la paix à la lutte contre les changements climatiques. Tous ces enseignements ont un point commun : les grands défis auxquels l'humanité est confrontée requièrent la participation de tous les pays et de tous les peuples, car la communauté internationale ne progresse qu'en prenant conscience de ses interdépendances et du fait qu'aucun pays n'est assez grand pour faire face seul aux défis, et que les solutions, pour être justes et durables, doivent inclure tout le monde. Il s'agit de jeter les bases solides d'un avenir où personne n'est laissé pour compte et où l'exigence de coresponsabilité est pleinement partagée.

C'est ainsi que nous, Andorranes et Andorrans, considérons que nous devons concentrer nos efforts pour atteindre les objectifs de développement durable, lutter contre les changements climatiques et fournir une éducation de qualité à tous les habitants de la planète, avec l'aide des institutions de gouvernance – en somme, toutes les aspirations de la communauté internationale qui ont résonné tout au long de l'Assemblée générale. Les Membres savent qu'ils peuvent compter sur l'engagement de l'Andorre pour continuer à progresser ensemble.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Chef du Gouvernement de la Principauté d'Andorre de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Xavier Espot Zamora, Chef du Gouvernement de la Principauté d'Andorre, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Philip Joseph Pierre, Premier Ministre et Ministre des finances, du développement économique et de l'économie de la jeunesse de Sainte-Lucie

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre et Ministre des finances, du développement économique et de l'économie de la jeunesse de Sainte-Lucie.

M. Philip Joseph Pierre, Premier Ministre et Ministre des finances, du développement économique et de l'économie de la jeunesse de Sainte-Lucie, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (parle en anglais) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Philip Joseph Pierre, Premier Ministre et Ministre des finances, du développement économique et de l'économie de la jeunesse de Sainte-Lucie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Pierre (Sainte-Lucie) (parle en anglais) : Qu'il me soit permis de me joindre aux félicitations adressées à M. Dennis Francis pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale. C'est la première fois qu'un ressortissant de son pays, la Trinité-et-Tobago, accède à cette fonction et seulement la quatrième fois qu'un représentant d'un État de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) est élu à ce poste. Je voudrais donc non seulement lui souhaiter plein succès alors qu'il préside nos délibérations, mais aussi l'assurer de la coopération respectueuse et sans réserve de Sainte-Lucie, tandis que nous œuvrons de concert pour faire progresser les intérêts collectifs de notre civilisation commune.

Nombreux sont celles d'entre nous – les petites îles marginalisées de notre globe, cernées par la montée des eaux et brûlées par la hausse des températures – qui commencent à s'interroger sur ce défilé annuel de discours fleuris et de faux-semblants de fraternité affichés au grand jour, connu sous le nom de débat général annuel de l'Assemblée générale. Nous commençons à nous interroger sur l'utilité de nous réunir ici tous les ans, alors qu'à chaque fois que la communauté internationale est invitée à prendre les mesures collectives convenues sur les questions critiques touchant les pauvres et les impuissants, les hésitations et les atermoiements se font systématiquement jour une fois que nous quittons ce bâtiment historique.

Ainsi, alors qu'il ne reste que sept ans avant l'échéance de 2030, nous sommes réunis à l'occasion de cette soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale pour discuter de l'accélération de l'action menée pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, car ses objectifs de développement durable sont en péril. Nous avons été convoqués ici pour rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale en faveur du Programme 2030, alors que la confiance et l'espoir constituent la devise dévaluée du dialogue mondial. Malgré tous nos efforts pour maintenir la foi et la croyance dans les principes de l'engagement mondial, la totalité de notre expérience depuis que nous avons accédé à l'indépendance a été marquée par des attentes déçues et une frustration institutionnelle.

Dans les années 90, nous n'avons rien pu faire lorsque des pays puissants ont utilisé l'Organisation mondiale du commerce pour démanteler les accords de commercialisation des bananes de Sainte-Lucie en

Europe, plongeant des centaines de nos agriculteurs dans la pauvreté, tandis que ces pays déjà riches accordaient d'énormes subventions à leurs propres agriculteurs. Lorsque certains pays des Caraïbes ont développé avec succès leurs industries de services financiers, nous avons été mis sur liste noire et sur liste grise, tels des pestiférés et des indésirables sur la scène internationale. Cependant, la guerre entre la Russie et l'Ukraine a clairement mis en évidence les capitales métropolitaines qui sont les véritables paradis fiscaux et qui constituent les véritables filières d'acheminement de l'argent illicite. Aujourd'hui, nos programmes d'octroi de citoyenneté par investissement, que nous poursuivons avec succès depuis des décennies, sont mis à mal, alors que les programmes de passeports et de visas dorés de certains membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques ne sont ni remis en question, ni visés, ni inquiétés. Nous restons néanmoins déterminés à préserver la transparence de nos programmes, alors même que nous renforçons notre régime de diligence raisonnable.

Sainte-Lucie est venue à cette soixante-dix-huitième session pour dire que les relations entre les pays développés et les pays en développement doivent être empreintes de justice, et que nous ne sommes plus disposés à participer à ce défilé annuel uniquement pour exprimer notre soutien à tel ou tel conflit mondial ou pour condamner celui qui, d'une année à l'autre, est le nouvel ennemi mondial. Le programme d'action mondial des nations puissantes, quelles qu'elles soient, n'est en rien plus important que le nôtre, et nous insistons pour que nos préoccupations légitimes soient entendues et suivies d'effet.

Les populations des Caraïbes et de Sainte-Lucie ont été désignées par l'Union africaine comme faisant partie de sa sixième région, qui comprend les personnes d'origine africaine résidant en dehors du continent. Nous nous sentons obligés de demander justice, sous la forme de réparations, pour les crimes contre l'humanité qui ont arraché nos ancêtres à leur patrie africaine et les ont réduits en esclavage sur les terres des Amériques. Il faut saluer le fait que, depuis une quinzaine d'années, l'Organisation des Nations Unies célèbre, le 23 août, la Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition. Il convient également de féliciter l'ONU d'avoir proclamé la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, qui s'achève en 2024, et nous attendons avec impatience la proclamation d'une deuxième décennie.

Toutefois, il est temps que la question des réparations pour la traite transatlantique des esclaves et l'esclavage pratiqué dans les Amériques occupe une place plus centrale dans le programme d'action mondial et les travaux de l'ONU, et qu'elle ne soit pas seulement évoquée à voix basse dans

les couloirs et en coulisse. Ce sont les 400 ans de colonialisme et d'esclavage des Africains qui ont rendu aujourd'hui nécessaire l'adoption de mesures visant à atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies. Le Secrétaire général l'a clairement indiqué dans le message qu'il a adressé cette année à l'occasion de la Journée internationale de la commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves :

« Il existe un lien direct entre l'exploitation coloniale d'alors et les inégalités économiques et sociales d'aujourd'hui » (A/77/PV.63, p. 2).

Ainsi, par réparation de l'esclavage, il faut comprendre que les pays qui ont tiré profit pendant 400 ans d'une main-d'œuvre gratuite réduite en esclavage et qui se sont développés grâce à celle-ci doivent aujourd'hui en payer le prix. Nous exhortons l'ONU à faire de ce principe un élément central de ses travaux dans les années à venir, en définissant des objectifs, des échéances et des programmes d'action.

Nous ne pouvons pas non plus parler d'une accélération de l'action en faveur des objectifs de développement durable pour les pays en développement, les pays développés ne se penchant pas sur les problèmes climatiques auxquels sont confrontés les pays en développement avec le sentiment d'urgence et d'importance qu'ils méritent. Ces problèmes n'ont pas seulement une incidence négative sur notre croissance économique, ils menacent également notre existence même. Pourtant, les pays développés se comportent comme s'ils n'avaient rien à se reprocher et n'étaient pas tenus de verser des réparations et des compensations pour les dommages qu'ils ont infligés à notre planète. N'ont-ils pas compris que les changements climatiques menacent non seulement l'existence des petits États insulaires, mais aussi la survie de l'ensemble des pays, aujourd'hui et non pas demain ?

Dans deux mois environ, nous nous rendrons à une autre conférence sur les changements climatiques, la vingt-huitième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 28), qui se tiendra à Dubaï. Nous nous y rendrons dans le contexte des événements météorologiques extrêmes et extraordinaires actuels qui démontrent avec force la gravité de la crise climatique. Au nom du peuple et du Gouvernement saint-luciens, j'adresse mes sincères condoléances aux peuples et au Gouvernement du Royaume du Maroc, ainsi qu'au Gouvernement libyen et à ceux des autres pays qui ont récemment subi les ravages évidents des changements climatiques. Les nouvelles manifestations de la crise nous signalent que l'objectif de « 1,5 °C pour rester en vie » est désormais très menacé.

On dit que l'empereur romain Néron jouait pendant que Rome brûlait. Nous ne pouvons pas continuer à nous comporter comme Néron, à parler pendant que la planète brûle littéralement et parfois se noie. Pour que la COP 28 soit porteuse de transformation et non une nouvelle conférence décevante, à la manière de Néron, elle doit élaborer un plan d'action climatique mondial ambitieux à l'horizon 2030 afin de répondre à la nécessité d'une justice climatique pour les pays en développement tels que Sainte-Lucie.

Toutefois, cela étant dit, nous souhaitons réaffirmer que ce dont nous avons absolument besoin, c'est d'une réforme complète du système financier mondial pour que le financement du développement soit réellement axé sur le développement et que le financement climatique soit véritablement équitable. Comme cela a été relevé tant de fois auparavant et dans tant d'organisations différentes par tant de petits États insulaires en développement, les négociations et les accords d'aide au développement en faveur de ces États doivent tenir compte de leurs vulnérabilités particulières.

En conséquence, l'adoption d'un indice de vulnérabilité multidimensionnelle concernant les petits États insulaires en développement, en vue de remplacer le revenu national brut par habitant comme mesure principale pour le financement à des conditions concessionnelles, est une disposition qui nécessite certainement une action accélérée. Une autre mesure à prendre en compte est l'ajustement de la durée du relèvement, proposé par la Banque de développement des Caraïbes, qui évalue la capacité de résilience interne d'un pays après un choc ou une catastrophe naturelle. Il est plus que temps pour les banques multilatérales de développement et les institutions financières internationales d'entreprendre ces réformes.

Cependant, la réforme financière mondiale doit être globale et radicale, comme l'indiquent deux propositions faites récemment et que je recommande à cet organe et aux institutions financières internationales. La première est l'Initiative de Bridgetown, présentée l'année dernière par ma collègue de la CARICOM, la Première Ministre de la Barbade, Mia Mottley, qui plaide en faveur de mécanismes de financement résilients qui s'attaqueront à la fois à la crise climatique et à la crise du développement auxquelles sont confrontés les pays en développement. La seconde est le plan de relance des objectifs de développement durable du Secrétaire général, présenté en février. Les deux propositions sont un appel à l'action immédiate et offrent une voie pratique vers le développement durable et la justice climatique. Les idées visant la réforme de l'architecture financière internationale ne manquent donc pas ; il y a tout simplement une absence de bonne volonté.

Dans la déclaration publiée en 2015 dans le cadre de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, il est indiqué qu'« il ne peut y avoir de développement durable sans paix ni de paix sans développement durable. » (*résolution 70/1, p. 2*). Aujourd'hui, huit ans plus tard, nous vivons dans un monde sans paix alors que les objectifs de développement durable sont menacés. Comment rétablir la confiance et la solidarité mondiale pour le développement durable alors que la guerre injustifiée que la Russie mène en Ukraine fait rage, avec ses dommages économiques collatéraux pour d'autres pays dans le monde, y compris l'inflation galopante, en particulier sur les prix des aliments, les coûts élevés du pétrole et la pénurie de denrées alimentaires ?

Si l'on veut rétablir la confiance et la solidarité mondiale en faveur du développement durable, il faut immédiatement lever l'embargo économique injuste, unilatéral et inhumain imposé au peuple cubain. Les sanctions injustifiées et cruelles prises contre le Gouvernement et le peuple vénézuéliens doivent cesser.

Le peuple palestinien doit avoir son propre État à côté d'Israël, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU. Le peuple de la République de Chine à Taiwan doit pouvoir continuer à jouir de son droit à l'autodétermination et à exercer ses libertés démocratiques sans que son autonomie soit menacée et en ayant sa place dans les instances internationales.

Il faut mettre fin aux conflits en Afrique et à toutes les formes, anciennes ou nouvelles, d'exploitation néocoloniale des ressources du continent, afin que les peuples d'Afrique puissent bénéficier pleinement des richesses de leurs terres et d'une plus grande unité entre les nations de ce continent.

Dans notre région des Caraïbes, les États membres de la CARICOM restent gravement préoccupés par l'aggravation des crises politique, sociale, humanitaire et sécuritaire qui touchent Haïti, État frère et membre de cette organisation. Haïti a besoin du soutien urgent et fiable de la communauté internationale. Jusqu'à présent, les réactions ont été décevantes. Les efforts déployés par l'ONU il y a quelques mois pour réunir 780 millions de dollars à des fins humanitaires n'ont donné lieu qu'à de faibles promesses. La nécessité d'une assistance solide en matière de sécurité pour lutter contre les bandes armées meurtrières est évidente, mais la décision de mettre cette assistance en place est en train de se perdre dans les méandres du Conseil de sécurité. La CARICOM espère que la mise en place de la force multinationale sera pleinement approuvée par le Conseil de sécurité, comme preuve de l'engagement de la communauté internationale à soutenir le rétablissement de l'ordre public et l'amélioration des conditions humanitaires du peuple haïtien.

La CARICOM se félicite de la volonté du Gouvernement kényan de diriger une telle force multinationale. Les États membres de la Communauté des Caraïbes fourniront également du personnel. La Communauté poursuivra également ses efforts de bons offices par l'intermédiaire de son groupe de personnalités éminentes afin d'aider les parties prenantes haïtiennes à trouver une solution à la crise politique – une nécessité cruciale pour ouvrir la voie à un avenir meilleur pour le peuple de Haïti. J'invite les différentes parties prenantes haïtiennes à coopérer avec la CARICOM pour trouver un compromis politique dans l'intérêt du peuple haïtien et en l'honneur de ses ancêtres héroïques et légendaires, qu'il vénère tant pour avoir osé briser les chaînes de l'esclavage il y a 200 ans et apporté la liberté au peuple noir des Caraïbes.

L'immoralité de la souffrance, de la destruction et de la mort que ces conflits entraînent dans le monde n'est pas la seule raison de nos appels à y mettre fin. Cette immoralité n'a d'égale que l'absurdité des dépenses en armes qui soutiennent ces guerres et empêchent la paix. Une telle situation devrait tous nous préoccuper.

Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre, qui s'est élevé à des milliards de dollars en 2022, préoccupe tout autant les États comme Sainte-Lucie. Non seulement ces armes et armes légères alimentent des conflits de moindre importance dans le monde entier, mais les armes légères illégales facilitent les activités criminelles à Sainte-Lucie et dans d'autres États membres de la CARICOM. Les armes à feu illégales ont été à l'origine de 70 % des homicides commis dans la Communauté des Caraïbes en 2022 ; et à Sainte-Lucie, la majorité des homicides sont liés à des armes à feu et impliquent des jeunes, à la fois comme victimes et comme auteurs.

Pourtant, ni Sainte-Lucie ni les autres États membres de la CARICOM ne fabriquent d'armes de petit calibre, d'armes légères ou de munitions. Ces armes et munitions viennent de nos voisins continentaux au nord et au sud des Caraïbes. C'est pourquoi Sainte-Lucie continue de soutenir fermement les instruments internationaux visant à prévenir et à arrêter la circulation illicite des armes légères et de petit calibre. Je me félicite de l'annonce faite par l'Administration des États-Unis au début de l'année, selon laquelle elle fournira une assistance technique et un soutien pour lutter contre la contrebande d'armes illégales dans les Caraïbes et pour régler les affaires liées aux armes à feu. Rappelons que la cible 16.4 des objectifs de développement durable vise à réduire nettement le trafic d'armes.

Il existe toutefois un espoir de solidarité mondiale. En juin, la Conférence intergouvernementale sur la

biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale a adopté le Traité sur la haute mer, qui fait date. Pour Sainte-Lucie, petit État insulaire en développement, la protection des océans est un impératif, car les océans et leurs ressources n'appartiennent pas à un pays, mais sont le patrimoine de l'humanité tout entière. Mon pays a signé le Traité cette semaine et s'apprête à le ratifier dans les plus brefs délais.

Je salue l'ouverture du Bureau des Nations Unies pour la jeunesse. Comme je l'ai indiqué dans mon allocution de l'année dernière (voir A/77/PV.10), l'importance que l'ONU accorde à la jeunesse est en conformité avec la politique de mon gouvernement qui donne la priorité aux affaires de la jeunesse par la création d'une économie de la jeunesse, dans laquelle les jeunes, avec l'aide de l'État, peuvent transformer leurs talents, leurs compétences et leurs loisirs en entreprises qui fourniront un emploi indépendant durable. Il me plaît par conséquent d'annoncer que notre économie de la jeunesse a été officiellement lancée en mars et qu'elle a été accueillie avec enthousiasme et succès. À ce jour, environ 300 jeunes de Sainte-Lucie ont bénéficié d'un financement et d'une formation de la part du Gouvernement pour les aider à créer ou à soutenir leur entreprise, et ce nombre ne cesse d'augmenter. Une fois de plus, j'invite la communauté internationale à collaborer avec mon pays dans le cadre de relations et projets mutuellement bénéfiques visant à promouvoir l'économie de la jeunesse. Grâce à celle-ci, nous réalisons un objectif de développement durable et, avec la politique de mon gouvernement qui consiste à donner la priorité aux personnes, nous nous penchons sur les autres objectifs.

Après les destructions et les ruines causées par les guerres mondiales et la guerre froide du XX^e siècle, on aurait pu penser que le début du XXI^e siècle marquerait l'avènement d'une nouvelle ère de solidarité planétaire. Ce n'est pas le cas.

Pour terminer, je pose les questions suivantes, auxquelles nous devons tous apporter des réponses urgentes, car le sort du Programme 2030 en dépend. Existe-t-il une volonté politique et un engagement pour détourner les ressources financières des activités destructrices telles que les guerres et autres conflits ? Existe-t-il une volonté politique de consacrer ces ressources financières à l'action productive que constitue la réaction à la crise climatique ? Existe-t-il une volonté politique d'utiliser ces milliers de milliards de dollars pour mettre fin à la famine et au sous-développement dans le monde et assurer la justice des réparations ? Existe-t-il une volonté politique de donner la priorité aux personnes et non aux armes ? Existe-t-il une volonté politique de développer la confiance et de construire une paix durable qui ravivera

nos objectifs de développement durable et conduira à la prospérité, au progrès et à la durabilité pour tous ? Pour notre bien à tous et celui des générations futures, nous devons trouver cette volonté politique.

Je voudrais déclarer, pour citer Derek Walcott, lauréat du prix Nobel né à Sainte-Lucie, que « l'espoir n'est pas une chose à différer, mais un phénomène à poursuivre avec toute la passion affamée de notre existence ».

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre et Ministre des finances, du développement économique et de l'économie de la jeunesse de Sainte-Lucie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Philip Joseph Pierre, Premier Ministre et Ministre des finances, du développement économique et de l'économie de la jeunesse de Sainte-Lucie, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Sitiveni Ligamamada Rabuka, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, des changements climatiques et de l'environnement, de la fonction publique, de l'information et des entreprises publiques de la République des Fidji

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, des changements climatiques et de l'environnement, de la fonction publique, de l'information et des entreprises publiques de la République des Fidji.

M. Sitiveni Ligamamada Rabuka, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, des changements climatiques et de l'environnement, de la fonction publique, de l'information et des entreprises publiques de la République des Fidji, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (parle en anglais) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Sitiveni Ligamamada Rabuka, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, des changements climatiques et de l'environnement, de la fonction publique, de l'information et des entreprises publiques de la République des Fidji, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Rabuka (Fidji) (parle en anglais) : Le monde que j'observe aujourd'hui est plein de douleur et de méfiance, de mysticisme, de cynisme et d'apathie. Il existe des crises complexes et intriquées qui ont été créées par nos propres ambitions égocentriques. La rivalité géopolitique croissante

contribue à l'escalade des tensions dans le monde, au lieu de tirer parti de la détermination multilatérale pour surmonter les nombreuses crises qui nous menacent.

Nous vivons aujourd'hui dans un monde imprévisible. Nous devons agir pour survivre à cette période à tout le moins intéressante. Notre effort collectif est nécessaire pour relever les énormes défis et réduire les risques découlant de l'environnement imprévisible dans lequel nous vivons aujourd'hui, non seulement comme nations souveraines, mais aussi en tant qu'humanité tout entière. Au lieu de tirer parti de la coopération mondiale pour relever nos défis communs et éliminer les risques qui en résultent, les rivalités géopolitiques croissantes exacerbent ces tensions.

Le Pacifique bleu est au centre de tensions géopolitiques. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la paix est enfin revenue dans le Pacifique, mais aujourd'hui, nous voyons une nouvelle concurrence géopolitique avec une montée en puissance similaire mais complexe. Pour le Pacifique, les changements climatiques sont considérés comme une menace pour la paix, la sécurité et notre existence même. La réalité est qu'aucun pays n'est à l'abri des effets des changements climatiques et qu'aucun pays ne peut y faire face seul. Alors que nous nous mobilisons pour lutter contre ces effets et régler les problèmes y relatifs, nous devons en même temps nous rassembler pour partager notre richesse commune. C'est la seule façon de garantir que personne n'est laissé de côté.

Dans le Pacifique, nous subissons directement les conséquences des changements climatiques sur nos côtes, nos communautés, nos moyens de subsistance, notre sécurité et, en fait, notre identité et notre statut d'État. En outre, les petits États insulaires en développement ont du mal à résister aux chocs venant de l'offre mondiale, et la montée en flèche de leur niveau d'endettement freine les progrès dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Le fossé des inégalités continue de se creuser,

Cette année marque l'examen à mi-parcours de la réalisation des objectifs de développement durable. En début de semaine, les conclusions du Sommet sur les objectifs de développement durable ont lancé un appel à l'action. Il s'agissait d'un appel au rassemblement. Les objectifs de développement durable sont maintenant en danger. Cette situation requiert des actions audacieuses, ambitieuses et accélérées. À cet égard, les Fidji sont résolues à soutenir le rapport du Secrétaire général intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982) en vue d'accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable, et continueront à le soutenir.

Nous saluons et appuyons pleinement l'initiative prise par le Secrétaire général de convoquer le Sommet de l'avenir l'année prochaine. Il s'agira d'une occasion capitale de tirer parti de la coopération mondiale et de relever des défis cruciaux d'ici à 2030. Dans le cadre de notre engagement à réaliser le Programme 2030, nous avons présenté notre deuxième examen national volontaire sur les objectifs de développement durable en juillet. Cet examen montre clairement que nous sommes à un moment décisif. Il ne nous reste que sept ans. À cet égard, nous soulignons la nécessité de mettre en place des partenariats plus solides et plus robustes pour répondre à l'appel à l'action.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) s'est ajoutée aux effets des récentes catastrophes naturelles et a aggravé le fardeau qui pèse sur tous les secteurs de l'économie fidjienne. Nous avons connu un ralentissement économique important, car le tourisme, l'épine dorsale de notre économie, s'est pratiquement arrêté. Notre économie est désormais sur la voie de la reprise, sous l'impulsion du secteur du tourisme, qui a retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie,

Les difficultés auxquelles nous nous heurtons sont toutes liées les unes aux autres. Elles doivent être surmontées par des réponses intégrées dans le cadre d'un multilatéralisme efficace. La coopération et la solidarité internationales sont absolument nécessaires pour la protection de nos intérêts collectifs par un engagement ciblé. La paix et la sécurité sont essentielles au développement durable. Les Fidji continueront à défendre la paix et la sécurité dans le monde, comme elles le font depuis quatre décennies et demie. Je suis fier d'être ici, après avoir commandé deux de nos bataillons de maintien de la paix. Actuellement, nos soldates et soldats de la paix participent à six missions de l'ONU, contribuant ainsi à la recherche de la paix.

Nous sommes attachés au Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général, qui présente une vision des efforts multilatéraux fondés sur le droit international pour un monde en transition. Le Nouvel Agenda pour la paix fait écho et est conforme à la Déclaration de Boe sur la sécurité régionale, publiée par les dirigeants du Forum des îles du Pacifique, qui a déclaré le Pacifique région de paix. Ce concept de paix est le fondement de notre avenir. Je crois qu'il est temps de considérer le Pacifique comme une zone de paix. Nous avons discuté de ce concept au niveau régional, et je suis convaincu qu'il s'agira de la contribution du Pacifique bleu à l'ordre mondial – la zone de paix.

Le Pacifique bleu est le plus grand océan du monde. Il s'agit également d'un important puits de carbone. Il importe donc que l'humanité soit protégée et

gérée de manière durable. Les grands États océaniques du Pacifique sont guidés par la Stratégie pour le continent du Pacifique bleu à l'horizon 2050 pour relever les défis et tirer parti des actions collectives afin de créer un avenir prospère et durable pour nos peuples.

L'année en cours marque le soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En cette année, je célèbre moi aussi mon soixante-quinzième anniversaire. Nous nous engageons à respecter notre obligation de mettre en œuvre les conventions et pactes relatifs aux droits de l'homme découlant de la Déclaration universelle. Il m'est également agréable de confirmer que le Gouvernement que je dirige s'est engagé à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du Travail relative aux peuples indigènes et tribaux. Nous nous joignons à la communauté internationale pour soutenir la mise en œuvre des droits et des aspirations des peuples autochtones.

Le Sommet sur l'ambition climatique, qui s'est tenu en début de semaine, a appelé à un engagement renforcé en faveur de l'action climatique. Nous devons nous engager non seulement à réduire les émissions, mais aussi à soutenir les communautés vulnérables et à favoriser la résilience climatique. Nous attendons avec intérêt la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et en particulier le parachèvement des modalités du fonds pour les pertes et les préjudices. Nous gardons l'espoir que les engagements d'atteindre l'objectif de 100 milliards de dollars pour le financement de l'action climatique seront tenus cette année. Le financement de l'action climatique est inaccessible, en particulier pour les petits États insulaires en développement. Par conséquent, il est urgent de réformer l'architecture financière mondiale si l'on veut atteindre les objectifs visés.

Les Fidji se félicitent de l'annonce faite en début de semaine par le Président Biden, qui s'est engagé à contribuer à hauteur de 11 milliards de dollars par an au financement international de l'action climatique, afin d'aider les pays à faible revenu à atteindre leurs objectifs en la matière. Je salue également le rôle moteur joué par les États-Unis dans la réforme de la Banque mondiale, menée dans le but d'aider les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire à accéder au financement.

Bien que l'examen à mi-parcours du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) reconnaisse certains progrès dans la mise en œuvre, le

rythme de celle-ci peut encore être amélioré. Aux Fidji, nous continuons à renforcer notre approche de la réduction des risques de catastrophe en construisant des infrastructures résistantes, en renforçant les systèmes d'alerte précoce, en améliorant la préparation des communautés et les capacités de lutte contre les catastrophes et en promouvant des approches basées sur les écosystèmes. Les Fidji continueront à déployer des secours humanitaires et de relèvement dans les pays voisins, notamment en cas de feux de brousse, de cyclones tropicaux violents, de tremblements de terre et de tsunamis. Nous mettons également en place des stratégies d'adaptation à la mobilité climatique. À ce jour, nous avons relogé six communautés côtières sur les 42 identifiées pour un changement urgent de lieu de résidence.

En tant que partie à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, les Fidji continuent de reconnaître l'importance de la conservation des océans ainsi que de leur utilisation et de leur gestion durables. En début de semaine, je me suis joint à d'autres dirigeants pour signer l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, avec l'intention de le ratifier dès que possible. Il me plaît d'annoncer que mon pays va ratifier l'Accord sur les subventions à la pêche de l'Organisation mondiale du commerce, après son approbation par le Parlement fidjien la semaine dernière. Pour lutter contre la pollution plastique, nous participons activement aux négociations portant sur le nouveau traité. Nous exhortons les pays à arrêter la version définitive du traité d'ici à 2024, avant qu'il ne soit trop tard.

Pour les petits États insulaires en développement, le triple fardeau des maladies non transmissibles, de la santé mentale et de l'urgence climatique met à rude épreuve nos infrastructures et nos ressources dans le secteur de la santé. Le financement de la santé, les infrastructures, la gestion de la chaîne d'approvisionnement en médicaments, en articles médicaux consommables et en matériel médical, la rétention et le déploiement du personnel et le développement revêtent la plus haute importance pour les Fidji et les autres petits États insulaires en développement. Le Fonds de contributions volontaires pour la santé en faveur des petits États insulaires en développement de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), créé cette année, répondra aux besoins en matière de renforcement des capacités techniques de ces pays. Nous encourageons les partenaires de développement à verser des contributions à ce Fonds. De plus, les Fidji appuient l'accord mondial de l'OMS relatif à la prévention des pandémies qui est en cours de négociation. L'équité doit être au centre de nos interventions sanitaires à l'échelle mondiale.

Nous nous félicitons des progrès réalisés jusqu'à présent en ce qui concerne l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle visant à améliorer l'accès au crédit grâce à des financements à des conditions favorables et à des mesures d'allègement de la dette. Pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les institutions de financement du développement doivent se doter d'un nouveau cadre adapté et pertinent pour répondre aux besoins des petits États insulaires en développement.

Le peuple fidjien, au nom duquel je prends la parole devant l'Assemblée, m'a confié la responsabilité de diriger notre grand État océanique. Je ne peux pas le décevoir. Nous avons besoin de partenariats sincères et viables qui garantissent notre sécurité collective, notre capacité à promouvoir la prospérité économique et la préservation de nos ressources.

Il est temps de dire les choses telles qu'elles sont. Il est temps de faire preuve d'audace, d'être francs et de faire le nécessaire pour notre survie. Nous voulons un avenir où la solidarité internationale et le bien-être collectif de l'humanité sont l'objectif ultime. Alors que nous sommes confrontés à des crises multiformes qui menacent notre existence même, nous devons faire preuve de détermination et puiser dans nos réserves inexploitées de courage et de résilience, au plus profond de nous-mêmes. Nous avons tous et toutes le pouvoir d'être le moteur du changement dont nous avons besoin. Je suis convaincu qu'ensemble, nous y parviendrons.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, des changements climatiques et de l'environnement, de la fonction publique, de l'information et des entreprises publiques de la République des Fidji de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Sitiveni Ligamamada Rabuka, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, des changements climatiques et de l'environnement, de la fonction publique, de l'information et des entreprises publiques de la République des Fidji, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des communications et des médias et Ministre des cultes du Grand-Duché de Luxembourg

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des communications et des médias et Ministre des cultes du Grand-Duché de Luxembourg.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des communications et des médias et Ministre des cultes du Grand-Duché de Luxembourg, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des communications et des médias et Ministre des cultes du Grand-Duché de Luxembourg, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Xavier Bettel : La session et notre débat ont été placés sous le thème : « Rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale ». C'est à juste titre que le Président appelle l'Assemblée à accélérer l'action menée pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses objectifs de développement durable en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tout le monde. Il nous appelle à rebâtir la paix et la sécurité internationales, à faire preuve de leadership dans la lutte contre les changements climatiques, et à soutenir les efforts visant à promouvoir et garantir la pleine jouissance des droits humains aussi pour tous. Ses priorités sont aussi nos priorités ; nous pouvons les signer dès demain.

Pour répondre aux menaces globales, de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine au dérèglement climatique, de la pauvreté aux pandémies, nous devons agir. Nous ne pouvons rester sans rien faire. Nous devons agir ensemble, en tant que nations véritablement unies. Et en fait, ce qui importe à cette tribune, c'est de se poser la question : qu'est-ce que ça veut dire d'être uni ? Car, j'ai l'impression que chacun a sa définition de ce que cela veut dire, être uni, de nos jours. La première chose, ce serait de pouvoir en fait compter l'un sur l'autre. Une organisation de nations unies, c'est de savoir qu'il y a des plus grands, des plus petits, et que les uns sont là pour soutenir les autres.

Je viens d'un pays qui n'est pas le plus grand par sa taille, mais qui a toujours cru que l'union, le fait de vouloir faire quelque chose avec quelqu'un d'autre le rendait en fait plus grand, le rendait plus fort. Nous sommes un membre fondateur de cette institution qu'est l'ONU, un membre fondateur de l'Union européenne, de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, de l'Organisation de coopération et de développement économiques et du Conseil de l'Europe, et nous avons toujours cru dans l'ordre international et dans le fait de vouloir mettre les choses ensemble et de construire quelque chose ensemble. En tant qu'Européens, nous nous engageons au quotidien pour défendre les principes ancrés dans la Charte des Nations Unies et justement, renforcer le multilatéralisme, alors que la plupart des

gens pensent que la solution aux problèmes d'aujourd'hui est de construire des murs et de couper les relations. Je fais partie de ceux qui sont convaincus que le fait de vouloir construire des ponts est la solution.

Alors, je voudrais tout d'abord parler de l'aide du Luxembourg au développement durable. Nous avons le Sommet sur les objectifs de développement durable qui s'est tenu ici il y a quelques jours, qui nous a rappelé l'urgence de redoubler d'efforts si nous voulons atteindre ces objectifs d'ici à 2030. Nous avons vu les effets dévastateurs de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de la guerre menée par la Russie. Et tout cela entraîne une détérioration des indicateurs de pauvreté dans beaucoup de pays en développement.

Le Luxembourg est déterminé à continuer cette solidarité avec les autres. Nous consacrons depuis plusieurs années 1 % de notre revenu national brut à l'aide publique au développement. Notre appui se concentre sur les pays les moins avancés et les secteurs sociaux de base. Je dois dire, et on le voit dans beaucoup de pays européens, que l'un des premiers budgets que l'on coupe quand on arrive au pouvoir est celui de la coopération, car c'est vrai qu'il n'est pas très populaire de dire que l'on va aider quelqu'un à l'autre bout du monde, alors que certains populistes vous diront qu'on a des problèmes chez soi. C'est ne pas réaliser que les problèmes que nous avons chez nous, ce sont des problèmes de luxe dans la plupart des pays du monde, et que les autres problèmes qu'ils peuvent avoir, ce sont des problèmes de survie, alors que la plupart du temps chez nous, ce sont des choses dont on pourrait de temps en temps se passer. Je le pense sérieusement.

Nous avons eu aussi l'honneur de préparer avec l'Afrique du Sud le dialogue de haut niveau sur le financement du développement qui s'est tenu le 20 septembre. Ce dialogue a permis d'identifier des pistes pour combler le déficit de financement des objectifs de développement durable. En partenariat avec les institutions financières internationales et le secteur privé, il s'agit aujourd'hui de mobiliser les ressources dont les pays en développement ont besoin pour sortir de l'endettement et assurer le financement.

Notre action climatique n'est pas non plus populaire aujourd'hui, car dès qu'on prend des mesures qui changent le quotidien de chacun, ce n'est jamais populaire. On le sait, les gens n'aiment pas entendre parler de changement. Mais nous serons jugés par les générations futures si nous ne prenons pas nos responsabilités aujourd'hui. Alors, il faut peut-être prendre des mesures impopulaires aujourd'hui si nous voulons leur garder une

qualité de vie telle que nous, nous l'aimons ; nous devons en être conscients. Par ailleurs, il y a ceux qui ne croient pas au dérèglement climatique, et j'ai déjà écouté des politiques à cette tribune qui doutaient presque de l'existence des changements climatiques.

Je ne sais pas comment c'est dans les autres pays, mais chez nous, nous avons eu des tornades, nous avons eu des inondations, des choses qu'on ne connaissait pas auparavant. Ce que l'on regardait à la télé avant en se disant : « Ça se passe à l'autre bout du monde », ça arrive chez nous. Et ce n'est rien par rapport à certains collègues ici dans cette salle, chefs d'État et chefs de gouvernement, qui ne savent pas si leur pays va résister et exister encore à long terme. Imaginons-nous, ressortissants d'un pays, à nous dire que notre pays risque de disparaître par la fonte des icebergs, la fonte des glaces. Pensons-y. Que construire pour l'avenir ? Comment lutter contre ça ?

Nous partageons donc l'engagement du Secrétaire général et avons souscrit à l'Accord de Paris – j'avais la chance d'être Premier Ministre déjà en 2015. Il est important de continuer en ce sens. Nous allons aussi appuyer les négociations à la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en vue d'établir un nouveau fonds pour les pertes et les préjudices afin d'aider les pays qui sont les plus vulnérables. Nous renforçons aussi notre financement climatique international, qui vient s'ajouter à notre aide publique au développement. Notre gouvernement vient justement de décider d'augmenter la contribution du Luxembourg au Fonds vert pour le climat de 25 % pour la période 2024-2027.

Nous travaillons aussi en étroite coopération avec la Banque européenne d'investissement dans le domaine de la finance durable. La place financière du Luxembourg, en particulier la Bourse de Luxembourg, a aussi émis les premiers *green bonds* (obligations vertes), et nous avons ici la mobilisation de capitaux privés. Pas plus tard qu'hier, nous avons reçu dans notre ambassade nos collègues du Cap-Vert et du Rwanda, et avons pu ensemble démontrer que l'on peut joindre le privé et le public si l'on veut résoudre les problèmes ensemble. Le pouvoir public n'y arrivera pas tout seul. Nous sommes dans l'obligation, si on veut le faire, de mêler aussi le secteur privé et de le faire participer. Ceux qui ne le savent pas encore sont les bienvenus au Grand-Duché de Luxembourg pour venir visiter notre pays et voir les possibilités qui existent pour joindre le privé au public et voir comment on peut avancer sur cette question.

(l'orateur poursuit en anglais)

Je viens d'écouter l'orateur qui m'a précédé parler des droits humains. Je suis sûr que si nous demandions à tous les représentants ici présents ce que les droits humains signifient pour eux, nous constaterions à notre grande honte qu'en 2023, les droits humains dépendent toujours de l'endroit où l'on est né. Ils dépendent de notre religion. Ils dépendent de si l'on est une fille ou un garçon. Ils dépendent de notre orientation sexuelle. Il est honteux de savoir qu'aujourd'hui, en 2023, les droits humains diffèrent toujours d'une personne à une autre selon l'endroit où elle est née. Et il ne s'agit pas seulement des droits humains. Il s'agit également des droits civils, des droits économiques, du droit à l'éducation, du droit à la différence, du droit à la diversité, des droits des femmes, du droit de choisir pour soi-même plutôt que de voir sa conduite dictée par quelqu'un d'autre qui prétend être mieux placé pour savoir ce qui est bon pour soi. Telle est la réalité qui prévaut toujours en 2023, lorsque nous parlons des droits humains universels et de l'Organisation des Nations Unies. Non, s'agissant des droits humains, nous ne sommes pas unis. La définition des droits humains dépend encore aujourd'hui de l'endroit où l'on est né, et je peux affirmer que cela n'est pas notre plus grande réussite.

Malgré tout, nous célébrons cette année les 75 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Pour nous, la défense des droits des femmes et des enfants restera une priorité. Nous sommes également fiers d'avoir porté l'initiative qui a abouti à la création d'une institution chargée de la question des personnes portées disparues en Syrie.

Nous devons lutter contre l'intolérance, et j'appelle chacun et chacune à se montrer intolérants face à l'intolérance. Est-il normal qu'aujourd'hui encore, certains partis politiques tentent par exemple d'expliquer que la Seconde Guerre mondiale n'a pas été une période si terrible que cela ? Il suffit d'aller à Auschwitz, où des millions de Juifs ont été tués, pour voir ce qui s'est passé. Ils ont été tués parce qu'ils étaient juifs. Parce qu'ils étaient tziganes, homosexuels ou de gauche. Là-bas, on verra des milliers et des milliers de valises. On verra des béquilles. On verra des cheveux. On verra des lunettes. Et les gens n'étaient qu'un numéro. Voilà ce qui s'est passé sur mon continent, et aujourd'hui encore, certains pensent qu'il ne s'agit que d'une partie négligeable de notre histoire.

Je pensais que nous aurions tiré les leçons de l'histoire, puis je vois ce qui s'est passé après la Seconde Guerre mondiale. Nous voyons qu'aujourd'hui, le fait d'être gay, lesbienne ou transgenre est toujours passible de la peine de mort. Je suis moi-même homosexuel ; ce n'est pas un choix. Je ne me suis pas réveillé ce matin en me demandant pourquoi j'étais gay. Le plus difficile a été de m'accepter. Les gens doivent comprendre qu'être

homosexuel n'est pas un choix. En revanche, être homophobe l'est, et nous devons lutter contre les personnes qui n'acceptent pas la diversité dans nos pays.

Je pourrais continuer à citer toutes les épithètes sur les religions, sur l'antisémitisme et la haine de la différence. Nous parlons de notre appartenance à l'ONU et de notre volonté de partager des valeurs ensemble, mais nous devons également jouer notre rôle en matière de paix et de sécurité internationales.

Quand je vois la situation en Afrique, je dois dire que je ne suis pas rassuré par ce qui s'est passé. J'ai une pensée particulière pour mon collègue, le Président Bazoum. Lorsqu'il était Président du Niger, son pays était l'un des plus stables. Il est maintenant en détention. Je tiens à dire à l'Assemblée qu'il était également important pour nous de soutenir les pays africains qui ont condamné le coup d'État. La loi ne doit pas être la loi du plus fort, de celui qui détient les armes, qui l'emporte contre les partisans de la démocratie. Nous devons continuer à nous battre contre cela.

Est-il normal que nos procédures à l'ONU permettent à un membre permanent du Conseil de sécurité de bloquer l'examen de situations dont nous avons tous convenu qu'elles posaient problème ? L'année dernière, j'ai lancé un appel à la délégation russe, demandant à ses membres de nous écouter et de tenter de mettre fin à cette guerre inutile. Je fais partie des quelques dirigeants qui se sont entretenus avec le Président Zelenskyy et le Président Poutine. J'ai été critiqué pour cela, mais je ne le regrette pas. Si nous voulons trouver des solutions, nous devons nous parler. Mais lorsque j'ai compris qu'il n'existait du côté russe aucune volonté de trouver des solutions ou de sauver des vies, j'ai abandonné.

Je le répète donc à la délégation russe : il n'y a aucune raison de tuer des civils innocents, de violer des femmes et de tuer des enfants. J'ai grandi dans la paix. Je n'ai jamais vécu de guerre, mais sur mon continent, nous avons eu une guerre en ex-Yougoslavie il n'y a pas si longtemps. Et si je suis libre devant l'Assemblée, c'est parce que d'autres pays ont soutenu le Luxembourg. Il y a un cimetière militaire américain où reposent des milliers de jeunes gens qui ne savaient même pas où se trouvait mon pays, et qui pourtant sont morts pour que je puisse vivre aujourd'hui dans un pays libre.

C'est la raison pour laquelle nous n'abandonnons pas l'Ukraine. L'Ukraine n'a pas le choix et nous ne pouvons accepter qu'un voisin plus puissant ait le pouvoir de décider de ce qui est bon pour un pays. J'ai assisté à cela de mon vivant, quand l'Allemagne pensait qu'elle savait mieux que nous ce qui était bon

pour le Luxembourg. Nous continuerons donc à soutenir l'Ukraine. Nous ne la laisserons pas tomber et nous devons faire comprendre aux Russes qu'ils ont pris les mauvaises décisions. Nous devons également tenter des actions en justice. Nous ne pouvons pas accepter que des crimes aient été commis et restent impunis.

C'est la huitième fois que j'ai l'occasion de prononcer un discours devant l'Assemblée générale. Cela fait maintenant 10 ans, depuis 2013, que je suis Premier Ministre et je suis fier de nos contributions et du travail accompli par mon pays à l'ONU pendant cette période. Nous avons été un membre actif du Conseil de sécurité en 2013 et 2014, et au cours de cette expérience marquante, nous nous sommes de nouveau portés candidats à un siège au Conseil de sécurité pour la période 2031-2032. En 2013, nous avons aussi décidé de nous porter candidats au Conseil des droits de l'homme, où nous avons été élus en octobre 2021 pour la période 2022-2024. En octobre 2022, nous avons également présenté notre candidature au Conseil exécutif de l'UNESCO pour la période 2025-2029.

Si nous avons fait tout cela, ce n'est pas seulement pour être candidats ou pouvoir nous asseoir dans une salle. Lorsque nous présentons notre candidature, nous voulons apporter une valeur ajoutée. Nous voulons également continuer à nous battre pour ce que j'ai évoqué plus tôt. Nous voulons rester des Nations Unies, pour ce que cela signifie, et si nous avons des divergences, nous voulons les respecter et au moins convaincre, échanger les uns avec les autres et faire avancer les choses pour que nos nations soient plus unies qu'autrefois, avec les jeunes et la société civile. Nous devons également absolument réfléchir à nos procédures. En règle générale, lorsque nous suivons nos procédures, tout va bien, mais nous avons constaté que lorsqu'il y a des problèmes en raison d'un membre permanent, il est difficile d'avancer. Nous devons également donner une voix aux pays africains aujourd'hui dans ces institutions.

Pour terminer, lorsque nos nations seront vraiment unies, comme je l'ai dit précédemment, quels que soient l'endroit où nous sommes nés, nos parents, leur religion, notre orientation sexuelle ou politique, nous aurons le même droit de vivre, d'accéder à l'éducation et d'être qui nous sommes et non ce que d'autres voudraient que nous soyons.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des communications et des médias et Ministre des cultes du Grand-Duché de Luxembourg de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des communications et des médias et Ministre des cultes du Grand-Duché de Luxembourg, est escorté de la tribune.

Allocution de Sheikh Hasina, Première Ministre de la République populaire du Bangladesh

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Première Ministre de la République populaire du Bangladesh.

Sheikh Hasina, Première Ministre de la République populaire du Bangladesh, est escortée à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. Sheikh Hasina, Première Ministre de la République populaire du Bangladesh, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Sheikh Hasina (Bangladesh) (*parle en bengali ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : En raison de contraintes de temps, je vais prononcer une version abrégée de ma déclaration. La version complète est disponible pour tous les représentants et toutes les représentantes.

Aujourd'hui, je prononce ma dix-neuvième allocution devant l'Assemblée générale. Je tiens à féliciter M. Dennis Francis pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session. Je l'assure de la pleine coopération de la délégation bangladaise tout au long des travaux. Je félicite également son prédécesseur, M. Csaba Kőrösi, d'avoir dirigé avec succès la soixante-dix-septième session.

Par ailleurs, j'exprime ma profonde gratitude au Secrétaire général António Guterres pour son engagement ferme en faveur du renforcement du multilatéralisme et pour ses efforts, ses déclarations audacieuses et ses mesures clairvoyantes et pragmatiques visant à permettre à l'ONU de remplir ses mandats et de relever les défis du monde actuel.

En ce moment critique, l'appel du Président Francis à rétablir la confiance et à raviver la solidarité mondiale me rappelle le premier discours prononcé par le père de notre nation devant l'Assemblée générale. Bangabandhu Sheikh Mujibur Rahman a déclaré dans son discours à l'Assemblée en 1974 :

« Les grands bouleversements économiques qui ont récemment secoué le monde entier devraient faire naître en nous le sentiment qu'il est urgent d'instaurer un ordre économique

international équitable. [...] Nous devons retrouver le sens de la solidarité et de la fraternité humaines, nous devons admettre l'interdépendance des hommes, si nous voulons aboutir à la solution rationnelle qui permettra l'action urgente indispensable pour éviter pareille catastrophe » (A/PV.2243, par. 8 et 9).

À cet égard, nous apprécions vivement l'initiative du Secrétaire général de convoquer le Sommet de l'avenir l'année prochaine. Nous espérons que ce processus viendra compléter amplement les efforts que nous menons pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Depuis notre entrée en fonction en 2009, nous avons fait passer le Bangladesh du statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure à celui de pays à revenu intermédiaire tout court. Nous avons réduit le taux de pauvreté de 41,5 % en 2006 à 18,7 % en 2022 et le taux d'extrême pauvreté de 25,1 % à 5,6 %. Nous avons étendu la couverture du système de protection sociale afin de garantir la sécurité sociale et financière des femmes démunies, des veuves, des personnes âgées, des personnes handicapées, des personnes du troisième genre et d'autres groupes marginalisés de la société. Quarante millions de personnes bénéficient directement ou indirectement de notre programme de protection sociale. Pour l'exercice en cours, un total de 12 milliards de dollars a été alloué aux programmes de protection sociale. Cette année, nous avons introduit un régime de pension universel qui permet à tout citoyen âgé de 18 à 50 ans d'accéder aux prestations de vieillesse.

Nous nous engageons à garantir l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres dans un délai déterminé. Nous avons accordé une attention particulière à l'éducation en général, notamment l'alphabétisation des femmes. Depuis 2010, nous fournissons gratuitement des manuels scolaires jusqu'au niveau secondaire. De l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur, environ 23 millions d'apprenants bénéficient d'allocations, de bourses et de subventions ponctuelles. Plus de la moitié de ces bénéficiaires sont de sexe féminin.

Bien qu'il contribue à moins de 0,47 % des émissions mondiales, le Bangladesh est l'un des pays les plus vulnérables du monde sur le plan climatique. Les effets néfastes des changements climatiques font peser de graves menaces sur la sécurité et la prospérité économique des générations actuelles et futures. Des actions collectives urgentes, audacieuses et ambitieuses sont nécessaires pour faire face à ces menaces. Nous avons créé le Bangladesh Climate Change

Trust en 2009 pour financer l'adaptation aux changements climatiques et, à ce jour, nous avons alloué 480 millions de dollars à ce fonds sur nos propres ressources. Dans le cadre du projet « Ashrayan », une initiative historique de mon gouvernement en faveur des sans-terre et des sans-abri, 5 millions de personnes appartenant à 840 000 familles ont reçu des maisons gratuitement.

Les économies développées doivent respecter leur engagement de fournir 100 milliards de dollars pour le financement de l'action climatique. Nous demandons également la mise en place urgente du fonds pour les pertes et les préjudices, tel qu'il a été convenu à la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Nous appelons à une plus grande solidarité mondiale pour partager le fardeau des migrants climatiques causés par l'élévation du niveau de la mer, l'augmentation de la salinité, l'érosion des rivières, les inondations et la sécheresse.

Les crises intriquées de ces dernières années ont fait grimper les prix des denrées alimentaires, de l'énergie et des produits de base au niveau mondial, ce qui a eu des répercussions négatives sur notre économie. Malgré ces difficultés, nous avons réussi à garantir de la nourriture pour tout le monde. Nous fournissons à 10 millions de personnes à faible revenu du riz et d'autres produits de base à des prix abordables. Nous avons pris diverses mesures pour maîtriser l'inflation. Je remercie le Secrétaire général d'avoir créé le Groupe d'intervention mondiale face aux crises alimentaire, énergétique et financière en 2022 et pour le travail de plaidoyer qu'il effectue constamment et les solutions qu'il continue d'apporter pour faire face aux crises alimentaire, énergétique et financière mondiales.

Nous sommes profondément préoccupés par le fait que l'Initiative de la mer Noire a cessé d'exister, et nous demandons à toutes les parties concernées de veiller à ce qu'elle soit rapidement rétablie. En outre, pour des pays comme le nôtre, l'accès ininterrompu aux engrais doit être garanti.

Dans le cadre de la Vision 2041, mon gouvernement investit massivement dans la construction d'un Bangladesh intelligent afin de transformer le pays en une nation développée à revenu élevé, exempte de pauvreté, fondée sur l'utilisation appropriée de la science et de la technologie et alimentée par l'innovation.

Au Bangladesh, nous avons réussi de manière exemplaire à offrir des services de soins de santé primaires au niveau local par le biais de cliniques communautaires. La réussite de mon pays a été reconnue et saluée par l'Assemblée générale.

Après le règlement pacifique des problèmes de frontières maritimes avec les pays voisins, l'économie bleue a ouvert un nouvel horizon pour le développement du Bangladesh. Nous estimons que les dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer doivent être mises en œuvre de manière efficace pour garantir l'utilisation durable des ressources marines. Avant-hier, j'ai signé l'Accord se rapportant à de la Convention des Nations Unies portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale.

Notre attachement à la paix et à la sécurité mondiales se traduit par notre contribution aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. À ce jour, 188 000 Bangladais et Bangladeses ont participé à 55 missions de maintien de la paix dans 40 pays. Forts de notre propre expérience, nous contribuons aussi activement aux efforts de reconstruction après les conflits en jouant un rôle de premier plan au sein de la Commission de consolidation de la paix. Nous soutenons fermement le rôle que joue la Commission dans le renforcement du programme de prévention de l'Organisation des Nations Unies.

Nous restons préoccupés par la persistance des menaces terroristes qui prennent aujourd'hui de nouvelles formes en raison de l'utilisation à mauvais escient des technologies de l'information et des communications. Mon gouvernement applique une politique de tolérance zéro face au terrorisme et à l'extrémisme violent. Les actes qui portent atteinte à l'harmonie communautaire et à la coexistence pacifique des personnes de différentes confessions et croyances sont des infractions graves. Le Bangladesh croit en l'harmonie communautaire. En tant que membre élu du Conseil des droits de l'homme, mon pays travaille avec les autres États membres pour protéger tous les droits humains dans le monde. Je voudrais ici et maintenant réaffirmer sans équivoque que le Bangladesh continuera à promouvoir la démocratie, l'état de droit et la liberté d'expression, conformément à sa constitution.

L'année 2023 marque le soixante-quinzième anniversaire de la Nakba, la catastrophe infligée au peuple de Palestine. Il est extrêmement inquiétant que les droits légitimes du peuple palestinien n'aient pas été satisfaits. Nous continuerons à déployer des efforts pour faire respecter les droits de ce peuple. Le Bangladesh se tiendra aux côtés de la Palestine.

M. Hilale (Maroc), Vice-Président, assume la présidence.

Six années se sont écoulées depuis le déplacement forcé des Rohingya du Myanmar. Pour des raisons humanitaires, nous leur avons donné un abri temporaire.

Les Rohingya qui ont été déplacés veulent retourner dans leur pays et y mener une vie paisible. Veillons à que ces personnes démunies puissent rapidement rentrer chez elles.

Le 15 août 1975, mon père, le fondateur de notre nation alors Président du Bangladesh, Bangabandhu Sheikh Mujibur Rahman, était sauvagement assassiné. Au total, 18 membres de ma famille ont été tués ce jour-là, dont ma mère, mes trois jeunes frères, mes deux belles-sœurs et mes oncles. Seules ma jeune sœur et moi-même avons survécu à cette barbarie, car nous étions à l'étranger à l'époque. Avant cette date, en 1971, 3 millions de nos compatriotes avaient été tués au cours de notre grande guerre de libération, tandis que 200 000 femmes avaient été victimes de tortures et de sévices odieux. En tant que victime et témoin des brutalités de la guerre et des assassinats, je peux ressentir la douleur et les souffrances que les gens endurent à cause des horreurs des guerres, des meurtres, des coups d'État et des conflits. C'est la raison pour laquelle je lance aujourd'hui un appel à tous les dirigeants du monde pour qu'ils évitent la voie de la guerre et de l'affrontement et qu'ils œuvrent collectivement à une paix durable, au bien-être de l'humanité et à la prospérité économique de nos peuples et des générations futures.

Le Président par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Première Ministre de la République populaire du Bangladesh de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

Sheikh Hasina, Première Ministre de la République populaire du Bangladesh, est escortée de la tribune.

**Allocution de M. Mohammed Shia' Al Sudani,
Premier Ministre de la République d'Iraq**

Le Président par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République d'Iraq.

M. Mohammed Shia' Al Sudani, Premier Ministre de la République d'Iraq, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (parle en anglais) :
J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Mohammed Shia' Al Sudani, Premier Ministre de la République d'Iraq, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Al Sudani (Iraq) (parle en arabe) : Tout d'abord, au nom du Gouvernement et du peuple de la République d'Iraq, je présente mes sincères condoléances, ma sympathie et ma solidarité aux Gouvernements et aux peuples du Royaume du Maroc et de l'État de Libye à la suite du tremblement de terre catastrophique qui a frappé

le Maroc et des inondations qui ont balayé la Libye. Nous demandons à Dieu tout-puissant d'accorder sa miséricorde aux morts et un prompt rétablissement aux blessés.

Je viens ici aujourd'hui avec les salutations de l'Iraq et de son peuple, qui font partie des 50 nations qui ont fondé cette grande organisation il y a 78 ans. L'Iraq a toujours cru et croit encore aujourd'hui aux principes généraux sur lesquels l'ONU a été créée et contribue à tous ses programmes, convaincu qu'il n'y a pas d'autre voie que celle de la fraternité et de la solidarité humaines pour assurer la pérennité de l'existence du monde entier.

L'esprit de consensus et de compréhension a prévalu dans le nouvel Iraq, et nous avons surmonté des jours difficiles. Nous avons maintenant un gouvernement qui bénéficie d'une large coalition politique comprenant l'ensemble des partis et des composantes de la société iraquienne. Le Gouvernement a adopté un programme de réforme complet et ambitieux pour redresser la situation, rétablir la confiance dans le système politique, assurer une vie décente aux citoyens, garantir leur avenir et construire un Iraq fort et compétent. Dans cette optique, nous avons mis en place un programme dont les priorités essentielles reflètent les questions liées aux besoins fondamentaux de notre peuple et qui doivent être mises en œuvre sans délai.

Les priorités en question comprennent la création d'emplois, la refonte des services, la lutte contre la pauvreté, l'amélioration du niveau de vie, la lutte contre la corruption et la mise en œuvre de réformes globales dans les secteurs économique, administratif, financier et bancaire afin de remédier à l'héritage obsolète des systèmes administratifs précédents qui n'ont pas été en mesure de suivre le rythme des changements et du développement mondial. Nous avons fait d'importants progrès à cet égard en un temps record, et les investissements en Iraq se sont développés et se sont ouverts à l'économie mondiale et à des partenariats fructueux. Nous avons signé de nombreux accords dans divers secteurs, et notre pays est désormais un cadre sûr qui attire les investisseurs vers des perspectives importantes et prometteuses.

L'Iraq reste un État pétrolier important qui joue un rôle fondamental sur le marché mondial de l'énergie. Il offre de bonnes perspectives, des projets et des entreprises dans ce domaine. Nous avons lancé l'initiative « Road to Development », un projet pionnier qui est l'un des plus modernes de la région. Il s'agit d'un couloir terrestre vital reliant des centres économiques essentiels de notre région en développement, et de la voie la meilleure et la plus appropriée pour le commerce et les échanges économiques dans la région et dans le domaine des transports et

de l'économie. Cette initiative représente une vision stratégique iraquienne de connectivité et d'ouverture sur le monde, ainsi que d'interaction économique positive.

De nombreuses institutions internationales ont fait état de l'essor de la corruption en Iraq. Nous avons diagnostiqué ce fléau et l'avons baptisé « pandémie de corruption ». Nous avons fait de la lutte contre la corruption notre priorité absolue et avons commencé à poursuivre les personnes recherchées où qu'elles se trouvent, indépendamment de leurs fonctions ou de leur affiliation, et à les remettre au système judiciaire iraquien afin d'éliminer ce phénomène. À cet égard, nous demandons aux pays amis et partenaires de nous aider à lutter contre la corruption sous toutes ses formes. Nous leur demandons de faciliter la poursuite des responsables de la corruption. Nous devons tous nous donner la main et coopérer pour lutter contre ce fléau et récupérer l'argent qui a été volé, car nous pensons qu'il existe une relation symbiotique entre la corruption et le terrorisme. C'est le combat que nous voulons tous mener.

Nous avons mis en place une politique étrangère indépendante et équilibrée, axée sur la coopération et le rapprochement des points de vue et des éléments communs. Nous voulons que l'Iraq soit une source de stabilité à l'échelle régionale et internationale, et qu'il fasse partie de la solution à tout problème international ou régional. Nous voulons que notre pays soit un catalyseur de la compréhension mutuelle et de la coopération. Nous cherchons à établir des partenariats constructifs fondés sur les principes du respect mutuel, en motivant les différentes parties et en aidant à formuler des politiques qui permettent un développement durable pour nos peuples épris de paix.

La République d'Iraq réaffirme son attachement aux principes du droit international, son respect de toutes les résolutions de l'ONU et sa détermination à établir les meilleures relations avec tous les pays, en particulier avec les pays voisins. Nous rejetons toute ingérence dans nos affaires intérieures, sous quelque prétexte que ce soit. Notre constitution stipule que l'Iraq ne sera pas une plateforme de lancement pour une quelconque agression contre d'autres pays, et nous appelons tout le monde à respecter notre souveraineté et notre intégrité territoriale. Nous nous réservons le droit de prendre les mesures appropriées, conformément au droit international et aux conventions internationales, pour réagir à toute agression menée contre notre pays.

Nous réaffirmons que nous tendons une main amicale à tous les pays voisins afin de préserver la sécurité et la stabilité de notre région, ainsi que son progrès

économique et sa prospérité, de manière à assurer le bien-être de ses peuples. De même, nous espérons réaliser l'intégration régionale, supprimer tout obstacle au libre-échange dans la région, faciliter la circulation des personnes, des biens et des capitaux au-delà des frontières politiques, et relier les infrastructures à d'autres pays. Il s'agit là d'autant de facteurs qui atténueraient le risque de conflits armés futurs et limiteraient dans une large mesure l'escalade des hostilités.

Nous voyons la possibilité de réaliser l'intégration économique en normalisant et en rationalisant les politiques économiques, les tarifs douaniers et les lois, et en reliant les infrastructures économiques par le biais d'investissements et de moyens d'action communs. Pour promouvoir ces efforts, nous travaillons à l'organisation, en 2023, de la conférence de Bagdad sur l'intégration économique et la stabilité régionale. Nous ne suivrons pas une politique de polarisation, mais nous traiterons avec chaque pays en fonction de notre intérêt national. Nous continuons à conforter la place naturelle de l'Iraq dans le domaine de la coopération internationale et mettons tout en œuvre pour renforcer la stabilité.

Notre gouvernement a fait de la question des personnes déplacées et des réfugiés l'une de ses priorités et a pris de nombreuses mesures nationales pour trouver des solutions durables afin d'assurer le retour volontaire et en toute sécurité des personnes concernées dans leurs foyers d'origine et de reconstruire leurs villes libérées. Nous avons également commencé à régler la question des personnes qui ont disparu aux mains des criminels de Daech, à apporter un soutien matériel et psychologique à leurs familles et à procéder à leur réinsertion.

En Iraq, nous sommes sur le point d'approuver une politique de protection des civils afin de préserver les droits de l'homme et le respect du droit international humanitaire en formant nos forces de sécurité et en contrôlant leurs performances en matière de protection des civils, en particulier en ce qui concerne les dangers inhérents aux conflits armés. Nous cherchons également à protéger les civils lors des catastrophes naturelles, faisant de l'Iraq le premier pays du Moyen-Orient à adopter une telle politique et créant un cadre propice à la coopération entre les forces de sécurité et les citoyens.

Nous faisons des progrès constants en vue de la tenue d'élections locales dans les provinces d'ici à la fin de l'année, après une interruption de 10 ans. Les élections sont un pilier de la décentralisation en Iraq et un élément essentiel de la résilience du système de gouvernance et des institutions étatiques. Le Gouvernement fédéral,

grâce à ses programmes globaux et multiples, entretient les meilleures relations avec la Région du Kurdistan et toutes les provinces d'Iraq sur un pied d'égalité. Il est en dialogue permanent avec les représentants de la Région et les pouvoirs publics locaux de toutes les provinces irakiennes afin de transformer les opportunités en projets pour renforcer le développement des ressources et de l'économie nationale.

Notre région, et notre pays en particulier – la Mésopotamie, la terre entre les deux grands fleuves – souffre de la sécheresse causée par les changements climatiques. Il reste urgent de préserver nos droits sur les ressources en eau et les bassins fluviaux internationaux. Les masses d'eau naturelles des marais irakiens fonctionnent comme des poumons pour la planète entière. Leur dessiccation serait une perte écologique et historique pour toutes les créatures vivantes de la planète. Ces eaux constituent un patrimoine humain et un chapitre du livre de l'humanité et de sa civilisation. Il y a environ 2 550 ans, l'Iraq a été le témoin du premier accord international relatif à l'eau, aussi ne faut-il pas laisser le berceau de la civilisation mourir de soif.

Cette catastrophe écologique aurait des répercussions plus importantes sur l'Iraq et les pays de la région en raison de l'augmentation sans précédent des températures, ce qui rendra presque impossible tous les aspects de la vie quotidienne. C'est pourquoi l'Iraq continue son travail à cet égard et appelle les pays concernés dans la région à consentir d'importants efforts en vue de coopérer et de trouver un mécanisme efficace de coordination et de formation d'un bloc de négociation au sein de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Nous demandons la mise en place d'un mécanisme intégré de gestion des eaux transfrontières et de lutte contre les effets de la sécheresse, des tempêtes de sable et des vagues de chaleur. Nous soulignons la nécessité de mobiliser les efforts internationaux et d'encourager l'ONU à assurer la durabilité des ressources en eau.

À cet égard, nous appelons à la création d'un groupe régional incluant les États côtiers du Golfe – y compris l'Iraq, l'Iran et les États membres du Conseil de coopération du Golfe – qui seront exposés de manière disproportionnée à une hausse des températures. Ce groupe serait chargé de coordonner les efforts régionaux en matière de gestion des ressources en eau, de lutte contre les changements climatiques, d'amélioration de la protection de l'environnement et de collaboration pour faire face à la sécheresse.

Au niveau national, notre gouvernement a pris les mesures nécessaires pour réduire les émissions et mettre

fin au brûlage à la torche et à la pollution environnementale qui en découle. Nous avons également lancé plusieurs projets dans le domaine du recyclage des déchets et de la promotion de l'utilisation d'énergies propres. Par ailleurs, nous avons ratifié une stratégie nationale de lutte contre la pollution et de limitation de son impact pour les années 2023-2030. Nous estimons que pour relever ces défis, il est nécessaire de mettre en place des institutions capables de s'attaquer aux problèmes économiques et, plus particulièrement, aux questions climatiques.

Bien que nous soyons confrontés, comme l'ensemble de l'humanité, à de nombreux défis transfrontières, nous cherchons à les relever efficacement conformément à nos capacités nationales, en coopération avec nos partenaires et amis. Le plus important de ces défis est celui de la drogue, un problème qui entrave tous les efforts de développement et les investissements dans les ressources humaines et l'épanouissement de la jeunesse. C'est la raison pour laquelle notre gouvernement a adopté une stratégie nationale de lutte contre les drogues et les substances psychotropes pour les années 2023-2025. En tant que communauté internationale et gouvernements de la région, nous n'avons d'autre choix que d'intensifier nos efforts et notre coopération dans la lutte contre la drogue et toutes les activités liées à la drogue qui facilitent l'accès de nos enfants et de nos sociétés à cette substance. Le lien direct entre le terrorisme et la drogue n'est un secret pour personne.

Selon les statistiques démographiques, l'Iraq est considéré comme un pays jeune, puisque les jeunes représentent 60% de notre population. En conséquence, les pouvoirs publics irakiens ont accordé à cette catégorie de personnes une attention prioritaire dans leur programme gouvernemental et cherchent à soutenir la jeunesse, car elle représente le meilleur investissement. Le Gouvernement irakien a élaboré de nombreux programmes, stratégies, projets et initiatives pour aider les jeunes dans divers domaines. Nous avons lancé l'initiative dénommée « Pioneer initiative for development and employment » (Initiative pionnière pour le développement et l'emploi), qui vise à appuyer des groupes d'étudiants et de jeunes, à les responsabiliser et à développer leur énergie créatrice afin qu'ils puissent trouver des possibilités décentes sur le marché du travail, créer une action économique efficace et adopter et développer des idées scientifiques et pratiques productives. Nous espérons ainsi encourager les étudiants et les jeunes à suivre l'évolution du marché du travail et le développement technologique ; investir dans les compétences individuelles, les talents et la capacité d'innovation et offrir des milliers de possibilités d'emploi aux jeunes ; et leur assurer une vie digne. Nous avons également mis

en place un conseil suprême de la jeunesse, dirigé par le Premier Ministre, assisté du Ministre de la jeunesse et des sports comme adjoint, et des Ministres de la planification, des finances, du travail, des affaires sociales, de l'éducation, de la recherche scientifique et de la culture comme membres. Grâce au soutien du Gouvernement iraquien au secteur de la jeunesse et des sports et à la construction d'installations et de centres sportifs, les équipes sportives et étudiantes de mon pays ont pu remporter de nombreux prix et titres lors de diverses compétitions et championnats.

Nous ne pouvons manquer de souligner les efforts constants déployés par notre gouvernement pour autonomiser les femmes et leur accorder le droit effectif de contribuer à tous les fondements du processus de développement, car elles ont été des partenaires essentielles dans toutes nos victoires contre le terrorisme et demeurent des partenaires pour surmonter toutes les difficultés et relever les défis.

Nous rappelons au monde notre position claire et ferme sur le droit des Palestiniens à créer un État palestinien indépendant, avec Jérusalem pour capitale. Nous réaffirmons également notre soutien à l'unité de la Syrie, de sa terre et de son peuple, et nous appelons à mettre fin aux souffrances du peuple syrien et à lui donner les moyens d'exercer un contrôle total sur l'ensemble de ses territoires.

Compte tenu de la menace permanente que représente la capacité des organisations terroristes de recruter des éléments qui mettent en péril notre sécurité et ciblent nos pays, il est important de faire la distinction entre l'incitation à la violence, la propagation de la haine et les attaques contre les croyances d'autrui, d'une part, et la liberté d'expression, d'autre part. Brûler le Coran est un crime de haine qui vise à offenser les croyances d'un quart de la population mondiale et de ceux qui respectent les valeurs sacrées. Un tel acte ne peut être présenté comme un exercice de la liberté d'expression. En Iraq, nous avons goûté l'amertume qu'entraînent l'extrémisme religieux et ses conséquences. Cet acte se situe au cœur des motivations qui poussent à créer et à encourager l'extrémisme. Le groupe terroriste Daech en est la meilleure illustration.

Pour terminer, il convient de relever que le moment est venu pour l'Iraq de retrouver sa place naturelle au sein de la communauté internationale, après avoir glorieusement combattu le terrorisme au nom du monde et l'avoir vaincu avec l'aide de ses amis et partenaires. Le peuple iraquien a écrit une épopée immortelle en combattant les criminels les plus vicieux. À cet égard, nous soulignons les sages conseils du grand ayatollah Ali el-Sistani et ses édits bénis, ainsi que le courage de toutes les forces de sécurité et militaires irakiennes dans ces victoires et dans la mise en place des fondements de la paix sociale.

Dans cet esprit, l'Iraq est devenu sûr et stable et poursuit son voyage et son travail, par le biais d'une diplomatie productive, pour être un centre où les frères, les amis et les partenaires peuvent se rencontrer afin de construire une région sûre et prospère au service de tous nos peuples. Mon pays se distingue aujourd'hui par la force de ses ressources, sa situation géographique et la volonté de son peuple, qui a relevé des défis et dont le triomphe était bien mérité.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la République d'Iraq de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Mohammed Shia' Al Sudani, Premier Ministre de la République d'Iraq, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Gaston Alphonso Browne, Premier Ministre et Ministre des finances, de la gouvernance des entreprises et des partenariats public-privé d'Antigua-et-Barbuda

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre et Ministre des finances, de la gouvernance des entreprises et des partenariats public-privé d'Antigua-et-Barbuda.

M. Gaston Alphonso Browne, Premier Ministre et Ministre des finances, de la gouvernance des entreprises et des partenariats public-privé d'Antigua-et-Barbuda, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (parle en anglais) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Gaston Alphonso Browne, Premier Ministre et Ministre des finances, de la gouvernance des entreprises et des partenariats public-privé d'Antigua-et-Barbuda, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Browne (Antigua-et-Barbuda) (parle en anglais) : Antigua-et-Barbuda félicite M. Dennis Francis, de la Trinité-et-Tobago, pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session.

Nous sommes très fiers de la contribution que les pays de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) apportent à la promotion de l'internationalisme au sein de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes multilatéraux. À cet égard, nous considérons l'élection du Guyana au Conseil de sécurité de 2024 à 2026 comme une nouvelle reconnaissance des capacités de la CARICOM. Bien entendu, la présence du Guyana au sein de cet organe fait suite à deux années

de participation active d'un autre État de la CARICOM, Saint-Vincent-et-les Grenadines, la plus petite nation au monde à siéger au Conseil de sécurité. C'est bien là la preuve qu'être un pays de taille modeste ne représente pas un obstacle à une contribution substantielle à la prise de décision à l'échelle internationale. Par conséquent, nous souhaitons que l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS) se voie octroyer un siège dans des instances importantes, y compris aux réunions du Groupe des Vingt, même en tant qu'observatrice.

Le monde ne répond pas à l'attente des pays en développement. Ces mots ne sont pas les miens, mais je les adopte. Ils sont ceux du Secrétaire général António Guterres, prononcés il y a moins d'une semaine. Contre toute attente, les pays en développement ont, de façon remarquable, sorti des centaines de millions de personnes de la pauvreté la plus profonde. Ils participent activement aux travaux de l'ONU, cherchant et proposant avec ferveur des solutions globales ; mais malgré ces progrès, ils se retrouvent pris au piège d'une myriade de crises mondiales qu'ils n'ont pas contribué à créer. Nous sommes pris dans un tourbillon de prix qui flambent, de dettes écrasantes et de catastrophes climatiques indéniables et de plus en plus fréquentes. Les structures mondiales actuelles, façonnées en grande partie par les nations les plus riches, restent largement insensibles à ces crises. Un front uni peut contraindre la communauté mondiale à s'asseoir, à écouter et à agir. Le monde en développement doit construire cette unité d'objectif – non pas dans l'affrontement, mais dans la collaboration ; non pas dans la division, mais dans la coopération.

Pour cela, j'appelle aujourd'hui les nations qui ont été exclues du processus de prise de décisions à l'échelle mondiale et qui ont été laissées à la traîne à passer outre à leur éloignement géographique et à s'unir pour défendre leur intérêt collectif. C'est pourquoi Antigua-et-Barbuda s'est lancée dans des stratégies, construisant des alliances avec ceux qui le souhaitent pour lutter contre les menaces auxquelles nous sommes confrontés du fait des effets des changements climatiques et de l'incapacité des institutions financières internationales et de leurs décideurs politiques à répondre aux besoins urgents de nos populations. L'une de ces initiatives, qui se déroule actuellement, a été lancée il y a deux ans en marge de la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26) à Glasgow par le Premier Ministre des Tuvalu, Kausea Natano, et moi-même.

Frustrés par les belles paroles des principaux émetteurs mondiaux et les promesses non tenues de toutes

les réunions précédentes de la COP, nous avons décidé de demander un avis consultatif au Tribunal international du droit de la mer concernant l'obligation des États de lutter contre la pollution liée aux changements climatiques et aux répercussions marines qui en découlent, telles que le réchauffement des océans, l'élévation du niveau de la mer et l'acidification des océans.

Rejoints par d'autres petits États insulaires, nous avons cofondé la Commission des petits États insulaires sur les changements climatiques et le droit international. La Commission a demandé et obtenu un accord favorable du Tribunal pour entendre nos plaidoiries, qui ont commencé le 11 septembre à Hambourg et se poursuivront jusqu'au 25 septembre. Pourquoi avons-nous saisi le Tribunal ? Nous nous sommes adressés à cette juridiction parce qu'elle est la gardienne de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982. C'est le lieu naturel pour obtenir des éclaircissements juridiques sur les obligations des États en matière de protection du milieu marin.

Les petits États insulaires en développement (PEID) sont essentiellement des États maritimes. Nous dépendons de l'océan non seulement pour notre subsistance, mais aussi parce qu'il est un élément essentiel de notre patrimoine et de notre identité. L'océan est également un puits de carbone indispensable. Alors que les températures océaniques et terrestres ont atteint des records cet été, brûlant littéralement la planète et provoquant simultanément des tempêtes, des inondations et des sécheresses sans précédent, toutes les nations doivent agir maintenant pour préserver les océans, qui constituent un élément essentiel du système climatique de la Terre. Les membres de la Commission des petits États insulaires sur les changements climatiques et le droit international ne cherchent pas à réécrire les lois ; ils veulent clarifier celles qui existent déjà. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés pendant que nos pays, les petits États insulaires en développement, s'enfoncent sous nos pieds ou sont écrasés par le fardeau de la dette alors que nous sommes abandonnés par le système international et que nous devons reconstruire avec nos moyens limités, catastrophe après catastrophe.

Toutefois, la saisine du Tribunal international du droit de la mer n'est pas une initiative visant uniquement à assurer la survie des PEID. Il s'agit d'un effort vital pour la protection et la prospérité de toutes les nations dans notre monde commun. À cet égard, Antigua-et-Barbuda et les autres membres de la Commission des petits États insulaires sur les changements climatiques et le droit international soutiendront également l'Assemblée générale dans sa décision, prise à l'initiative de Vanuatu, de

demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice sur les obligations des États en matière de changements climatiques. Nous considérons qu'il s'agit là d'un devoir de diligence à l'égard des peuples du monde.

Une autre initiative audacieuse que nous avons défendue concerne l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle, tel qu'il a été défini par l'Assemblée générale en décembre 2021. Pourquoi l'avons-nous défendu ? Parce qu'il est essentiel. Bien qu'ils ne soient pas les pays les plus pauvres, les petits États insulaires en développement sont extrêmement vulnérables aux chocs climatiques et autres, et manquent de résilience en raison de problèmes structurels liés à des ressources humaines et financières limitées, à l'absence d'économies d'échelle et à des coûts plus élevés en raison de leur isolement par rapport aux principaux centres de production. Par conséquent, le seul critère du revenu par habitant, qui nous prive de l'accès aux financements à des conditions favorables, est inéquitable et injuste. L'indice de vulnérabilité multidimensionnelle n'est pas un simple outil ; il s'agit de notre porte d'accès aux financements essentiels, à une planification nationale solide et au service de la dette et, peut-être, notre dernière balise lorsque nous cherchons une assurance et une compensation face à des marées montantes.

Nous avons l'intention de continuer à faire valoir ces arguments auprès des institutions financières internationales. Nous soulèverons notamment cette question urgente lors de la réunion conjointe du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui se tiendra à Marrakech le mois prochain. Nous appelons tous les petits États insulaires en développement et tous les pays soucieux d'équité à se joindre à nous pour promouvoir l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle en tant qu'élément essentiel permettant de faciliter l'accès aux financements à des conditions favorables.

Antigua-et-Barbuda se réjouit à la perspective d'accueillir la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement du 27 au 30 mai 2024, sur le thème « Tracer la voie vers une prospérité résiliente ». J'ai souligné les dures réalités auxquelles sont confrontés les petits États insulaires en développement. Nous sommes aux prises avec les conséquences de phénomènes mondiaux, qu'il s'agisse des effets persistants de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), des changements climatiques ou des répercussions économiques et financières internationales de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. En outre, nous sommes accablés par des dettes faramineuses, des conditions commerciales défavorables et une architecture financière mondiale qui ne répond pas à nos besoins.

Notre prochaine conférence est donc plus qu'une simple réunion. Nous devons nous efforcer d'élaborer une stratégie audacieuse, s'étendant sur une décennie, qui éclairera la voie à suivre, en relevant nos défis particuliers et interdépendants afin de garantir un avenir résilient et prospère à nos concitoyens. Compte tenu de ces défis, et en collaboration avec le secteur privé et les entités des Nations Unies, Antigua-et-Barbuda mettra en place un pôle d'excellence qui permettra à l'ensemble des petits États insulaires en développement de parvenir à une prospérité durable et résiliente.

La vérité est incontournable : de nombreux grands pays émetteurs de gaz à effet de serre n'ont pas respecté leurs engagements. La limite précédemment fixée – une augmentation de la température ne dépassant pas 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels – sera dépassée si nous restons sur la trajectoire actuelle. Les risques que nous courons ne sont pas seulement à venir ; ils sont déjà là, bien présents, et exigent que nous prenions d'urgence l'engagement de réduire les émissions. La capacité des petits États insulaires à s'adapter et à renforcer leur résilience ne peut pas suivre le rythme effréné des phénomènes climatiques extrêmes. Et j'insiste sur le fait que nous serons les premiers à souffrir, mais que les autres nations finiront inmanquablement par connaître le même sort que nous. Le temps nous est compté, et nous devons agir maintenant pour sauver notre planète.

La COP 28, qui se tiendra à Doubaï, sera cruciale pour l'avenir de la planète. Outre le fait qu'il intervient à un moment où le monde est confronté à un chaos climatique, ce sommet est particulièrement important dans la mesure où il comprendra un bilan mondial. Les pays évalueront les progrès accomplis dans la réduction de la pollution responsable du réchauffement de la planète. Cependant, la terrible vérité est déjà claire. Huit ans après l'Accord de Paris, les progrès mondiaux sont loin d'être suffisants. À l'heure actuelle, le monde n'est pas en phase avec les objectifs définis dans l'Accord de Paris en matière de température. Selon le Service Copernicus concernant le changement climatique, de l'Union européenne, la période de juin à août de cette année a non seulement été la plus chaude jamais enregistrée depuis 1940, mais elle a également vu les températures grimper en flèche jusqu'à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels. Une ligne rouge autrefois considérée comme sacro-sainte sera franchie si aucune mesure n'est prise d'urgence. Les avertissements se sont transformés en danger imminent.

Par conséquent, ce qui était déjà une question cruciale à traiter dans le cadre de la COP 28 est maintenant devenu un impératif d'action, et il s'agit du fonds pour les pertes et les préjudices, pour lequel les petits États

insulaire ont prié, supplié et littéralement mendié – ce qui ne devrait pas être le cas. Il convient de rappeler que la seule chose qui s’est produite à la COP 27 l’année dernière, c’est que les plus grands pollueurs du monde ont convenu, à la dernière minute, de l’importance d’un tel fonds. Mais cet accord n’a pas abouti à sa création. Ce que nous avons obtenu, c’est la mise en place d’un comité de transition chargé de formuler des recommandations qui seront examinées à la COP 28. Ce n’était clairement pas suffisant. La question a une fois de plus été reportée.

Nous devons maintenant insister pendant la COP 28 pour que le fonds pour les pertes et les préjudices soit rendu opérationnel et financé de manière adéquate. Ce fonds doit fournir un financement adéquat pour aider les petits États insulaires à survivre au désastre inévitable que les actions des principaux pollueurs continuent de provoquer. Si la COP 28 échoue dans cette mission cruciale, cela risque de saper la confiance mondiale et de saboter les efforts de coopération sur une multitude de défis mondiaux. J’espère vivement que lorsque nous nous réunirons à Doubaï, le sens de la responsabilité partagée prévaudra, de sorte que les braises faiblissantes de l’espoir puissent être ravivées par la flamme de l’action.

Antigua-et-Barbuda affirme sans équivoque que justice climatique et justice réparatrice sont profondément liées. Elles sont indissociables. Il est indispensable que l’Assemblée comprenne que la justice climatique n’est pas une préoccupation isolée. Comme je l’ai dit précédemment, ces questions sont indissociables. Historiquement, les nations qui ont prospéré grâce à la révolution industrielle l’ont fait sur le dos des générations asservies et persécutées des Caraïbes et d’autres pans de la diaspora africaine. Il est injuste que les pays qui ont payé le plus lourd tribut humain portent aujourd’hui le plus lourd fardeau climatique. Je le répète, il s’agit d’une injustice à laquelle il faut s’attaquer de toute urgence. Un récent rapport de l’ONU souligne à juste titre que si les voies juridiques en matière de réparation peuvent être complexes, elles n’annulent en aucun cas les obligations morales et éthiques découlant de ces torts historiques. Ces torts historiques doivent être corrigés, et nous exhortons les nations complices du sombre héritage de l’esclavage à le reconnaître, à se réconcilier avec le passé et à réparer le plus rapidement possible ces torts. Notre avenir commun doit être fondé sur la justice, la compréhension et la coopération.

Un autre thème central de ce débat général résonne profondément en nous, à savoir rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale, qui ne tient aujourd’hui plus qu’à un fil. Il convient de souligner qu’aucune nation, grande ou petite, ne peut véritablement prospérer dans un tel marasme

mondial. Pour les petits États comme le mien, qui dépendent fortement de la stabilité mondiale pour des secteurs essentiels comme le tourisme, les enjeux sont extrêmement élevés. Notre appel est simple. Nous exhortons les formidables nations du monde à s’engager sur les voies du dialogue et du respect mutuel. Ces voies ne sont pas seulement celles qui mènent à la paix mondiale, ce sont aussi celles qui garantissent la prospérité de chaque citoyen.

Toujours sur le thème de la confiance, j’exhorte les États-Unis à revoir leur position en ce qui concerne Cuba. Il est grand temps que les États-Unis retirent Cuba de leur liste des États qui parrainent le terrorisme – ils savent que ce n’est pas le cas – et mettent fin au blocus obsolète qui nuit à la population cubaine. Cette politique imposée à Cuba est cruelle et perverse et doit être corrigée de toute urgence.

De même, nous plaçons pour la levée des sanctions imposées au Venezuela, en particulier celles qui entravent l’accès du Gouvernement vénézuélien au système financier des États-Unis et qui bloquent littéralement les importations de pétrole en provenance de la compagnie pétrolière publique du Venezuela, Petróleos de Venezuela. Ces sanctions, il ne faut pas l’oublier, aggravent la crise humanitaire au Venezuela, contribuant au très grand nombre de réfugiés dans les pays voisins. Les États-Unis doivent assumer la responsabilité de ce grand nombre de réfugiés et ne pas rejeter la faute sur l’Administration vénézuélienne. Les sanctions nuisent également aux pays innocents des Caraïbes qui bénéficiaient jusqu’à présent de l’initiative PetroCaribe, qui servait de mécanisme de stabilisation des prix de l’énergie pour ces pays. Nous en souffrons nous aussi, et c’est pourquoi nous plaçons ici pour la levée des sanctions.

En tant que Membres de l’ONU, nous sommes tous liés par la Charte des Nations Unies, qui consacre le dialogue et le règlement pacifique des conflits. J’exhorte aujourd’hui chaque nation à renouveler son engagement en faveur de ces principes fondamentaux, en veillant à ce qu’ils soient respectés et appliqués en tant que fondements de toutes les relations internationales.

J’en viens maintenant à la crise en Haïti. Les difficultés persistantes avec lesquelles Haïti est aux prises restent au premier plan de la conscience internationale. Dans une perspective historique, les stigmates de la lutte d’Haïti pour se libérer de l’esclavage se superposent aux intérêts économiques d’exploitation de la France aux XVIII^e et XIX^e siècles, et ont laissé des traces profondes. Le fardeau qu’ont constitué les compensations versées à la France pendant plus d’un siècle, autrement dit, l’achat de leur liberté, a freiné les perspectives de développement

des Haïtiens pendant des générations. Les ingérences qui ont suivi n'ont fait qu'aggraver ces difficultés. Au niveau interne, des épisodes de régime autocratique ont d'ailleurs érodé le tissu national.

La récente mission du Groupe de personnalités éminentes de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), qui cherchait à sortir Haïti de l'impasse politique, a exprimé de vives inquiétudes quant à la domination croissante des bandes organisées et à la crise des droits humains qui en découle. Les impératifs immédiats sont clairs. Une intervention urgente, globale et coordonnée est nécessaire pour rétablir simultanément la gouvernance, la sécurité et l'état de droit, tout en remédiant à la crise humanitaire. Les personnalités éminentes de la CARICOM ont vivement recommandé la mise en place d'un Gouvernement de transition à base élargie en tant que clef de voûte d'une gouvernance efficace. Notre espoir est que ce gouvernement de transition représentatif voie le jour et apporte le leadership nécessaire, avec une aide extérieure, pour rétablir l'ordre et apporter une paix et une prospérité durables au peuple haïtien.

À cet égard, je réaffirme la détermination de mon gouvernement à collaborer avec toutes les parties prenantes haïtiennes et avec la communauté internationale dans le cadre des efforts déployés pour rétablir l'état de droit, restaurer la démocratie et contribuer à la sécurité et à l'aide humanitaire. Le peuple haïtien ne mérite pas moins.

J'en viens maintenant à l'utilisation d'armes illégales. L'utilisation d'armes illégales est à l'origine d'un pourcentage important de tous les homicides recensés dans les Caraïbes. À 15,1 pour 100 000 habitants, le taux d'homicide moyen de la région est l'un des plus élevés au monde, équivalent à trois fois la moyenne mondiale. Pourtant, aucun pays des Caraïbes ne fabrique une seule arme ou une seule munition. Ces armes proviennent majoritairement des États-Unis, d'où elles sont transférées illégalement ou font l'objet d'un trafic visant à renforcer des criminels organisés participant au trafic de stupéfiants. Quoi qu'il en soit, la présence de ces armes illégales a entraîné une augmentation de leur utilisation dans les pays des Caraïbes et fait peser une menace évidente sur nos sociétés et les capacités de nos forces de l'ordre à y faire face. Étant donné que tous nos pays sont bordés par de vastes étendues de mer, il est plus difficile pour nous d'accéder aux technologies modernes, notamment aux systèmes d'imagerie satellite, de radar et de surveillance, afin d'essayer d'arrêter la contrebande d'armes.

Mais alors que notre région doit faire face aux menaces qui pèsent sur notre sécurité du fait des armes

traditionnelles illégales, nous sommes encore plus alarmés par le risque que des armes autonomes tombent entre les mains de criminels organisés. Prenons l'exemple d'un drone, minutieusement programmé à l'aide d'une technologie de reconnaissance faciale pour cibler un individu. Il scanne, identifie et élimine sa cible, et ce sans être détecté. Il ne s'agit pas de l'intrigue d'un roman dystopique, mais d'une réalité imminente. Il y a tout juste un mois, dans le cadre du Nouvel Agenda pour la paix, le Secrétaire général a tiré la sonnette d'alarme. Il a exhorté les nations à formuler un instrument juridiquement contraignant d'ici à 2026 pour interdire les systèmes d'armes létaux autonomes. Antigua-et-Barbuda appuie pleinement cette recommandation, et nous collaborerons avec d'autres nations pour aboutir à un traité international qui protège nos sociétés et notre sécurité nationale de cette menace.

Antigua-et-Barbuda est un petit pays, sans puissance militaire ni influence financière, mais notre esprit est fort. Nous refusons de laisser notre taille affaiblir notre voix ou notre place légitime à la table des décisions. Depuis nos premiers pas en tant qu'État souverain en 1981, nous avons défendu un monde où l'équité, l'impartialité et la justice sociale ne sont pas de simples expressions à la mode, mais des réalités vécues. Et pourtant, c'est avec le cœur lourd que nous constatons le fossé qui ne cesse de se creuser entre les riches et ceux dans le besoin, entre ceux qui détiennent les rênes du pouvoir et ceux qui aspirent à en avoir leur juste part. Année après année, des dirigeants comme moi montent à cette tribune. Nous parlons de justice financière et de justice climatique, mais il semblerait que nos crises se perdent dans un vaste vide. Les discours ne manquent pas, mais les actions porteuses de transformation restent rares.

Je perçois souvent le scepticisme de mes concitoyens lorsqu'ils demandent : Pourquoi parler si le monde n'écoute pas vraiment ? Mais je me souviens que, pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), ce sont les plus petits microbes, invisibles et imprévus, qui ont mis à genoux les nations, grandes et petites. Ce n'est pas un arsenal d'armes ou une montagne de richesses qui a suscité l'espoir pendant cette période sombre, c'est la coopération mondiale. Ne l'oublions pas : il s'agissait d'une action collective mondiale. Cette vérité s'applique au-delà des pandémies. Que nous aspirions à un monde imprégné de paix, de prospérité ou de progrès, notre seul espoir est de faire front commun. Nous faisons tous partie de la civilisation humaine. Nous sommes tous fondamentalement un seul et même peuple et nous devons nous unir. Chaque nation, quelle que soit sa puissance ou sa richesse, partage ce destin interconnecté.

C'est pourquoi nous ne devons jamais faiblir dans notre quête de changement. Pour le bien de l'humanité, pour notre planète commune, façonnons un monde qui ne soit pas seulement meilleur, mais aussi juste, prospère et inclusif pour tous et toutes. Antigua-et-Barbuda est prête, comme toujours, à jouer son rôle. Nous invitons les États riches et puissants à faire de même.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre et Ministre des finances, de la gouvernance des entreprises et des partenariats public-privé d'Antigua-et-Barbuda de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Gaston Alphonso Browne, Premier Ministre et Ministre des finances, de la gouvernance des entreprises et des partenariats public-privé d'Antigua-et-Barbuda, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Raymond Ndong Sima, Premier Ministre de la République gabonaise

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République gabonaise.

M. Raymond Ndong Sima, Premier Ministre de la République gabonaise, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (parle en anglais) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Raymond Ndong Sima, Premier Ministre de la République gabonaise, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Ndong Sima (Gabon) : J'adresse à M. Dennis Francis mes chaleureuses félicitations pour son élection à la présidence de cette soixante-dix-huitième session ordinaire de l'Assemblée générale.

Je rends hommage à son prédécesseur, M. Csaba Kőrösi, pour le travail accompli pendant son mandat.

J'exprime la confiance de mon pays au Secrétaire général, António Guterres, dans l'action audacieuse et multiforme ainsi que les importantes réformes qu'il entreprend, en vue d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable d'une part, et de promouvoir la paix et la sécurité internationales d'autre part.

Je me tiens devant l'Assemblée dans un contexte sans précédent pour mon pays, passé par la case frayeur à la suite d'un processus électoral chaotique, qui a été interrompu le 30 août dernier par les forces de défense et de sécurité. Naturellement, cette intervention a été condamnée par la communauté internationale au nom de la violation

des exigences démocratiques de dévolution du pouvoir. Il est cependant utile, pour l'équilibre de l'information et pour dissiper certaines suspensions, de rappeler précisément le contexte politique gabonais qui a précédé et justifié cette prise de pouvoir. On aurait tort, de notre point de vue, de prononcer des sentences sans nuance et de faire des amalgames faciles, désaccordés des réalités de notre contexte.

Qu'il me soit donc en tout premier lieu permis de rappeler au souvenir de chacun l'expérience de l'élection présidentielle de 2016 dont la situation actuelle est l'une des conséquences. Tout le monde s'en souvient, cette élection a fait l'objet d'un rapport circonstancié de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne qui y avait dénoncé un processus frauduleux, insincère et dépourvu de toute transparence avec des résultats défiant les lois de la statistique. Elle a surtout été caractérisée par des violences, avec de nombreuses pertes en vies humaines et d'importantes dégradations de biens pour l'ensemble de la collectivité.

Pour tenter de désamorcer cette situation dont le coût social a été élevé, il a été organisé en 2017 un succédané de dialogue qui s'est tout de même soldé par le retour à un scrutin à deux tours. C'est cette petite concession à la démocratie qui a de nouveau été reprise au premier semestre 2023 avant même qu'elle ne soit expérimentée. Le régime n'entendait donc pas renoncer à sa stratégie de fraude. De 2017 à 2022, aucune préparation des élections qu'il était prévu constitutionnellement de tenir au plus tard le 26 août 2023 n'a été entreprise. Cette dernière a commencé en février et a concentré un nombre invraisemblable d'entorses et de distorsions faites aux cadres constitutionnel, législatif et réglementaire des élections, y compris alors même que le processus électoral était déjà lancé. Je peux citer entre autres, si je puis me permettre cet inventaire non exhaustif : le retour aux élections à un tour ; le choix d'un président du Centre gabonais des élections notoirement partial, en raison de sa qualité de membre connu du parti au pouvoir ; l'absence de fiabilité du fichier électoral, affecté par la présence nombreuse de personnes décédées ; la suppression des dispositions permettant la représentation de tous les candidats dans les bureaux de vote, en violation flagrante du principe d'égalité ; la modification, en violation du simple principe de la hiérarchie des normes, des dispositions législatives issues de la loi portant dispositions communes à toutes les élections politiques par décret ; le couplage des candidatures aux élections présidentielle et législative.

On peut donc observer que toutes les saisines faites par les différentes composantes de l'opposition et de la société civile pour contester ces modifications ont été rejetées sans examen par une Cour constitutionnelle inféodée au pouvoir.

Tout observateur attentif, honnête et de bonne foi de la vie politique gabonaise de ces dernières années avait pleinement conscience de la dégradation de la situation. Les uns et les autres au sein de l'opposition gabonaise sont allés voir des missions diplomatiques puis ensemble, le 9 août, se sont rendus chez le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, qui réside à Libreville, pour le prévenir du tournant que prenait le processus électoral et du danger qu'il y avait à maintenir sa conduite en l'état de ces constatations.

Or, je veux le dire ici sans ambiguïté, ni les acteurs politiques ni les électeurs n'étaient prêts à accepter une nouvelle forfaiture électorale. Cette détermination connue de tous n'a pas empêché le Centre gabonais des élections d'acheminer les urnes sous son seul contrôle et sans aucune étanchéité, et de procéder frauduleusement à des modifications des procès-verbaux dans les lieux de centralisation des résultats, distincts des lieux où les élections s'étaient tenues. La prise en compte des résultats obtenus de cette manière ne pouvait déboucher, le lendemain de la proclamation, que sur des affrontements.

Dans une telle logique, les forces de défense et de sécurité avaient le choix entre se préparer à réprimer ces protestations avec le risque tôt ou tard d'être poursuivies devant les juridictions internationales en raison de leur responsabilité et décider d'interrompre un processus frauduleux et dangereux pour la cohésion nationale. Elles ont choisi en toute responsabilité la seconde voie pour conjurer le risque d'un incendie dont l'embrasement aurait ébranlé les fondements même de la société gabonaise et n'aurait pas épargné les nombreuses populations étrangères vivant au Gabon. Il n'aurait pas été raisonnable, ni responsable, de laisser prospérer une situation confuse. Le basculement dans un cycle de violence aurait constitué un désastre d'ensemble.

En conséquence, cette intervention militaire, sans effusion de sang, sans aucun dégât matériel constaté, a été un moindre mal. La population l'a approuvée dans une très large mesure par des scènes de liesse spontanée que chacun a pu suivre partout dans le monde grâce aux images qui ont circulé, et la majorité de la classe politique s'est trouvée soulagée d'avoir évité une issue incertaine. Dès lors, condamner un tel processus, c'est soutenir qu'il aurait mieux valu laisser les affrontements se faire et venir recenser ultérieurement le nombre de victimes puisque personne, dans l'opposition, n'était disposé à laisser cet énième hold-up électoral s'opérer.

Si une telle intervention a été nécessaire, l'on ne saurait se contenter d'un statu quo. Il faut sans délai, dans une démarche inclusive, préparer les réformes et revenir à

un jeu institutionnel ordinaire qui permette la dévolution du pouvoir par les élections. La feuille de route du Gouvernement de transition que je conduis depuis deux semaines vise à restaurer la confiance, à procéder à des corrections majeures du cadre des élections, à restaurer les institutions et à préparer la mise en œuvre de ces réformes. Les livrables attendus de cette concertation seront, à la suite d'une conférence nationale, l'adoption d'une nouvelle constitution, reflet de notre contrat social, ainsi que l'adoption d'un bloc législatif comprenant notamment une loi électorale garante de scrutins transparents, libres et crédibles.

C'est pourquoi d'ores et déjà, pour la semaine prochaine, une conférence de presse a été convoquée. J'y indiquerai le calendrier des consultations de l'ensemble de la classe politique ainsi que de la société civile, et je mettrai à profit cette occasion pour décliner le chronogramme des différentes étapes qui conduiront à de nouvelles élections. Dans cette perspective, ce dont le Gabon a le plus besoin, c'est d'un encouragement et d'un accompagnement pour conduire ces chantiers dans des délais que chacun veut raisonnables. Je saisis donc cette occasion pour lancer un appel solennel à l'ensemble de nos partenaires bilatéraux, régionaux et multilatéraux pour accompagner et soutenir l'élan populaire de salut national en vue de renforcer les fondements de l'état de droit et de la démocratie pour une prospérité partagée. Dans cette phase charnière de notre destin et de notre histoire, le peuple gabonais qui s'unit dans la concorde autour du Comité de transition pour la restauration des institutions se souviendra avec reconnaissance de la solidarité et de la confiance des peuples d'Afrique et du monde entier qui se tiendront à ses côtés pour l'aider à préserver sa place dans le concert des nations.

Soixante-dix-huit ans après la création de l'ONU, un cycle sans fin de crises continue d'assombrir l'aspiration et l'horizon de la paix durable entre les nations et au sein des nations. Les multiples crises de solidarité, crises sécuritaires, crises humanitaires, crises sanitaires, crises climatiques et crises géopolitiques alimentent les sentiments de défiance à l'égard des institutions et mécanismes internationaux. En effet, de façon patente, le système de sécurité collective et indivisible prôné par la Charte des Nations Unies apparaît comme une fiction dans de nombreuses régions du monde en proie aux soubresauts de la guerre, notamment en Afrique, où la région du Sahel, la Corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs sont devenus de véritables épicentres de l'instabilité. Dans la plupart de ces régions, la prédation des ressources naturelles constitue une source importante de conflictualité, au point qu'elles deviennent une véritable malédiction pour les pays qui les possèdent.

Nous nous trouvons aujourd'hui à un point d'inflexion qui exige de chacun des membres de la communauté internationale une réappropriation des objectifs de la Charte des Nations Unies et une réconciliation avec les aspirations des peuples du monde. Il est fondamental de reparamétrer le contrat social entre nations, indépendamment de leur taille ou de leur envergure, en gardant bien à l'esprit que chaque peuple compte. Nous devons surtout recalibrer la projection de notre identité en tant que peuples du monde en donnant chaque fois la primauté au dialogue sur l'affrontement et à la coopération sur la logique de camps qui s'opposent. Nous devons sans plus attendre procéder à une véritable transformation structurelle de l'architecture de paix et de sécurité de l'Organisation, ainsi qu'à l'adaptation de nos mécanismes de promotion de la paix et de la sécurité à un contexte global de crises et de conflits en constante mutation. C'est toute la pertinence de la thématique de la présente session axée sur la nécessité de rétablir la confiance et de raviver la solidarité pour accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le Gabon réaffirme que la prévention est un outil plus qu'essentiel qui doit figurer au centre de nos actions si nous voulons une paix consolidée et durable. Les efforts de la communauté internationale en matière de prévention ont été jusqu'ici lents, peu adaptés et peu financés. En effet, l'absence de ressources adéquates affectées aux actions de l'Organisation en faveur de la prévention et de la consolidation de la paix a, hélas, fortement contribué à la résurgence de crises en période de transition ou à faire naître de nouveaux conflits. Notre génération a une responsabilité envers les générations futures : celle de leur léguer un monde plus sûr, un monde dans lequel les menaces à la paix et à la sécurité liées à la prolifération des armes de destruction massive sont endiguées, un monde sans menace nucléaire.

Il demeure un fossé considérable entre nos actions et nos engagements. Il est temps de le combler, notamment sur la question cruciale du financement de l'action climatique. Le Gabon a consenti plusieurs décennies d'investissements dans la préservation de la biodiversité et fait preuve d'un engagement constant dans la lutte contre les changements climatiques. Les nouveaux pactes financiers dette-nature offrent des opportunités d'accroître les budgets consacrés à la protection de la biodiversité, de répondre à l'insoutenabilité de la dette des pays en développement et de lutter contre les changements climatiques. À travers ce nouveau mécanisme de financement, mon pays vient de bénéficier d'une restructuration de 3 % de sa dette contre un engagement à investir 163 millions de dollars dans la préservation de ses écosystèmes marins.

Nous devons aller plus loin dans cette dynamique. J'invite donc les partenaires financiers internationaux à multiplier les initiatives de conversion de dette pour faire face aux défis du réchauffement climatique, de la perte de la biodiversité et du développement durable. C'est par une approche multilatérale et la réinvention de nos réponses que nous pouvons efficacement relever les défis multiformes qui se posent à l'humanité.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 constitue notre feuille de route commune pour relever les défis mondiaux. Cependant, à moins de 10 ans de l'échéance, les progrès sont inégaux et insuffisants. La pauvreté, la faim, les inégalités sociales, les carences en matière de santé et d'éducation et l'absence de financement adéquat en faveur des objectifs de développement durable mettent fortement en péril la réalisation de cet ambitieux programme.

Tout au long de la transition que je conduis, j'envisage de redoubler les efforts de mon pays pour accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 en renforçant de façon pratique et pragmatique les politiques nationales et en encourageant les partenariats innovants entre les secteurs public et privé. Par ailleurs, j'entends mettre l'accent sur l'action au niveau local par les autorités, la société civile et le secteur privé en impliquant pleinement les citoyens, notamment les jeunes et les femmes.

Il est fondamental que la communauté internationale puisse accroître son soutien aux pays en développement. Des financements supplémentaires sont en effet nécessaires, en particulier pour les pays les plus vulnérables. Les différents sommets organisés en marge de la présente session, notamment sur le financement du développement, l'ambition climatique et la couverture universelle, sont l'occasion pour la communauté internationale de concrétiser sa volonté d'action commune et d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable.

Au sein du système des Nations Unies, l'exclusion et la marginalisation sont de redoutables prédatrices de notre vivre-ensemble. L'Afrique doit pouvoir trouver sa juste place en tant qu'acteur à part entière de la scène internationale, et non comme un simple enjeu géopolitique des puissances. En effet, plus de 78 ans après la création de l'ONU, le monde a complètement changé. Le contexte international a complètement changé. Le paysage géopolitique a complètement changé. La nature des guerres a littéralement été métamorphosée. La technologie a complètement transformé notre vie quotidienne. Mais la structure de nos institutions reste essentiellement inchangée, en particulier en ce qui concerne notre sécurité collective.

Pour relever les défis de l'avenir, notre architecture de sécurité devrait refléter les réalités actuelles et futures. Nous devons effectuer une mise à jour de nos institutions internationales, de nos mentalités et de nos perceptions d'une paix durable, d'une prospérité partagée et du vivre-ensemble. Nous devons réinventer les solutions aux menaces contemporaines, notamment les changements climatiques et l'insécurité du cyberspace. Nous devons faire face à la crise de solidarité internationale, qui alimente les crises sous-jacentes sur les plans économique, humanitaire, sanitaire ou alimentaire. Nous ne pouvons relever ces défis au siècle présent avec les outils d'un autre siècle.

À l'aune de ce constat affligeant, nous sommes convaincus de l'urgence d'agir pour donner notamment effet à trois perspectives fondamentales et, dans le même temps, de rendre le système multilatéral plus crédible et plus inclusif. Premièrement, nous devons réformer le Conseil de sécurité sans tarder. Il doit être représentatif de la réalité d'aujourd'hui et des défis actuels et futurs. Deuxièmement, nous devons redéfinir nos règles et nos mécanismes pour faire face de manière adéquate à l'évolution de l'insécurité et du terrorisme. Il s'agit de garantir l'inclusivité et la solidarité, de façon à ne laisser aucune place à la politique de deux poids, deux mesures. Nous devons également nous attaquer plus sérieusement aux causes profondes des conflits et des crises. Troisièmement, nous devons construire un nouveau contrat social, un nouveau pacte mondial entre les générations, entre les

gouvernants et les gouvernés et entre l'échelle mondiale et l'échelle régionale, en mettant un accent particulier sur les jeunes, les femmes, la société civile et le secteur privé.

Dans ce nouveau contrat social pour l'avenir, les passerelles doivent, en tous lieux, remplacer les murs. L'éducation doit partout repousser le carcan de l'ignorance et de l'intolérance. Le multilatéralisme doit prévaloir sur les postures unilatéralistes, et la logique du dialogue doit sans cesse prévaloir sur la logique d'antagonisme et de zones d'influence.

Pour terminer, je voudrais souligner notre exigence de réponse aux générations présentes et futures. Cette solidarité intergénérationnelle est une exigence morale envers ceux qui n'auront pas d'autre choix que d'hériter des conséquences de nos choix d'aujourd'hui. Nous leur devons une réponse qui soit à la dimension de leurs peurs, de leurs besoins et de leurs légitimes aspirations à vivre en paix dans la dignité et la prospérité. C'est au regard de ces perspectives existentielles que nous avons pris nos responsabilités et que nous sommes résolus à inscrire notre action à la dimension des attentes de notre peuple.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la République gabonaise de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Raymond Ndong Sima, Premier Ministre de la République gabonaise, est escorté de la tribune.

La séance est levée à 14 h 50.